

/ Revue financière selon les PCGR des États-Unis

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, la Banque Royale du Canada fait des déclarations prospectives, verbalement ou par écrit, comprises dans le rapport annuel et dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives sont faites conformément aux dispositions prévoyant des « mesures refuges » de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives aux objectifs de la Banque Royale pour 2002 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs, de même que des déclarations relatives aux opinions, aux projets, aux attentes, aux prévisions, aux estimations et aux intentions de la Banque Royale. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer », « projeter » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. La Banque Royale déconseille aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un grand nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la vigueur de l'économie canadienne en général et la vigueur des économies locales des régions du Canada où la Banque Royale exerce ses activités; la vigueur de l'économie

américaine et des économies des autres pays où la Banque Royale effectue des opérations importantes; l'incidence des modifications de la politique monétaire et fiscale, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les modifications de la politique en matière de commerce; les effets de la concurrence sur les marchés où la Banque Royale exerce ses activités; l'inflation; les fluctuations des marchés financiers et des marchés des devises; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services par la Banque Royale sur des marchés réceptifs; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements qui réglementent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières); les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; la capacité de la Banque Royale de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les sociétés ainsi acquises; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs et la mesure dans laquelle la Banque Royale prévoit les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussit à les gérer.

La Banque Royale informe ses lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque Royale doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. La Banque Royale ne s'engage pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, qu'elle peut faire ou qui peut être faite pour son compte à l'occasion.

/ Analyse par la direction

La direction évalue le rendement de la Banque selon les résultats déclarés conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (les « PCGR des États-Unis »). Elle évalue également le rendement de la Banque en fonction des résultats de base, en fonction des résultats selon la comptabilité de caisse, et en fonction des résultats (selon la comptabilité de caisse) de base.

Les éléments présentés en fonction des résultats de base ne tiennent pas compte des éléments exceptionnels qui, selon la direction, ne proviennent pas des opérations effectuées dans le cours normal des activités ou constituent, en raison de leur nature, des opérations exceptionnelles; cette distinction est faite afin de ne pas fausser l'analyse des tendances. Les éléments exceptionnels de l'exercice 2001, qui totalisent 204 millions de dollars, sont présentés au [tableau 4, à la page 20](#). Ils comprennent des gains sur certaines cessions, une charge au titre de la restructuration des services de détail aux États-Unis, des impôts relatifs à ces éléments ainsi qu'une charge d'impôts résultant de l'entrée en vigueur d'une réduction des taux d'imposition. Aucun élément exceptionnel n'a été constaté en 2000.

Les éléments présentés selon la comptabilité de caisse sont calculés en rajoutant au bénéfice net déclaré le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. L'amortissement de l'écart d'acquisition a réduit le bénéfice dilué par action déclaré de 0,39 \$ en 2001 (0,13 \$ en 2000), et l'amortissement des actifs incorporels a réduit le bénéfice dilué par action déclaré de 0,06 \$ (0,02 \$ en 2000). Le 1^{er} novembre 2001, la Banque a adopté les nouvelles normes comptables à l'égard des regroupements d'entreprises en vertu desquelles les écarts d'acquisition ne sont plus amortis, mais les autres actifs incorporels continuent de l'être.

Les éléments présentés en fonction des résultats (selon la comptabilité de caisse) de base excluent les éléments exceptionnels et sont calculés en rajoutant au bénéfice net déclaré le montant après impôts de l'amortissement des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels.

La date de clôture de l'exercice est le 31 octobre pour la Banque. Sauf mention contraire, tous les montants figurant dans l'analyse par la direction sont exprimées en dollars canadiens.

Vue générale

Bénéfice net

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2001	2000
Bénéfice net déclaré (1)	10 %	2 435 \$	2 208 \$
Incidence des éléments exceptionnels (2)		(204)	–
Bénéfice net de base	1 %	2 231 \$	2 208 \$
Bénéfice net déclaré (1)	10 %	2 435 \$	2 208 \$
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (après impôts)	225 %	286	88
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	19 %	2 721	2 296
Incidence des éléments exceptionnels (2)		(204)	–
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base	10 %	2 517 \$	2 296 \$

(1) Selon les chiffres déclarés dans l'état consolidé des résultats.

(2) Les éléments exceptionnels sont présentés au [tableau 4, à la page 20](#).

Bénéfice dilué par action

(en dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2001	2000
Bénéfice dilué par action déclaré (1)	4 %	3,55 \$	3,40 \$
Incidence des éléments exceptionnels (2)		(0,32)	–
Bénéfice dilué par action de base	(5)%	3,24 \$	3,40 \$
Bénéfice dilué par action déclaré (1)	4 %	3,55 \$	3,40 \$
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (après impôts)	200 %	0,45	0,15
Bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse)	13 %	4,00	3,55
Incidence des éléments exceptionnels (2)		(0,32)	–
Bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) de base	4 %	3,68 \$	3,55 \$

(1) Selon les chiffres déclarés dans l'état consolidé des résultats.

(2) Les éléments exceptionnels sont présentés au [tableau 4, à la page 20](#).

Comme l'indiquent les tableaux ci-dessus, le bénéfice net déclaré de l'exercice 2001 a augmenté de 10 % par rapport à l'exercice 2000 (hausse de 4 % du bénéfice par action). En excluant les éléments exceptionnels, le bénéfice net de base a progressé de 1 % (baisse de 5 % par action). En 2001, la Banque a émis 83 millions d'actions ordinaires (72 millions, déduction faite des rachats d'actions ordinaires), dont la plus grande partie est liée à l'acquisition de Centura Banks, Inc., en juin 2001, ce qui explique les taux de croissance plus faibles, voire négatifs, du bénéfice par action comparativement au bénéfice net.

L'analyse qui suit, aux [pages 19 à 55](#), contient des comparaisons par rapport à l'exercice 2000 qui sont généralement établies à partir des

chiffres de base de 2001 (c'est-à-dire sans tenir compte des éléments exceptionnels) ou, lorsqu'il en est fait mention, sur le bénéfice (selon la comptabilité de caisse) de base. Les résultats figurant dans les états financiers consolidés, aux pages 57 à 84, sont présentés conformément aux PCGR des États-Unis.

Comme le montre le tableau 1 ci-dessous, les revenus à l'étranger se sont chiffrés à 4,2 milliards de dollars, soit 28 % du total des revenus, en hausse par rapport à 1,9 milliard ou 16 % en 2000. Les acquisitions aux États-Unis se sont traduites par une hausse des revenus aux États-Unis, qui se sont établis à 2,9 milliards de dollars, ou 20 % du total des revenus, contre 0,8 milliard ou 7 % en 2000.

TABLEAU 1 Bénéfice par secteur géographique

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	2001			2000		
	Au Canada	À l'étranger (1)	Total	Au Canada	À l'étranger (1)	Total
Revenu net d'intérêt	5 324 \$	1 205 \$	6 529 \$	4 796 \$	511 \$	5 307 \$
Revenus autres que d'intérêt	5 210	2 945	8 155	5 277	1 403	6 680
Revenus bruts	10 534	4 150	14 684	10 073	1 914	11 987
Provision pour pertes sur créances	757	362	1 119	703	(12)	691
Frais autres que d'intérêt	6 355	3 286	9 641	6 470	1 158	7 628
Charge d'impôts (2)	1 450	39	1 489	1 354	106	1 460
Bénéfice net	1 972 \$	463 \$	2 435 \$	1 546 \$	662 \$	2 208 \$
Bénéfice net de base (3)	1 711 \$	520 \$	2 231 \$	1 546 \$	662 \$	2 208 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) (4)	2 087 \$	634 \$	2 721 \$	1 620 \$	676 \$	2 296 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base (5)	1 826 \$	691 \$	2 517 \$	1 620 \$	676 \$	2 296 \$

(1) Comprend des revenus bruts tirés des activités aux États-Unis de 2 882 millions de dollars (832 millions en 2000).

(2) Comprend la part des actionnaires sans contrôle et la majoration au montant imposable équivalent.

(3) Excluant les éléments exceptionnels de 2001, lesquels sont présentés au [tableau 4, à la page 20](#). Il n'y a pas eu d'éléments exceptionnels en 2000.

(4) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) est calculé en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.

(5) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base, représente le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) déduction faite des éléments exceptionnels de 2001 présentés au [tableau 4, à la page 20](#). Il n'y a pas eu d'éléments exceptionnels en 2000.

Perspectives

La conjoncture laissant prévoir que le ralentissement économique se poursuivra au premier semestre de l'année civile 2002, la Banque vise une croissance du bénéfice dilué par action selon la comptabilité de caisse et de base de 5 % à 10 %, et un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base de 17 % à 19 % à l'exercice 2002.

Priorités financières

Croissance et diversification des revenus

En 2001, les revenus (d'exploitation) de base ont augmenté de 19 %, soit un résultat considérablement plus élevé que l'objectif de plus de 10 % visé par la Banque. Ce résultat reflète principalement les acquisitions effectuées. En excluant les acquisitions, les revenus d'exploitation ont progressé de 3 %. Une analyse détaillée est présentée aux pages 32 à 35.

Contrôle des coûts

Les frais autres que d'intérêt de base ont connu une hausse de 25 %, qui reflète les acquisitions effectuées, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et certaines charges importantes. En excluant ces facteurs, les frais autres que d'intérêt de base ont fléchi de 2 %. Une description complète est fournie aux pages 36 à 38.

Gestion du bilan et du capital

Nous avons effectué un nombre important d'activités d'investissement au cours de l'exercice, dont certaines sont liées aux acquisitions. Au 31 octobre 2001, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 8,7 %, en hausse par rapport à 8,6 % l'an dernier, et le ratio du capital total s'établissait à 11,8 %, en baisse par rapport à 12 % (selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada). Dans les deux cas, la Banque a atteint son objectif à moyen terme (de trois à cinq ans), soit 8 % pour le capital de première catégorie et de 11 % à 12 % pour le capital total. De plus amples détails sont présentés aux pages 39 à 42.

Excellence de la qualité du crédit

La détérioration du secteur des télécommunications aux États-Unis a contribué à la hausse des provisions pour pertes sur créances et des prêts à intérêts non comptabilisés au cours de l'exercice. Le ratio des provisions pour pertes sur créances spécifiques attribuées s'est établi à 0,52 % en 2001, comparativement à 0,31 % en 2000, et le ratio des prêts à intérêts non comptabilisés s'est chiffré à 1,36 %, par rapport à 1,00 % à l'exercice 2000. Au cours de l'exercice, les radiations nettes se sont chiffrées à 0,55 % de la moyenne des prêts, par rapport à 0,42 % à l'exercice 2000. Une analyse détaillée et des tableaux sont présentés aux pages 43 à 49.

Profit économique

La Banque mesure le profit économique de ses secteurs d'exploitation et a recours à plusieurs autres mesures traditionnelles, telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et la croissance du bénéfice. Le profit économique mesure le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) de chaque secteur, après déduction d'une charge au titre des ressources en capital utilisées par le secteur.

Le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse, représente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, en excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. La charge au titre des

ressources en capital utilisées est calculée en imputant le coût estimatif des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, qui représente le rendement approximatif après impôts que la direction doit fournir aux actionnaires en contrepartie de l'utilisation de leur capital, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est calculé selon le modèle d'évaluation des actifs financiers (MEDAF); c'est pourquoi ce coût fluctue en même temps que les facteurs qui définissent ce modèle varient eux-mêmes : le taux hors risque, le coefficient bêta de la Banque et la prime de risque du marché. De plus, le coût estimatif des capitaux propres est revu chaque année. En raison du recul du rendement des obligations à long terme depuis la dernière revue, le coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été établi de nouveau à la fin du premier semestre à 12,5 %. La moyenne du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en 2001 correspondait à 12,9 %.

Afin de créer de la valeur pour les actionnaires, le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse), qui est généré doit être supérieur à la charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisés. Un profit économique positif ajoute à la valeur pour les actionnaires, tandis qu'un profit économique négatif amoindrit cette valeur.

Le profit économique mesure les fluctuations de la valeur pour les actionnaires au fil du temps; il constitue un outil de planification efficace pour privilégier les occasions de croissance de la valeur pour les actionnaires. Les objectifs visés sont les suivants :

- augmenter le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) sans immobiliser de capital supplémentaire;
- investir dans des projets qui procurent un rendement économique positif;
- améliorer l'efficacité globale du capital investi en réaffectant les fonds utilisés à des fins moins efficaces;
- améliorer le rapport risque-rendement des secteurs d'exploitation.

Le profit économique renforce la gestion des risques, car les capitaux sont affectés aux secteurs d'exploitation en fonction des risques de crédit, des risques de marché, des risques opérationnels et des autres risques de chaque secteur. Cette discipline en matière de gestion des risques a permis d'obtenir une croissance contrôlée et de mettre l'accent sur des rendements proportionnés aux risques. De plus, le profit économique favorise la redistribution des ressources aux secteurs plus performants grâce à la réaffectation de ressources attribuées aux secteurs moins performants.

Comme l'indique le tableau 2 ci-après, la Banque a enregistré un profit économique de 583 millions de dollars en 2001. Le coût des capitaux a augmenté à un taux plus rapide que le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) en partie à cause de l'émission d'actions ordinaires, principalement dans le cadre de l'échange d'actions relatif à l'acquisition de Centura Banks, Inc. Le profit économique des secteurs d'exploitation pour les exercices 2001 et 2000 est présenté aux tableaux des pages 22, 24, 26, 28 et 30.

TABEAU 2 Profit économique ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2001	2000	1999	1998	1997
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 300 \$	2 074 \$	1 568 \$	1 627 \$	1 523 \$
Ajustement au titre des éléments exceptionnels (après impôts)	(204)	-	88	17	(7)
Ajustement au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (après impôts)	286	88	67	66	63
Bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse)	2 382	2 162	1 723	1 710	1 579
Ressources en capital utilisées	(1 799)	(1 448)	(1 386)	(1 249)	(1 204)
Profit économique ⁽¹⁾	583 \$	714 \$	337 \$	461 \$	375 \$
Croissance du profit économique	(18)%	112 %	(27)%	23 %	188 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13 899 \$	10 725 \$	10 268 \$	9 255 \$	8 303 \$
Coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,9 %	13,5 %	13,5 %	13,5 %	14,5 %

(1) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Résultats par secteur d'exploitation

Vue générale

Le tableau 3 illustre les résultats de la Banque par secteur d'exploitation en 2001. Ces résultats incluent plusieurs éléments exceptionnels présentés au tableau 4 et décrits ci-après. Le tableau 5, à la page 21, illustre les

résultats de base de la Banque (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 4) par secteur d'exploitation en 2001.

TABLEAU 3 Résultats déclarés par secteur d'exploitation

	2001						2000
	Services aux particuliers et aux entreprises	Assurance	Gestion de patrimoine	Grande entreprise et marchés des capitaux	Traitement des opérations	Total (1)	Total
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action et les pourcentages)							
Revenu net d'intérêt	5 347 \$	206 \$	384 \$	429 \$	150 \$	6 529 \$	5 307 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 839	336	3 040	2 352	563	8 155	6 680
Revenus bruts	7 186	542	3 424	2 781	713	14 684	11 987
Provision pour pertes sur créances	732	-	2	407	(2)	1 119	691
Frais autres que d'intérêt	4 216	375	2 691	1 804	476	9 641	7 628
Charge d'impôts	926	(6)	223	200	95	1 350	1 412
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	16	-	-	21	-	139	48
Bénéfice net	1 296 \$	173 \$	508 \$	349 \$	144 \$	2 435 \$	2 208 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) (2)	1 376 \$	188 \$	626 \$	390 \$	152 \$	2 721 \$	2 296 \$
En pourcentage du total	51 %	7 %	23 %	14 %	6 %	100 %	100 %
Croissance par rapport à l'exercice précédent	22 %	83 %	43 %	(26)%	7 %	19 %	28 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18,5 %	20,0 %	27,0 %	9,6 %	29,4 %	16,6 %	19,3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) (2)	19,7 %	21,9 %	33,5 %	11,0 %	31,1 %	18,6 %	20,2 %
Profit économique (3)	456 \$	72 \$	97 \$	(44)\$	85 \$	583 \$	714 \$
Bénéfice dilué par action						3,55 \$	3,40 \$
Bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) (2)						4,00 \$	3,55 \$

- (1) La différence entre le total des résultats et la somme des résultats des secteurs d'exploitation présentés ci-dessus se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.
- (2) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) et le bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) sont calculés en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.
- (3) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Les éléments exceptionnels constatés en 2001 sont présentés au tableau 4 ci-après. Les éléments exceptionnels ont majoré le bénéfice dilué par action de 0,32 \$ en 2001. Trois éléments ont généré une hausse des revenus autres que d'intérêt : un gain de 89 millions de dollars découlant de la formation, en collaboration avec la Banque de Montréal, de la coentreprise Solutions Moneris, qui offre aux marchands des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit; un gain de 43 millions découlant de la vente des activités liées à l'administration des régimes de retraite collectifs et un gain de 313 millions découlant de la vente de Gestion Placements TR Inc., une société offrant des services de gestion des investissements institutionnels.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté en raison d'une charge au titre de la restructuration de 91 millions de dollars liée aux activités d'intégration et aux mesures de réduction des coûts dans le secteur des services de détail aux États-Unis. La charge d'impôts a été majorée de 101 millions de dollars, ce qui reflète la réduction de valeur d'actifs d'impôts reportés faisant suite à une réduction des taux d'imposition.

L'analyse des différents secteurs d'exploitation qui figure aux pages 21 à 31 porte sur les résultats de base de 2001, c'est-à-dire exclusion faite des éléments exceptionnels présentés au tableau 4.

TABLEAU 4 Éléments exceptionnels ayant une incidence sur les résultats par secteur d'exploitation en 2001 (1)

	Services aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Grande entreprise et marchés des capitaux	Total
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action)				
Revenus autres que d'intérêt				
Gain à la formation de la coentreprise Solutions Moneris	89 \$	- \$	- \$	89 \$
Gain à la vente des activités liées aux régimes collectifs de retraite	7	36	-	43
Gain à la vente de Gestion Placements TR	-	313	-	313
	96	349	-	445
Frais autres que d'intérêt				
Frais de restructuration des activités bancaires aux États-Unis	91	-	-	91
Incidence totale (avant impôts)	5	349	-	354
Charge d'impôts				
Charge (économie) liée aux éléments ci-dessus	(21)	70	-	49
Modification des taux d'imposition (2)	45	5	27	101
Incidence totale (après impôts)	(19)\$	274 \$	(27)\$	204 \$
Incidence sur le bénéfice dilué par action				0,32 \$

- (1) Il n'y a eu aucun élément exceptionnel dans les secteurs Assurance et Traitement des opérations en 2001, et aucun élément exceptionnel en 2000.
- (2) Le total de 101 millions de dollars inclut un montant de 24 millions se rapportant à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

Résultats de base par secteur d'exploitation

Vue générale

Le tableau 5 ci-après présente les résultats de base par secteur d'exploitation pour 2001.

Les Services aux particuliers et aux entreprises ont produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base de 20,0 % et généré 55 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque en 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base a progressé de 24 % par rapport 2000, comme il est expliqué à la page 22. RBC Centura (acquise le 5 juin 2001) a inscrit un bénéfice net de base de 11 millions de dollars et un bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de 69 millions en 2001. RBC Prism Mortgage (acquise en avril 2000) a dégagé un bénéfice net de base de 43 millions de dollars, en hausse par rapport à une perte nette de 3 millions en 2000, et un bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de 53 millions, comparativement à un bénéfice (selon la comptabilité de caisse) nul en 2000.

Le secteur Assurance a produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de 21,9 % et généré 7 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque en 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) a augmenté de 83 % par rapport à 2000, comme il est expliqué à la page 24. L'apport de RBC Liberty Insurance (acquise le 1^{er} novembre 2000) a compté pour 29 millions de dollars du bénéfice net de base et 39 millions du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base en 2001.

La Gestion de patrimoine a produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base de 18,4 % et généré 14 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque en 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base a chuté de 19 % et la page 26 présente plus de détails à ce sujet. Les activités du groupe Services aux particuliers et des services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher (acquises le 10 janvier 2001) ont enregistré une perte nette de base de 72 millions de dollars en 2001, ce qui reflète la faiblesse des volumes de négociation des clients dans le secteur du courtage traditionnel cette année, ainsi que des coûts de rémunération au titre de la rétention de 88 millions et une dotation à l'amortissement de l'écart

d'acquisition de 40 millions. La perte nette (selon la comptabilité de caisse) de base s'est chiffrée à 33 millions de dollars.

Le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a produit un rendement des capitaux propres, attribuables aux actionnaires de base (selon la comptabilité de caisse) de 11,8 % et généré 17 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque en 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base a reculé de 21 %, comme il est expliqué à la page 28. Dain Rauscher Wessels (acquise le 10 janvier 2001) a subi une perte nette de 88 millions de dollars en raison de la faiblesse des marchés financiers en 2001, de coûts de rémunération au titre de la rétention de 88 millions et d'une dotation à l'amortissement de l'écart d'acquisition de 27 millions. La perte nette (selon la comptabilité de caisse) de base s'est établie à 61 millions de dollars.

Le secteur Traitement des opérations a produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de 31,1 % et généré 6 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque à l'exercice 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) a progressé de 7 %, comme il est expliqué à la page 30.

La Banque affecte des capitaux à ses secteurs d'exploitation en se basant sur leurs risques de crédit, risques de marché, risques opérationnels et autres risques. Les capitaux affectés à chaque secteur d'exploitation ont augmenté par rapport à l'an dernier en raison de la hausse des activités de chaque secteur et de plusieurs acquisitions effectuées en 2001. Les hausses des capitaux attribuées aux écarts d'acquisition inscrits relativement aux acquisitions effectuées durant l'exercice ont eu une incidence négative sur le rendement des capitaux propres et le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de tous les secteurs d'exploitation. Les capitaux affectés aux Services aux particuliers et aux entreprises ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, ceux affectés au secteur Assurance ont progressé de 0,5 milliard, ceux affectés à la Gestion de patrimoine et au secteur Grande entreprise et marchés des capitaux ont augmenté de 1,0 milliard, respectivement, et ceux affectés au Traitement des opérations ont progressé de 0,1 milliard en 2001.

TABEAU 5 Résultats de base par secteur d'exploitation ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action et les pourcentages)	2001						2000
	Services aux particuliers et aux entreprises	Assurance	Gestion de patrimoine	Grande entreprise et marchés des capitaux	Traitement des opérations	Total (2)	Total
Revenu net d'intérêt	5 347 \$	206 \$	384 \$	429 \$	150 \$	6 529 \$	5 307 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 743	336	2 691	2 352	563	7 710	6 680
Revenus bruts	7 090	542	3 075	2 781	713	14 239	11 987
Provision pour pertes sur créances	732	-	2	407	(2)	1 119	691
Frais autres que d'intérêt	4 125	375	2 691	1 804	476	9 550	7 628
Charge (économie) d'impôts	902	(6)	148	173	95	1 200	1 412
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	16	-	-	21	-	139	48
Bénéfice net	1 315 \$	173 \$	234 \$	376 \$	144 \$	2 231 \$	2 208 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) ⁽³⁾	1 395 \$	188 \$	352 \$	417 \$	152 \$	2 517 \$	2 296 \$
En pourcentage du total	55 %	7 %	14 %	17 %	6 %	100 %	100 %
Croissance par rapport à l'exercice précédent	24 %	83 %	(19)%	(21)%	7 %	10 %	22 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18,8 %	20,0 %	11,9 %	10,5 %	29,4 %	15,1 %	19,3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) ⁽³⁾	20,0 %	21,9 %	18,4 %	11,8 %	31,1 %	17,1 %	20,2 %
Profit économique ⁽⁴⁾	456 \$	72 \$	97 \$	(44)\$	85 \$	583 \$	714 \$
Bénéfice dilué par action						3,24 \$	3,40 \$
Bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) ⁽³⁾						3,68 \$	3,55 \$

(1) Les résultats de base de 2001 excluent les éléments exceptionnels présentés au tableau 4, à la page 20. Il n'y avait aucun élément exceptionnel en 2000.

(2) La différence entre le total des résultats et la somme des résultats des secteurs d'exploitation présentés ci-dessus se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

(3) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) et le bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) sont calculés en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.

(4) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Services aux particuliers et aux entreprises

Profil

Les Services aux particuliers et aux entreprises comptent une clientèle de plus de 11 millions de particuliers, de PME et de clients du secteur privé au Canada, aux États-Unis, aux Antilles et aux Bahamas. Nos capacités de distribution comprennent un réseau de succursales, de centres de services aux entreprises et d'autres unités de vente, des représentants hors succursales, des guichets automatiques et des services bancaires par téléphone et par Internet. Nous offrons une vaste gamme de services financiers, notamment des comptes de dépôt, des fonds de placement et des fonds communs de placement, des cartes de crédit et de débit, des prêts aux entreprises et aux particuliers et des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que des conseils financiers relatifs à tous nos services.

Stratégie

L'objectif des Services aux particuliers et aux entreprises est de nouer des relations d'affaires rentables avec chaque client, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une entreprise :

- en offrant des services personnalisés;
- en réduisant les coûts;
- en gérant efficacement le risque et le capital.

Nous comptons atteindre nos objectifs au moyen des stratégies suivantes :

- Accroître les revenus en intensifiant les rapports avec la clientèle et en augmentant l'exclusivité de nos services, en maximisant le maintien de notre clientèle et en tirant parti d'une segmentation basée sur les événements marquants de la vie des clients.
- Accélérer la croissance des revenus et du bénéfice aux États-Unis grâce à l'élargissement continu de nos services aux États-Unis et à l'expansion de nos activités sur des marchés ciblés de services aux particuliers et aux entreprises.
- Maintenir nos mesures de gestion des coûts afin que les augmentations de volume et les nouveaux projets soient contrebalancés par les réductions de coûts.
- Consolider le processus d'atténuation des risques, de manière à accroître le bénéfice et à réduire la volatilité du revenu au moyen des meilleurs processus de gestion du risque d'exploitation et du risque de crédit qui soient.

Rendement financier de base (1)

Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base des Services aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 24 %, et le bénéfice net de base, de 18 %, par rapport à 2000. Cette augmentation est attribuable en partie aux acquisitions de RBC Centura et de RBC Prism Mortgage. En excluant ces dernières, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base et le bénéfice net de base auraient progressé de 13 %.

Les revenus de base ont enregistré une hausse de 13 % et les frais autres que d'intérêt de base ont progressé de 12 % par rapport à l'an dernier. En excluant RBC Centura, les revenus de base auraient augmenté de 7 %, croissance qui excède considérablement une croissance de 3 % des frais de base. Le ratio d'efficacité de base s'est amélioré de 50 points de base, pour s'établir à 58,2 %, et le ratio d'efficacité de l'exploitation s'est amélioré de 30 points de base, pour se chiffrer à 58,1 %.

Le profit économique s'est élevé à 456 millions de dollars; le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base et le rendement des capitaux propres de base se sont établis à 20,0 % et à 18,8 %, respectivement. Le profit économique, le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base et le rendement des capitaux propres de base reflètent le montant de 1,6 milliard de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur en 2001, dont une tranche de 900 millions était liée à l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de RBC Centura.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenu net d'intérêt	14 %	5 347 \$	4 705 \$
Revenus autres que d'intérêt	11	1 743	1 566
Revenus bruts	13	7 090	6 271
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	23	662	539
Provision générale attribuée et provision non attribuée	(36)	70	110
Total	13	732	649
Frais autres que d'intérêt	12	4 125	3 684
Bénéfice net avant impôts	15	2 233	1 938
Charge d'impôts	11	902	812
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	45	16	11
Bénéfice net	18 %	1 315 \$	1 115 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	24 %	1 395 \$	1 124 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse)			
de la Banque	600 p.b.	55 %	49 %
Rendement des capitaux propres	(170)p.b.	18,8 %	20,5 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(60)p.b.	20,0 %	20,6 %
Profit économique	27 %	456 \$	360 \$
Ratio d'efficacité	(50)p.b.	58,2 %	58,7 %
Ratio d'efficacité de l'exploitation (2)	(30)p.b.	58,1 %	58,4 %
Actif moyen	10 %	143 000 \$	129 700 \$
Moyenne des prêts	8	135 400	125 700
Moyenne des dépôts	13	111 400	98 900
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	31	6 700	5 100
Nombre d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	10	34 849	31 610

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 décrits au tableau 4, à la page 20.

(2) Le ratio d'efficacité de l'exploitation est défini à la page 92.

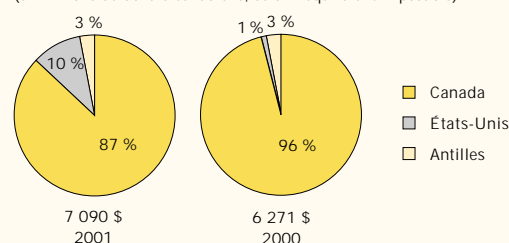
Perspectives pour 2002

Le ralentissement de l'économie aura probablement des répercussions sur les volumes de prêts aux particuliers et aux entreprises et de dépôts en 2002. Toutefois, grâce à l'inclusion des résultats de RBC Centura pour un exercice complet et aux initiatives décrites dans notre stratégie, qui visent à augmenter la croissance des revenus, nous prévoyons obtenir un solide accroissement des revenus en 2002. Nous nous engageons également à poursuivre les mesures de réduction des coûts, qui visent notamment à éliminer le chevauchement des processus et les pratiques inefficaces, à renforcer nos capacités en matière de prestation de services par voie électronique et par d'autres moyens à faible coût, et à optimiser notre réseau de succursales afin de réduire davantage le ratio d'efficacité. Notre objectif global est de réaliser une croissance du bénéfice net, selon la comptabilité de caisse, en 2002. Nous avons également mis de l'avant plusieurs initiatives afin de limiter le risque. Ces initiatives comprennent l'amélioration du système d'évaluation par score du crédit et du comportement, le resserrement des processus de recouvrement et l'optimisation des politiques et des processus de crédit, et nous prévoyons qu'elles limiteront la détérioration de la qualité de l'actif au prochain exercice.

Croissance substantielle des revenus aux États-Unis

Grâce à l'acquisition de RBC Centura et de RBC Prism Mortgage, les revenus des Services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis ont augmenté sensiblement, passant de 1 % en 2000 à 10 % du total des revenus en 2001.

REVENUS DE BASE PAR SECTEUR GÉOGRAPHIQUE
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)



Stratégie par division

Canada

Exploités au Canada sous la bannière RBC Banque Royale, les Services aux particuliers et aux entreprises offrent des services aux particuliers, aux PME et aux clients du secteur privé dans toutes les provinces et tous les territoires. Nous offrons une vaste gamme de services et de conseils financiers, comme il est détaillé à la rubrique Profil de la page 22, ainsi que des produits et des conseils d'expert dans des domaines spécialisés tels que les opérations de change, le financement en capital de risque et la planification financière.

Nous offrons également aux particuliers et aux entreprises un éventail complet de cartes de crédit Visa, de cartes de débit et de cartes à puce diverses. Par l'intermédiaire de Solutions Moneris, une coentreprise partagée de moitié avec la Banque de Montréal, nous offrons aux marchands des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit ou de débit, qui comprennent notamment la location de terminaux point-de-vente et des services d'opérations électroniques sécurisées en ligne.

Notre objectif est de développer des relations d'affaires rentables avec chaque particulier et avec chaque entreprise, grâce à notre expertise en matière de gestion des relations-clients, d'entreposage de données et de modélisation des prévisions. Cette façon de faire nous permet d'offrir à nos clients des produits et des conseils financiers sur mesure et d'accroître les revenus grâce à la vente, à l'interdistribution ainsi qu'à la vente de produits d'une gamme supérieure.

Nous continuerons d'éliminer les chevauchements et autres pratiques inefficaces sur le plan des coûts, et nous chercherons des occasions de renforcer nos capacités en matière de prestation de services par voie électronique et par d'autres moyens à faible coût. Nous continuons par ailleurs de mettre l'accent sur la gestion du risque de crédit et du risque d'exploitation.

États-Unis

Acquise en juin 2001, RBC Centura est le principal moteur de nos services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis. La société, dont le siège se trouve à Rocky Mount, en Caroline du Nord, fournit des services aux particuliers et aux entreprises du sud-est des États-Unis. Les autres sociétés de services aux particuliers et aux entreprises qui sont situées aux États-Unis et ont des liens avec RBC Centura comprennent RBC Prism Mortgage, une société de montage de prêts hypothécaires située à Chicago, et RBC Builder Finance, une société de financement de Houston qui offre des services aux constructeurs d'habitations et aux promoteurs immobiliers.

Nous désirons accentuer notre présence aux États-Unis, tant par la croissance interne que par des acquisitions dans certains créneaux bien ciblés.

Nos priorités à moyen et à long terme sont les suivantes :

- le lancement accéléré de programmes de vente et de marketing;
- le recours à la segmentation pour accroître notre marché des services aux particuliers et aux entreprises;
- l'expansion de secteurs d'activité nationaux choisis, tels que le financement aux constructeurs d'habitations et les prêts hypothécaires résidentiels;
- l'exploitation des synergies, découlant de l'intégration fonctionnelle et des occasions d'interdistribution au sein de RBC Groupe Financier;
- la conclusion d'acquisitions choisies dans des marchés de produits et des marchés géographiques ciblés.

Antilles et Bahamas

La division des Antilles et des Bahamas, qui exploite ses activités sous la bannière RBC Banque Royale du Canada, fournit une vaste gamme de produits et de services bancaires aux particuliers et aux entreprises des Bahamas, de la Barbade, des îles Caïmans et des îles de l'est des Antilles par l'intermédiaire d'un réseau de succursales et de guichets automatiques.

Cette division a inscrit une croissance des revenus s'établissant à 7 % par rapport à 2000, résultat qui est en grande partie attribuable à l'élargissement des écarts.

Rendement financier de base par division

Les activités au pays ont généré une croissance des revenus de base de 3 % par rapport à l'an dernier. La hausse des volumes de dépôts et des écarts relatifs aux prêts et aux cartes de crédit a été en partie contrebalancée par la baisse des écarts relatifs aux dépôts et des volumes de prêts. La moyenne des soldes de prêts hypothécaires résidentiels a progressé de 3 % en 2001, car les réductions des taux d'intérêt enregistrés au cours de l'exercice ont favorisé l'accès à la propriété.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	3 %	6 179 \$	5 990 \$
Moyenne des prêts			
hypothécaires résidentiels	3	64 800	62 900
Moyenne des prêts aux particuliers	4	24 500	23 600
Moyenne des dépôts des particuliers	1	72 900	72 500
Moyenne des prêts aux entreprises	(2)	36 000	36 800
Moyenne des dépôts des entreprises	26	28 100	22 300
Moyenne des soldes de cartes	13	6 000	5 300
Volumes des achats sur cartes	4	26 300	25 300
Nombre :			
d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	-	29 558	29 430
de guichets automatiques	(5)	4 236	4 465
de succursales (1)	(1)	1 125	1 141
de clients en ligne	48	1 876 358	1 264 400

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 décrits au tableau 4, à la page 20.

Le rendement de la division des États-Unis reflète les résultats de RBC Prism Mortgage pour un exercice complet (par rapport aux résultats pour à peine un peu plus d'un semestre en 2000) et l'apport de RBC Centura sur cinq mois. En excluant les résultats de RBC Centura, la croissance des revenus de RBC Prism Mortgage se serait chiffrée à 354 % en 2001, ce qui aurait reflété non seulement l'inclusion des revenus pour un exercice entier, mais aussi la croissance considérable des montages de prêts hypothécaires. La croissance du volume des montages de prêts hypothécaires en 2001 provient d'ailleurs presque entièrement de RBC Prism Mortgage. La croissance des soldes moyens est en grande partie attribuable à l'ajout des résultats de RBC Centura.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	976 %	678 \$	63 \$
Moyenne des prêts			
hypothécaires résidentiels	433	1 600	300
Moyenne des prêts aux particuliers	n.s.	1 300	-
Moyenne des dépôts des particuliers	n.s.	3 900	200
Moyenne des prêts aux entreprises	n.s.	3 900	200
Moyenne des dépôts des entreprises	460	2 800	500
Moyenne des soldes de cartes	n.s.	100	-
Volumes des achats sur cartes	100	200	100
Montages de prêts hypothécaires (en milliards de dollars)	359	22,5	4,9
Nombre :			
d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	296	4 126	1 041
de guichets automatiques	n.s.	258	2
de succursales (1)	n.s.	242	2
de clients en ligne	181	112 481	40 000

(1) Exclut le nombre de bureaux de vente de RBC Prism Mortgage, qui s'établissait à 264 en 2001 et à 156 en 2000.
n.s. non significatif

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	7 %	233 \$	218 \$
Nombre :			
d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	2	1 165	1 139
de guichets automatiques	8	54	50
de succursales	-	39	39

Assurance

Profil

Exploité sous la bannière RBC Assurances, le secteur Assurance offre une vaste gamme de produits et de services d'assurance des créanciers et d'assurances vie, maladie, voyage, habitation et automobile à plus de cinq millions de clients en Amérique du Nord; le secteur offre également des services de réassurance à des entreprises situées partout dans le monde. Ces produits et services sont offerts par l'intermédiaire de divers réseaux de distribution, notamment des services par téléphone, des courtiers indépendants, des agents de voyage, une équipe de vente interne et des services sur Internet.

Stratégie

Notre objectif est de devenir un assureur canadien de premier rang qui exerce des activités sur des marchés choisis aux États-Unis et à l'échelle internationale et offre un vaste éventail de produits et de services efficacement distribués au moyen de multiples réseaux.

Pour ce faire, nous visons :

- à continuer d'accroître notre part de marché au Canada en élargissant nos réseaux de distribution, en proposant de nouveaux produits, en améliorant les produits existants et en offrant les produits par l'intermédiaire des réseaux de distribution existants;
- à créer des débouchés dans des secteurs sélectionnés de la réassurance et à élargir l'infrastructure des entités situées à l'étranger et des activités au Canada, de manière à servir le marché des particuliers jouissant d'un avoir net élevé;
- à continuer d'accroître nos activités aux États-Unis;
- à maximiser l'efficacité en intégrant les systèmes, les services et les structures de tous nos secteurs d'activité en Amérique du Nord.

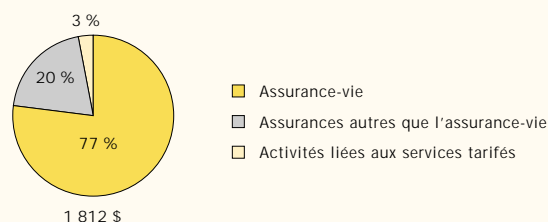
Rendement financier de base (1)

Le bénéfice net, selon la comptabilité de caisse, a grimpé de 83 % et le bénéfice net a progressé de 68 % par rapport à l'an dernier. N'eût été l'incidence des attaques terroristes du 11 septembre aux États-Unis sur nos activités de réassurance et d'assurance-voyage, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) et le bénéfice net auraient été plus élevés d'environ 30 millions de dollars à l'exercice 2001. L'importante croissance enregistrée en 2001 est principalement attribuable à l'acquisition de RBC Liberty Insurance, en novembre 2000. Même en excluant cette acquisition, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) et le bénéfice net auraient progressé respectivement de 45 % et de 40 %, résultats qui reflètent les solides rendements enregistrés au Canada dans les secteurs de l'assurance-vie, de l'assurance des créanciers et de l'assurance-voyage.

Des activités bien diversifiées

La répartition de nos produits et de nos services en trois divisions (assurance-vie, assurances autres que l'assurance-vie et services tarifés) nous procure une vaste présence dans l'industrie de l'assurance et aussi une bonne diversification sur le plan géographique.

PRIMES ET DÉPÔTS PAR DIVISION (en millions de dollars canadiens)



Les primes et les dépôts ont affiché une hausse de 50 % par rapport à l'exercice 2000, et une hausse de 15 % en excluant les primes et dépôts de 421 millions de dollars attribuables à RBC Liberty Insurance. Les revenus ont augmenté de 119 %, ou 27 % si l'on exclut l'ajout de RBC Liberty Insurance.

Le profit économique s'est établi à 72 millions de dollars; le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) s'est établi à 21,9 %, et le rendement des capitaux propres, à 20,0 %. Le profit économique, le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) et le rendement des capitaux propres reflètent le montant de 500 millions de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur en 2001. De ce montant, une tranche de 70 millions de dollars est liée à l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de RBC Liberty Insurance.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2001	2000
Primes et dépôts	50 %	1 812 \$	1 208 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises	54	1 419	923
Commissions/Autres	983	130	12
Moins : Prestations versées aux titulaires de police	57	985	626
Moins : Coûts d'acquisition des polices	56	228	146
		106	336
Revenu net d'intérêt	145	206	84
Revenus bruts	119	542	247
Frais autres que d'intérêt	117	375	173
Bénéfice net avant impôts	126	167	74
Charge d'impôts	79	(6)	(29)
Bénéfice net	68 %	173 \$	103 \$
Bénéfice net, selon la comptabilité de caisse	83 %	188 \$	103 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse)			
de la Banque	300 p.b.	7 %	4 %
Rendement des capitaux propres	(1 860)p.b.	20,0 %	38,6 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(1 750)p.b.	21,9 %	39,4 %
Profit économique	7 %	72 \$	67 \$
Actif moyen	186	6 300	2 200
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	167	800	300
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	96	2 583	1 318

(1) Il n'y avait aucun élément exceptionnel en 2000 ni en 2001 pour le secteur Assurance; par conséquent, les résultats de base sont identiques aux résultats déclarés.

Perspectives pour 2002

Nous prévoyons que la croissance du secteur Assurance se poursuivra à un bon rythme en 2002, car les cycles économiques ont moins de répercussions sur l'industrie de l'assurance que sur les autres industries, et parce que nos gammes de produits et nos réseaux de distribution sont bien diversifiés. Bien que les événements du 11 septembre soient susceptibles d'affaiblir encore les activités de réassurance, une hausse éventuelle des primes pourrait compenser en partie cet affaiblissement.

Stratégie par division

Assurance-vie

Notre division Assurance-vie offre aux particuliers et aux entreprises une vaste gamme de produits individuels et collectifs d'assurance-vie, d'assurance maladie et d'assurance des créanciers au Canada et aux États-Unis, ainsi que des services de rétrocession de contrats d'assurance-vie à l'intention des entreprises situées partout dans le monde.

Au Canada, nos produits d'assurances vie et maladie sont distribués au moyen d'un réseau regroupant plus de 5 000 courtiers indépendants, près de 400 agents exclusifs et une unité de vente directe. Aux États-Unis, la société Liberty Life Insurance Company, dont le siège est à Greenville, en Caroline du Sud, offre des produits d'assurance vie et maladie par l'entremise d'une équipe de vente exclusive qui compte 650 agents; la société offre aussi des produits simplifiés par l'intermédiaire de réseaux de vente directe.

Notre objectif est de poursuivre le développement de nos activités d'assurance-vie grâce à l'élargissement de notre clientèle et à l'expansion de notre gamme de produits et de services. Pour ce faire, nous comptons améliorer nos réseaux de distribution, créer de nouveaux produits offrant une protection complète et examiner les possibilités de pénétration de nouveaux marchés.

Assurances autres que l'assurance-vie

Les assurances autres que l'assurance-vie comprennent les assurances habitation, automobile et voyage, ainsi que les produits de réassurance IARD; elles sont offertes aux particuliers et aux entreprises au Canada, ainsi que sur certains marchés à l'étranger.

Nous offrons aux Canadiens une vaste gamme de produits d'assurance automobile et habitation aux particuliers, aux employés et à certains groupes, par l'intermédiaire de réseaux de vente directe. Les produits d'assurance-voyage, qui sont vendus par l'intermédiaire d'agents de voyage et de banques, comprennent l'assurance-annulation, l'assistance médicale à l'étranger et l'assurance-bagages.

Nous participons au secteur de la réassurance IARD en assumant une part du risque lié aux polices d'assurance de biens et de catastrophes établies par d'autres sociétés d'assurances. La plupart de nos activités dans ce secteur nous proviennent de sociétés d'assurances situées aux États-Unis et en Europe.

Notre objectif est d'accroître les activités de cette division en continuant d'intensifier nos activités d'assurances habitation et automobile au pays et en procédant à une expansion sélective de notre portefeuille de réassurance IARD.

Activités liées aux services tarifés

Nous participons à un certain nombre d'autres activités d'assurance clés et d'activités connexes qui génèrent des revenus provenant des services tarifés. Ces activités comprennent les services d'assistance aux voyageurs, les services de réassurance structurés et un réseau de distribution exclusif.

Nos services d'assistance aux voyageurs et d'aide en cas d'urgence sont fournis par Assistance aux Assurés Inc., qui coordonne la prestation de soins médicaux et de services d'évacuation et de transport aux clients aux prises avec une urgence durant un voyage.

Aux États-Unis, nos activités liées aux services tarifés comprennent notamment des services d'impartition et des systèmes logiciels et administratifs offerts par l'entremise de Liberty Insurance Services Corporation (LIS). L'unité d'impartition des processus d'affaires de LIS fait la prestation de services comme la prise ferme, la facturation et le recouvrement ainsi que le traitement des demandes de règlement pour près de quatre millions de polices administrées. L'unité des solutions logicielles met au point des applications sur le Web servant à l'administration des assurances vie et maladie, des rentes et de la réassurance. Ensemble, ces deux unités possèdent plus de 200 sites clients et sont au service de sociétés d'assurances nationales, étrangères et multinationales partout dans le monde.

Notre but est de continuer à tirer profit de notre infrastructure et de notre technologie déjà en place et d'améliorer les programmes existants afin de faire progresser les activités de cette division.

Rendement financier de base par division

La croissance de 53 % des primes et des dépôts et celle de 110 % des revenus sont largement attribuables à l'acquisition de RBC Liberty Insurance. Sans les résultats de cette dernière, les primes et les dépôts auraient été en hausse de 7 % et les revenus, de 38 %, reflétant la solide croissance continue des activités canadiennes d'assurance-vie, d'assurance des créanciers et d'assurance-invalidité.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2001	2000
Primes et dépôts	53 %	1 393 \$	912 \$
Revenus bruts	110	450	214
Actif moyen	194	5 300	1 800
Clients			
Nombre de polices d'assurances vie et maladie en vigueur au Canada			
(en milliers)	7	2 645	2 475
Nombre de polices d'assurance-vie aux États-Unis (en milliers)			
	n.s.	2 600	–
Biens sous gestion aux États-Unis			
	n.s.	375	–
Nombre d'agents aux États-Unis			
	n.s.	718	–

n.s. non significatif

Les primes et les dépôts ont crû de 27 %, tandis que les revenus ont décliné de 17 %, ce qui reflète l'incidence des événements du 11 septembre sur les activités de réassurance IARD et d'assurance-voyage.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2001	2000
Primes et dépôts	27 %	363 \$	286 \$
Revenus bruts	(17)	25	30
Actif moyen	133	700	300
Clients			
Assurances habitation et automobile – polices d'assurance des particuliers en vigueur (en milliers)			
	70	68	40
Assurance-voyage – nombre de couvertures (en milliers)			
	2	2 510	2 471

Les primes et les dépôts ont enregistré une hausse de 409 % en raison de la croissance des activités de réassurance structurées. Les revenus ont augmenté considérablement, mais exclusion faite des résultats de RBC Liberty Insurance, les revenus auraient plutôt reculé de 9 millions de dollars par rapport à 2000, reflétant les répercussions des événements du 11 septembre sur les activités de réassurance structurées.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2001	2000
Primes et dépôts	409 %	56 \$	11 \$
Revenus bruts	n.s.	67	2
Actif moyen	200	300	100
Clients			
Réseau des agences – Nombre d'agents			
	14	455	400
Assistance aux Assurés – Nombre d'appels (en milliers)			
	41	699	495
Nombre de polices administrées aux États-Unis (en milliers)			
	n.s.	4 342	–

n.s. non significatif

Gestion de patrimoine

Profil

Le secteur Gestion de patrimoine offre aux particuliers au Canada, aux États-Unis et à l'étranger les services suivants : courtage à escompte et traditionnel, planification financière, services-conseils en matière de placement, services fiduciaires, services bancaires de gestion privée, fonds communs de placement et services de gestion des placements. Les produits et les services sont offerts au moyen du réseau de succursales de la Banque au Canada, des bureaux de RBC Investissements, des bureaux de gestion privée et d'autres emplacements situés partout au monde. Ils sont également offerts par Internet et par téléphone. Grâce aux acquisitions effectuées récemment, les clients aux États-Unis bénéficient principalement de services de courtage traditionnel dans 41 États. Nos services sont axés sur la clientèle et nous accordons une grande importance à la gestion de nos relations, de manière à fournir aux clients partout au monde un choix exhaustif de solutions financières exclusives ou offertes par l'entremise de tiers.

En octobre 2001, nous avons restructuré nos réseaux de distribution de manière à mieux servir nos clients en leur offrant des solutions complètes et intégrées, tout en augmentant le rendement pour les actionnaires. La Gestion de patrimoine, qui exerce les activités de planification financière conjointement avec les Services aux particuliers et aux entreprises, regroupera désormais également les services de courtage au Canada et à l'étranger (qui comprennent les services de courtage à escompte et traditionnel), la Gestion privée globale (qui regroupe la Gestion privée globale, RBC Conseils privés, la Gestion privée nationale et les activités fiduciaires destinées aux particuliers au Canada), la Gestion mondiale d'actifs et la Gestion de patrimoine aux États-Unis (y compris RBC Dain Rauscher et Tucker Anthony Sutro, une société acquise récemment).

Stratégie

Nous demeurerons le partenaire de confiance des particuliers qui font affaire avec nous en leur offrant des services financiers personnalisés et exhaustifs. Par ailleurs,

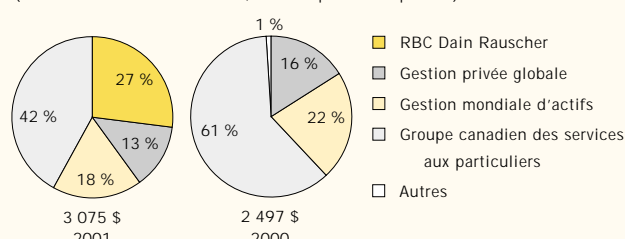
- nous continuerons de définir et de segmenter notre clientèle de manière à personnaliser nos réseaux de distribution et à créer des solutions de placement appropriées;
- nous deviendrons le leader du marché de la planification financière;
- nous protégerons et augmenterons nos activités au pays tout en procédant à l'expansion de nos réseaux de distribution aux États-Unis et au Royaume-Uni.
- nous étendrons nos possibilités de distribution et de placement en tirant parti des pratiques commerciales au sein du secteur et en utilisant la technologie de façon stratégique, de manière à offrir aux clients des services améliorés;
- nous attirerons et garderons à notre emploi les meilleures personnes et leur donnerons la possibilité de s'épanouir professionnellement en créant un environnement stimulant et en leur offrant des avantages concurrentiels;
- nous gérerons l'exposition au risque de façon proactive et encouragerons tous les employés à faire preuve d'un engagement et d'une vigilance accrue.

Accent sur les activités internationales

Grâce à RBC Dain Rauscher, qui nous permet d'intensifier notre présence aux États-Unis, les revenus du secteur Gestion de patrimoine sont encore plus diversifiés.

REVENUS DE BASE PAR DIVISION

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)



Rendement financier de base (1)

Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base et le bénéfice net de base de la Gestion de patrimoine ont chuté respectivement de 19 % et de 43 % par rapport à 2000. Ces réductions sont imputables principalement à la faiblesse des marchés financiers et aux charges liées à l'acquisition de RBC Dain Rauscher. En excluant les résultats de RBC Dain Rauscher, acquise en janvier 2001, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base et le bénéfice net de base auraient reculé respectivement de 12 % et de 26 %.

Les revenus de base ont augmenté de 23 %, et les charges, de 46 % par rapport à l'an dernier. L'acquisition de RBC Dain Rauscher a largement contribué à cette croissance. En excluant l'acquisition de RBC Dain Rauscher, les revenus de base et les charges auraient chuté de 10 % et de 4 %, respectivement.

Le profit économique s'est établi à 97 millions de dollars, le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base s'est chiffré à 18,4 % et le rendement des capitaux propres de base s'est établi à 11,9 %. Les baisses du profit économique, du rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base et du rendement des capitaux propres de base reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus ainsi que le montant de 1,0 milliard de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur en 2001. De ce montant, une tranche de 540 millions de dollars est liée à l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de RBC Dain Rauscher.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2001 (2)	2000
Revenu net d'intérêt	7 %	384 \$	359 \$
Revenus autres que d'intérêt	26	2 691	2 138
Revenus bruts	23	3 075	2 497
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	300	2	(1)
Total	300	2	(1)
Frais autres que d'intérêt	46	2 691	1 846
Bénéfice net avant impôts	(41)	382	652
Charge d'impôts	(38)	148	239
Bénéfice net	(43)%	234 \$	413 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	(19)%	352 \$	437 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse) de la Banque	(500)p.b.	14 %	19 %
Rendement des capitaux propres	(3 590)p.b.	11,9 %	47,8 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(3 240)p.b.	18,4 %	50,8 %
Profit économique	(69)%	97 \$	309 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	125	1 800	800
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	39	10 512	7 553

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 décrits au tableau 4, à la page 20.

(2) Les résultats de 2001 incluent les résultats de RBC Dain Rauscher, une société acquise le 10 janvier 2001, pour une période de moins de 10 mois, mais ils excluent les résultats de Tucker Anthony Sutro, acquise le 31 octobre 2001.

Perspectives pour 2002

L'inclusion des résultats de RBC Dain Rauscher et de Tucker Anthony Sutro, une société acquise récemment, pour un exercice complet alimentera la croissance des revenus en 2002. La vente de Gestion Placements TR Inc. ne devrait avoir qu'une incidence négligeable sur la croissance des revenus. Toutefois, comme la croissance économique ne reprendra probablement pas avant le deuxième semestre de 2002, la Gestion de patrimoine aura de la difficulté à augmenter son bénéfice net (selon la comptabilité de caisse). Afin de réduire la volatilité du bénéfice découlant de la nature imprévisible des marchés financiers, nous continuerons de nous concentrer sur les services tarifés en fonction de la valeur des actifs plutôt que des volumes d'opérations. Nous allons également mettre en œuvre un certain nombre de programmes de compression des coûts en 2002, qui devraient nous faire réaliser des économies, tout comme les synergies qui découleront de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro et de RBC Dain Rauscher.

Stratégie par division

Groupe canadien des services aux particuliers

Ce groupe comprend Actions en direct (services de courtage à escompte), la division Services aux particuliers (services de courtage traditionnel), la planification financière, RBC Conseils privés et les services fiduciaires aux particuliers. Il constitue le réseau de distribution canadien à l'intention des particuliers qui accumulent et conservent des fortunes, des investisseurs ayant besoin de solutions financières exhaustives fournies par des conseillers, et des investisseurs autonomes. Les services sont offerts par plus de 180 représentants en placement, plus de 1 460 conseillers en placement, 370 planificateurs financiers accrédités, 60 conseillers financiers et 80 administrateurs fiduciaires. Ils sont également fournis par téléphone et par Internet. Nous devons assurer la croissance continue de nos activités au Canada pour tirer parti de nos marchés aux États-Unis, en Amérique latine et en Europe. Notre objectif est de continuer d'améliorer nos relations-clients tout en restructurant nos services de courtage à escompte en fonction du marché actuel. Grâce à nos nouvelles activités de planification financière exercées conjointement avec les Services aux particuliers et aux entreprises, nous serons en mesure de répondre aux besoins de tous les Canadiens en matière de placement, quelle que soit leur situation (nouvellement fortunés, fortunés, avoir net élevé ou avoir net très élevé).

RBC Dain Rauscher

RBC Dain Rauscher, une société de Minneapolis acquise en janvier 2001, aide les particuliers aux États-Unis à déterminer et à atteindre leurs objectifs financiers. Notre but consiste à devenir un partenaire de confiance de particuliers fortunés dans des marchés choisis en leur offrant des services financiers exhaustifs et personnalisés. Le 31 octobre 2001, nous avons finalisé l'acquisition de Tucker Anthony Sutro, une société de Boston, que nous entendons fusionner avec RBC Dain Rauscher, créant ainsi la neuvième maison de courtage traditionnel en importance aux États-Unis, qui offrira des services aux particuliers dans tout le pays par l'entremise de près de 2 100 conseillers en placement. Les charges liées à l'acquisition et au regroupement de RBC Dain Rauscher se sont élevées à 125 millions de dollars en 2001 et devraient s'établir à 60 millions en 2002. Nos objectifs pour 2002 sont d'intégrer les activités de Tucker Anthony Sutro, d'accroître notre part de marché dans des régions géographiques choisies et d'assurer notre croissance interne sur les marchés où la Banque offre déjà des services.

Gestion privée globale

Cette unité à vocation internationale offre des services de gestion privée, des services fiduciaires et des services-conseils en matière de placement à des clients qui disposent d'un avoir net élevé dans plus de 100 pays. Notre objectif de 2002 est d'accroître les revenus en tirant parti des possibilités de distribution de la Banque en Amérique du Nord et en explorant des acquisitions possibles en Europe. Nous annonçons récemment l'intégration des services fiduciaires au Canada, de RBC Conseils privés, des activités de gestion privée au pays et de la Gestion privée globale (l'unité internationale). Cette intégration favorisera la mise en marché de solutions et de produits tant exclusifs que de tierce partie. Elle encouragera aussi la création de services pleinement intégrés à l'échelle internationale et donnera lieu à une synergie sur le plan des coûts en 2002.

Gestion mondiale d'actifs

Cette unité, qui regroupe la Gestion de portefeuilles et Fonds d'investissement Royal, gère plus de 34 milliards de dollars en fonds communs de placement exclusifs et fournit des produits et des services de gestion de placements aux particuliers et aux clients institutionnels situés au Canada et à l'étranger, par l'intermédiaire de RBC Banque Royale et des activités de distribution de RBC Investissements ainsi que par l'entremise de distributeurs externes. Notre gamme de fonds communs de placement et d'autres produits de mise en commun comprend un vaste choix de solutions de placement, notamment des fonds du marché monétaire, des fonds à revenu fixe, des fonds équilibrés et des fonds d'actions, ainsi que d'autres produits de placement. Nos fonds d'actions canadiennes, américaines et internationales offrent des possibilités de placement dans tous les principaux secteurs d'activité au monde. Gestion Placements TR Inc., notre branche de gestion des caisses de retraite institutionnelles, dont les biens sous gestion se chiffraient à 30 milliards de dollars au 31 juillet 2001, a été vendue le 15 août 2001, ce qui nous permet de concentrer nos efforts sur les activités de gestion des biens qui offrent un meilleur potentiel de croissance. Notre objectif de 2002 est d'élargir les réseaux de distribution des services de gestion de placements et des produits de fonds communs de placement.

Rendement financier de base par division

Les revenus de base ont progressé de 23 % par rapport à l'an dernier, en raison de l'acquisition de RBC Dain Rauscher. En excluant les résultats de RBC Dain Rauscher, les revenus de base auraient chuté de 10 % en raison de la baisse des revenus provenant des opérations et des services tarifés, baisse reflétant la faiblesse des marchés financiers en 2001.

Revenus de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2001	2000
Groupe canadien des services aux particuliers (1)	(15)%	1 298 \$	1 527 \$
RBC Dain Rauscher (2)	n.s.	829	-
Gestion privée globale (3)	-	392	391
Gestion mondiale d'actifs (1), (3)	(2)	550	563
Autres (4)	(63)	6	16
	23 %	3 075 \$	2 497 \$

- (1) Les revenus de 2000 ont été retraités pour refléter le reclassement des revenus découlant des services fiduciaires aux particuliers, qui sont maintenant présentés dans le secteur Groupe canadien des services aux particuliers plutôt que dans la Gestion mondiale d'actifs.
- (2) L'acquisition de RBC Dain Rauscher a eu lieu le 10 janvier 2001, et celle de Tucker Anthony Sutro, le 31 octobre 2001. Les résultats présentés dans le tableau ci-dessus excluent les revenus attribuables à Tucker Anthony Sutro.
- (3) Les résultats de 2000 ont été retraités pour refléter le reclassement des unités opérationnelles effectué en 2001. Les revenus provenant de Gestion Placements TR Inc. ont été inclus dans les résultats jusqu'au 15 août 2001.
- (4) Les revenus de 2000 incluent les revenus découlant des activités liées aux régimes collectifs de retraite (vendues en janvier 2001) et des activités de Bull & Bear Securities Inc. (société vendue en juin 2001), ainsi que d'autres revenus divers.
- n.s. non significatif

Les biens administrés ont augmenté de 59 % par rapport à l'exercice 2000. L'ajout des biens administrés de RBC Dain Rauscher et de Tucker Anthony Sutro a largement compensé la baisse des biens administrés du Groupe canadien des services aux particuliers et de la Gestion privée globale, baisse imputable à la chute des valeurs du marché. Les biens administrés des institutions ont progressé de 12 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète les nouvelles activités à l'île de Jersey et l'appréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

Biens administrés

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2001	2000 (2)
Particuliers			
Groupe canadien des services aux particuliers	(9)%	137 300 \$	151 200 \$
RBC Dain Rauscher (1)	n.s.	157 000	-
Gestion privée globale	(5)	52 300	54 900
Total - particuliers	68	346 600	206 100
Institutions	12	47 100	42 200
	59 %	393 700 \$	248 300 \$

- (1) L'acquisition de RBC Dain Rauscher a eu lieu le 10 janvier 2001. Ces résultats incluent Tucker Anthony Sutro, une société acquise le 31 octobre 2001, dont les biens administrés se chiffrent à 70,8 milliards de dollars.
- (2) Les résultats de 2000 ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice en cours.
- n.s. non significatif

Les biens sous gestion ont connu une croissance de 11 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse est attribuable à une augmentation importante des biens sous gestion des particuliers liés à l'acquisition de RBC Dain Rauscher et de Tucker Anthony Sutro. Le recul des biens sous gestion des institutions reflète la vente, en août 2001, de Gestion Placements TR Inc., une société dont les biens sous gestion se chiffraient à 30 milliards de dollars. Les biens sous gestion des fonds communs de placement sont demeurés stables malgré la chute de valeur des biens découlant de la faiblesse des marchés, car l'intérêt des investisseurs pour les fonds du marché monétaire s'est accru.

Biens sous gestion

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2001	2000
Particuliers (1)	139 %	51 400 \$	21 500 \$
Institutions (1), (2)	(54)	16 950	36 700
Fonds communs de placement	1	34 550	34 100
	11 %	102 900 \$	92 300 \$

- (1) L'acquisition de RBC Dain Rauscher a eu lieu le 10 janvier 2001. Ces résultats incluent Tucker Anthony Sutro, une société acquise le 31 octobre 2001. Les biens sous gestion des particuliers attribuables à RBC Dain Rauscher et à Tucker Anthony Sutro s'établissaient à 33,1 milliards de dollars. Les biens sous gestion institutionnels attribuables à RBC Dain Rauscher se chiffraient à 10,6 milliards de dollars.
- (2) Gestion Placements TR a été vendue le 15 août 2001.

Grande entreprise et marchés des capitaux

Profil

Exploité sous la bannière RBC Marchés des Capitaux, le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux offre des services aux entreprises, aux gouvernements et aux institutions situés en Amérique du Nord, ainsi que des produits choisis dans des industries ciblées à l'échelle internationale. La société, dont le siège se trouve à Toronto, possède des centres d'expertise clés à Minneapolis, à New York et à Londres, et des bureaux dans 29 autres villes. Le secteur offre des services d'expert destinés aux secteurs de l'énergie, des communications, des soins de santé et de la technologie en Amérique du Nord, ainsi que des services d'expert destinés au secteur des ressources à l'échelle mondiale. Il fournit par ailleurs des services concurrentiels sur le plan international en matière de titres canadiens, de produits dérivés sur actions et de produits dérivés de crédit, de fusions et d'acquisitions d'entreprises, de financement structuré, d'opérations de change et d'euro-obligations.

En 2001, le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux regroupait trois divisions opérationnelles – Banque internationale, Actions internationales et Marchés internationaux – ainsi que Dain Rauscher Wessels (DRW), sa division des marchés des actions aux États-Unis. Nous avons annoncé une restructuration, prenant effet le 1^{er} novembre 2001, qui permettra d'assurer notre croissance future sur le continent (voir les points saillants présentés à la [page 12](#)).

Stratégie

Voici les stratégies clés du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux :

- Développer de solides activités en Amérique du Nord en augmentant notre position dans des secteurs ciblés aux États-Unis, tels que l'énergie, la technologie, la biotechnologie, les soins de santé, les produits de grande consommation et les institutions financières; maintenir notre position de prestataire de services traditionnels sur tous nos marchés canadiens.
- Accroître notre pénétration du marché de titrisation des actifs au moyen d'une structure mondiale incluant des produits à terme, et élargir notre part des marchés des titres d'emprunt à rendement élevé et des actifs non traditionnels aux États-Unis.
- Établir, à l'échelle mondiale, des créneaux à l'égard des activités de négociation, de distribution et de structuration.

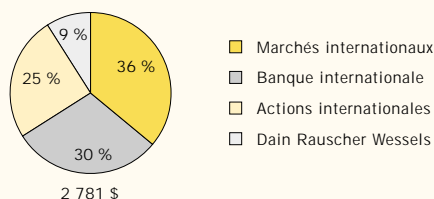
Rendement financier de base (1)

Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a diminué de 21 %, et le bénéfice net de base a reculé de 25 % par rapport à l'an dernier. Ce repli reflète l'augmentation de 316 millions de dollars de la provision pour pertes sur créances, qui est imputable principalement au portefeuille des télécommunications aux États-Unis, ainsi que la faiblesse des marchés financiers et l'acquisition de DRW. En excluant l'acquisition de DRW, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base et le bénéfice net de base auraient reculé respectivement de 9 % et de 8 %.

Vigueur attribuable à la diversification des revenus

Notre diversification par gamme d'activités et l'acquisition de Dain Rauscher Wessels nous ont permis de réaliser une forte croissance des revenus de par rapport à l'an dernier, en dépit de la faiblesse des marchés financiers.

REVENUS DE BASE PAR DIVISION
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)



Les revenus ont progressé de 19 %, et les charges, de 24 %, par rapport à 2000. En excluant les résultats de DRW, les revenus auraient augmenté de 9 %, et les charges auraient reculé de 2 %. Le revenu net d'intérêt s'est relevé par rapport à l'exercice 2000, en raison principalement du solide rendement des activités à revenu fixe et de la baisse des coûts de financement liés aux produits dérivés sur actions; cette dernière baisse est attribuable au recul des activités de négociation et à la baisse des taux d'intérêt en 2001.

Le profit économique s'est établi à (44) millions de dollars en 2001, tandis que le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base s'est chiffré à 11,8 % et le rendement des capitaux propres de base, à 10,5 %. Les baisses constatées dans ces éléments sont attribuables aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus ainsi qu'au montant de 1,0 milliard de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur en 2001. De ce montant, une tranche de 360 millions de dollars est liée à l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de DRW.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenu net d'intérêt	898 %	429 \$	43 \$
Revenus autres que d'intérêt	3	2 352	2 287
Revenus bruts	19	2 781	2 330
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	402	407	81
Provision générale attribuée et provision non attribuée	(100)	-	10
Total	347	407	91
Frais autres que d'intérêt	24	1 804	1 456
Bénéfice net avant impôts	(27)	570	783
Charge d'impôts	(33)	173	259
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	(5)	21	22
Bénéfice net	(25)%	376 \$	502 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	(21)%	417 \$	527 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse)			
de la Banque	(600)p.b.	17 %	23 %
Rendement des capitaux propres	(1 030)p.b.	10,5 %	20,8 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(1 020)p.b.	11,8 %	22,0 %
Profit économique	(123)%	(44)\$	194 \$
Actif moyen	21	159 500	131 900
Moyenne des prêts et des acceptations de banque	(2)	30 700	31 400
Moyenne des dépôts	19	73 600	61 900
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	43	3 300	2 300
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	16	2 954	2 541

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 décrits au [tableau 4](#), à la [page 20](#).

Perspectives pour 2002

Étant donné les perspectives économiques, nous nous attendons à une modeste croissance des revenus en 2002. Nous comptons poursuivre nos efforts de compression des coûts ainsi que la restructuration organisationnelle qui vise à améliorer notre service à la clientèle. Nous prévoyons que notre rendement en matière de coûts compensera toute faiblesse des revenus et générera une croissance modérée du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse). Le principal risque lié à nos perspectives pour 2002 est une prolongation du ralentissement économique qui pourrait se traduire par une baisse continue des volumes de transactions et par une perte de vitesse des opérations de fusion et d'acquisition, des activités de placement de nouveaux titres et des services de consultation.

Stratégie par division

Banque internationale

La division Banque internationale offre une gamme complète de produits de crédit et de produits de financement aux entreprises, y compris des services de prise ferme de titres de participation et de créance, des services de conseils et d'exécution en matière de fusions et d'acquisitions, des services de souscriptions privées, du crédit mezzanine, des prêts consortiaux et des services de titrisation des actifs et de financement structuré.

Les objectifs de 2002 sont les suivants :

- Au sein de la nouvelle division Services des marchés des capitaux (voir les points saillants, à la page 12), continuer d'offrir aux clients des services novateurs et efficaces basés sur notre savoir-faire dans le secteur, sur notre connaissance approfondie des marchés financiers et sur le vaste choix de nos produits.
- Procéder à l'intégration de nos services de banque d'investissement aux États-Unis et au Canada.
- Accroître nos services de financement structuré et de titrisation.
- Poursuivre la gestion serrée et active du risque lié au portefeuille de prêts, qui devrait réduire davantage la taille de notre portefeuille de prêts aux entreprises tout en améliorant la qualité du bénéfice tiré de ce dernier.

Actions internationales

La division Actions internationales offre aux investisseurs institutionnels au Canada des services complets de recherche, de vente et de négociation relativement aux actions cotées et aux produits connexes, ainsi que des services de placement de nouveaux titres, et elle offre des produits structurés en Amérique du Nord et à l'étranger. Au 1^{er} novembre 2001, nous avons procédé à l'intégration de nos services de recherche, de vente et de négociation et des activités de la division Services des marchés des capitaux.

Notre objectif est de créer en Amérique du Nord une gamme complète de produits structurés et de produits destinés aux secteurs de la technologie, des soins de santé, de l'énergie et de l'exploitation minière, et de tirer parti de l'intégration des activités de Dain Rauscher Wessels au sein des activités des Services des marchés des capitaux.

Les objectifs de 2002 sont les suivants :

- Mettre en œuvre de nouvelles activités de négociation et internationaliser une plus grande part du volume actuel de nos ordres boursiers d'ici la fin du deuxième trimestre.
- Restructurer nos activités de vente et de négociation en Europe.
- Tirer parti des fonds spéculatifs dans le cadre des activités de vente et de négociation.

Marchés internationaux

La division Marchés internationaux fournit, 24 heures sur 24, des services de gestion des fonds monétaires des opérations à revenu fixe, des opérations de change et du risque de change et exploite un vaste réseau mondial de bureaux de vente et de négociation à partir de ses plaques tournantes situées à Toronto, Londres, New York et Sydney. Les services sont également fournis au moyen de FX Direct, le service de courtage en ligne de la division. Les services à revenu fixe comprennent les activités de prise ferme, de négociation et de distribution de titres d'emprunt de sociétés et de gouvernements, de produits dérivés de taux d'intérêt et de crédit, d'euro-obligations et d'obligations à rendement élevé.

Nos objectifs de 2002 sont les suivants :

- Poursuivre l'expansion de notre gamme de produits dérivés à l'échelle mondiale.
- Continuer de fournir des solutions de commerce électronique à nos clients.
- Maintenir notre position de chef de file sur les marchés canadiens et notre position concurrentielle partout dans le monde.
- Continuer de tirer parti des possibilités de services exclusifs sur le marché.

Dain Rauscher Wessels

Les fonctions de recherche de DRW sont à la base du succès que la société a obtenu relativement à ses activités de banque d'investissement, de vente et de négociation. L'accent que DRW met sur les secteurs d'activité vient compléter les domaines d'expertise de RBC Marchés des Capitaux et constitue l'un des nombreux facteurs qui assureront l'expansion des Services des marchés des capitaux en Amérique du Nord, lorsque l'intégration des activités de DRW sera achevée en 2002.

Rendement financier de base par division

Malgré un ralentissement important des activités de fusion d'entreprises, la division Banque internationale a généré des revenus pratiquement inchangés par rapport à l'an dernier. La baisse des revenus tirés des regroupements d'entreprises a été compensée par une hausse de 14 % des revenus tirés des prêts aux entreprises, attribuable aux écarts plus élevés, et par une augmentation des autres commissions sur prêts. La provision pour pertes sur créances s'est établie à 407 millions de dollars, en hausse par rapport à 91 millions en 2000. Ce résultat reflète principalement la détérioration des créances dans le secteur des télécommunications aux États-Unis.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	–	852 \$	855 \$
Actif moyen	–	28 500	28 500

Les revenus de la division Actions internationales ont chuté de 6 % par rapport à 2000. Cette baisse est imputable aux plus faibles volumes des opérations et à la volatilité réduite du marché des actions. Les activités de vente et de négociation ont subi l'effet défavorable de la faiblesse des marchés financiers, ce qui a entraîné une baisse des commissions d'intermédiaire, du placement de nouveaux titres et des revenus tirés des activités de négociation exclusives et des produits dérivés au pays, par rapport à l'an dernier. Les revenus tirés des produits dérivés de la division Actions internationales, qui ont augmenté de 24 % à l'exercice 2001, ont en partie compensé cette baisse.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	(6)%	684 \$	731 \$
Actif moyen	13	16 100	14 300

Les revenus de la division Marchés internationaux se sont chiffrés à un montant record de près de 1 milliard de dollars à l'exercice 2001, en hausse de 34 % par rapport à l'an dernier. Les revenus de toutes les gammes de produits de la division ont connu une croissance record, en particulier les services à revenu fixe et les opérations de change. Les volumes d'activité de Change en direct, notre système exclusif d'opérations de change en ligne, ont progressé de 54 % par rapport à 2000.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	34 %	999 \$	744 \$
Actif moyen	28	114 200	89 100

DRW, une société acquise en janvier 2001, a généré des revenus de 246 millions de dollars. De ce montant, 64 % sont attribuables aux activités de vente et de négociation d'actions aux États-Unis et le reste, aux services de banque d'investissement. DRW a mis en œuvre un certain nombre de mesures de gestion des charges durant l'exercice, et elle prévoit poursuivre ces mesures en 2002.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	n.s.	246 \$	–
Actif moyen	n.s.	700	–

n.s. non significatif

Traitement des opérations

Profil

Ce secteur, qui est exploité sous la bannière RBC Services Internationaux, offre des services spécialisés de traitement des opérations aux clients du secteur privé, aux entreprises et clients institutionnels au Canada et sur des marchés internationaux choisis. Les activités principales incluent les services de garde, de correspondance bancaire et de gestion de trésorerie, ainsi que les services de paiement et le financement des opérations commerciales.

Stratégie

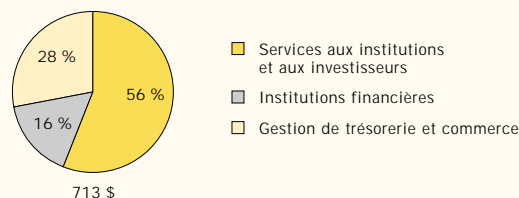
Les stratégies clés du secteur Traitement des opérations sont les suivantes :

- Tirer parti des relations-clients et de notre position de chef de file au Canada pour mettre au point de nouvelles activités sur des marchés choisis au pays et à l'étranger.
- Accroître les activités au moyen d'alliances, d'acquisitions et de partenariats clés.
- Aligner et concevoir de nouveaux produits et services tels que des services d'impartition en matière d'administration des fonds communs de placement.
- Poursuivre l'amélioration de nos activités de traitement et de nos systèmes afin de fournir de nouvelles possibilités et d'améliorer l'efficacité, et continuer de favoriser les économies d'échelle.

Accent mis sur la stabilité et les services tarifés

Nos activités de traitement des opérations jouissent d'un bénéfice stable et présentent un énorme potentiel de croissance. Nous continuerons à diversifier davantage nos sources de revenus grâce à la prestation de services à valeur ajoutée.

REVENUS DE BASE PAR DIVISION
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)



Rendement financier de base (1)

Le secteur Traitement des opérations a enregistré un solide rendement, son bénéfice net, selon la comptabilité de caisse, et son bénéfice net ayant progressé de 7 % par rapport à l'an dernier. L'apport du secteur continue de représenter 6 % du bénéfice net total, selon la comptabilité de caisse, de la Banque.

La croissance des revenus de 6 % enregistrée en 2001 a excédé la croissance des charges, qui s'est établie à 4 %. La croissance des revenus est en grande partie attribuable à la division Services aux investisseurs.

Le profit économique s'est établi à 85 millions de dollars; le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) et le rendement des capitaux propres se sont chiffrés respectivement à 31,1 % et à 29,4 %; les diminutions de ces deux derniers éléments par rapport à 2000 reflètent surtout le montant de 100 millions de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur pour contrecarrer le risque opérationnel.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenu net d'intérêt	(6)%	150 \$	160 \$
Revenus autres que d'intérêt	10	563	514
Revenus bruts	6	713	674
Recouvrement de la provision pour pertes sur créances	(90)	2	21
Frais autres que d'intérêt	4	476	459
Bénéfice net avant impôts	1	239	236
Charge d'impôts	(7)	95	102
Bénéfice net	7 %	144 \$	134 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	7 %	152 \$	142 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse) de la Banque	- p.b.	6 %	6 %
Rendement des capitaux propres	(280)p.b.	29,4 %	32,2 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(270)p.b.	31,1 %	33,8 %
Profit économique	5 %	85 \$	81 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	25	500	400
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	24	2 553	2 061

(1) Il n'y avait aucun élément exceptionnel en 2000 ni en 2001 pour le secteur Traitement des opérations; par conséquent, les résultats de base sont identiques aux résultats déclarés.

Perspectives pour 2002

Bien que les chutes de taux d'intérêt aient eu des répercussions sur les revenus tirés des dépôts et des soldes de caisse, la plupart de nos activités liées aux services tarifés ne sont pas vraiment touchées par les fluctuations de la conjoncture. Par conséquent, en tenant compte des résultats de Perpetual Fund Services pour un exercice complet et de nos stratégies de croissance, nous prévoyons obtenir un accroissement des revenus supérieur à 10 % en 2002. Le secteur Traitement des opérations continuera de se concentrer sur la vente de services à valeur ajoutée, tels que les prêts de titres et les services-conseils relatifs aux opérations commerciales, de manière à diversifier davantage ses sources de revenus. Nous offrirons également de nouveaux services, tels que des services d'impartition liés à l'administration des fonds communs de placement, et nous tirerons profit de l'acquisition de Perpetual Fund Services.

Stratégie par division

Services aux institutions et aux investisseurs

Les Services aux institutions et aux investisseurs se classent au premier rang pour les services de garde de titres canadiens, selon le volume de biens administrés, et ils sont un prestataire reconnu de services de garde de titres et de services connexes auprès des sociétés et des investisseurs institutionnels à l'échelle mondiale. La division exploite 13 bureaux dans le monde, et son réseau de services de garde internationaux s'étend sur plus de 80 marchés.

Notre objectif consiste à protéger et à étendre nos activités de base au Canada et à fournir des services aux gestionnaires de fonds, aux institutions financières et aux banques offrant des services de gestion privée. Nous tirerons parti de l'acquisition de Perpetual Fund Services, une unité opérationnelle offrant des services traditionnels, pour accélérer notre croissance en Australie et dans la région de l'Asie-Pacifique.

Notre alliance stratégique avec CI Mutual Funds nous aidera à accroître nos relations d'affaires avec les sociétés de fonds de placement, de manière à leur offrir des solutions personnalisées qui leur permettront d'améliorer leur efficacité et leur compétitivité sur le marché. Nous prévoyons explorer davantage les possibilités d'offrir des services d'impartition liés à l'administration des fonds communs de placement au cours du prochain exercice.

Institutions financières

Cette division offre une gamme complète de services de correspondance bancaire aux banques partout au monde et aux maisons de courtage au Canada. Les services comprennent également la gestion de trésorerie, les paiements, la compensation, la négociation, les opérations de change, les prêts de produits dérivés, les prêts de titres, la garde et le règlement des titres, ainsi que le financement structuré.

Nous tirerons profit de nos relations-clients et de notre position de chef de file sur le marché des opérations de compensation effectuées en dollars canadiens, de manière à créer de nouvelles activités sur des marchés ciblés à l'échelle internationale et à offrir à nos clients des services à valeur ajoutée.

Au cours de 2002, nous poursuivrons nos efforts visant à obtenir plus de 50 % des mandats accordés au Canada relativement au système CLS (Continuous Linked Settlement).

Gestion de trésorerie et commerce

La division Gestion de trésorerie et commerce fournit des services de gestion de trésorerie aux PME ainsi qu'aux clients du secteur privé, aux entreprises et aux clients du secteur public; les services comptent notamment une vaste gamme de solutions de commerce électronique et de technologies basées sur le Web. Notre équipe responsable du commerce offre aux importateurs et exportateurs, tant au Canada qu'à l'étranger, divers produits, services et services-conseils liés aux opérations commerciales. Notre centre de paiements offre un nombre important de services de paiement au pays et à l'étranger pour des clients situés partout dans le monde, et il constitue le plus important centre de traitement de paiements effectués en dollars canadiens au pays.

Nous nous engageons à répondre aux besoins changeants de nos clients commerciaux en leur offrant des produits par l'intermédiaire de divers réseaux. L'un de nos projets clés en cours vise la conception d'une plateforme électronique de gestion de trésorerie sur le Web qui soit solide et extensible et qui permettra le lancement continu de produits et de services électroniques pour nos clients commerciaux.

Nos activités en matière de commerce sont bien positionnées pour que nous puissions profiter des nouvelles tendances en matière d'opérations commerciales et pour tirer parti d'alliances afin de générer de nouvelles sources de revenus en Amérique du Nord et à l'étranger.

Rendement financier de base par division

La croissance des revenus de 11 % enregistrée en 2001 provient de la croissance des commissions provenant des nouvelles activités et des services à valeur ajoutée. Les biens administrés ont augmenté de 2 % par rapport à l'exercice 2000. L'acquisition de Perpetual Fund Services a occasionné une augmentation de 60 milliards de dollars des biens administrés en 2001, mais l'incidence de la chute du marché des actions sur les biens administrés annule en grande partie cette augmentation.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	11 %	398 \$	360 \$
Biens administrés	2	936 700	920 000

Les revenus ont reculé de 4 % par rapport à l'exercice 2000, en raison principalement du reclassement, effectué en 2000, de certains revenus, qui sont maintenant présentés dans le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux plutôt que dans le secteur Traitement des opérations. Hormis ce reclassement, les revenus auraient augmenté de 4 %, résultat qui reflète une croissance des commissions contrebalancée en partie par la réduction des écarts relatifs aux dépôts et aux prêts.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	(4)%	113 \$	118 \$
Actif moyen	67	2 000	1 200
Moyenne des dépôts	-	1 700	1 700

Les revenus ont progressé de 3 % par rapport à l'exercice 2000, car la croissance de 11 % des revenus provenant des services tarifés a compensé la chute de 9 % du revenu net d'intérêt. La baisse des taux d'intérêt à court terme en 2001 a influé sur les écarts liés aux soldes de dépôts. Les volumes de paiement ont augmenté de 17 % tandis que le taux d'erreurs de paiement a poursuivi son recul.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens, volumes en milliers)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	3 %	202 \$	196 \$
Moyenne des dépôts	3	6 000	5 800
Volumes de paiement	17	4 900	4 200
Erreurs de paiement (par tranche de 10 000 paiements)	(1)	0,81	0,82

Priorité financière : croissance et diversification des revenus

Points saillants

- Croissance des revenus (d'exploitation) de base de 19 %, qui reflète les acquisitions
- Croissance des revenus d'exploitation de 3 % en excluant les acquisitions
- Revenu net d'intérêt en hausse de 23 %
- Marge nette d'intérêt de 1,97 %, en hausse de 10 points de base
- Revenus autres que d'intérêt de base en hausse de 15 %
- Revenus autres que d'intérêt de base représentant 54 % du total des revenus

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a progressé de 23 % par rapport à l'exercice 2000, pour s'établir à 6,5 milliards de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à l'accroissement des volumes d'actifs productifs d'intérêt, en particulier les prêts de détail et les actifs découlant des acquisitions effectuées au cours de la dernière année. En excluant l'incidence des acquisitions récentes (Centura, Dain Rauscher, Liberty et Prism Financial), le revenu net d'intérêt aurait augmenté de 14 %.

Le revenu net d'intérêt a également progressé en raison de la baisse des coûts de financement liés au portefeuille de produits dérivés sur actions, baisse attribuable à la chute des taux d'intérêt. Les revenus tirés des activités

de négociation liées au portefeuille de produits dérivés sur actions sont inscrits dans les revenus autres que d'intérêt.

Comme l'indique le tableau 6 ci-dessous, la marge nette d'intérêt a augmenté de 10 points de base par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 1,97 %, car les avantages d'une marge nette d'intérêt plus élevée relativement à RBC Centura et la baisse des coûts de financement liés aux produits dérivés sur actions à l'échelle internationale ont largement compensé le resserrement de l'écart moindre entre le taux préférentiel et les coûts de financement liés aux dépôts de base; cet écart découle d'une chute du taux préférentiel moyen au Canada, lequel est passé de 7,05 % à l'exercice 2000 à 6,56 %.

TABLEAU 6 Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

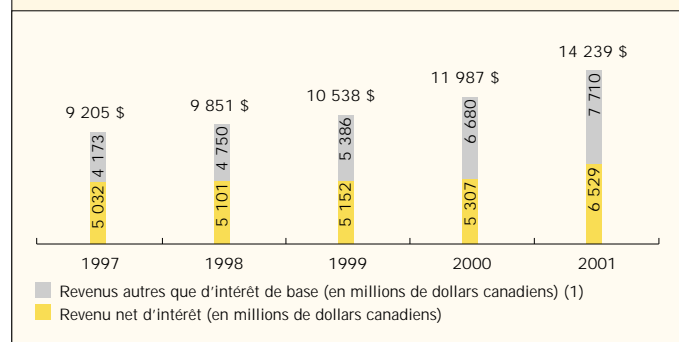
	2001	2000	1999
Actif moyen			
Revenu net d'intérêt (1)	331 600 \$	284 100 \$	270 000 \$
Marge nette d'intérêt (2)	6 529	5 307	5 152
	1,97 %	1,87 %	1,91 %

(1) Selon l'équivalent imposable.

(2) Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable, exprimé en pourcentage de la moyenne du total de l'actif.

Solide croissance des revenus de base

Notre expansion à l'échelle internationale et la diversification de nos activités ont donné lieu à une croissance des revenus de base de 19 % en 2001. Taux de croissance annualisé de 11,5 %.



(1) En excluant les éléments exceptionnels, selon l'équivalent imposable.

Revenus autres que d'intérêt de base

Comme l'indique le [tableau 9 de la page 35](#), les revenus autres que d'intérêt de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au [tableau 4, à la page 20](#)) se sont chiffrés à 7,7 milliards de dollars, en hausse de 1 milliard, ou 15 %, par rapport à l'exercice 2000. Ce résultat reflète les acquisitions effectuées. Les revenus autres que d'intérêt de base ont représenté 54 % du total des revenus de base, en baisse par rapport à 56 % en 2000. Ce résultat est attribuable à l'acquisition de Centura, qui tire du revenu net d'intérêt un pourcentage plus élevé de ses revenus que la Banque.

Les revenus autres que d'intérêt de base des Services aux particuliers et aux entreprises se sont accrus de 11 %, ceux du secteur Assurance ont augmenté de 106 %, ceux de la Gestion de patrimoine ont progressé de 26 %, et ceux du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux ont augmenté de 3 %, résultats qui reflètent en partie les acquisitions effectuées. Les revenus autres que d'intérêt du secteur Traitement des opérations ont grimpé de 10 %. En excluant l'incidence des acquisitions, les revenus autres que d'intérêt de base ont chuté de 7 %. Bien que quatre secteurs d'exploitation aient connu une croissance de leurs revenus, cette croissance a été complètement annulée par le recul enregistré par la Gestion de

patrimoine, qui a connu une importante baisse du volume des transactions effectuées par les clients, tant en ce qui concerne les services de courtage traditionnel que les services de courtage à escompte.

Toutes les sources de revenus autres que d'intérêt de base ont augmenté en 2001, à l'exception des revenus sur cartes et de la vente de valeurs mobilières. Les revenus sur cartes ont diminué de 31 %, résultat qui traduit la création de Solutions Moneris, coentreprise de services de traitement des opérations à l'intention des marchands, au cours du premier trimestre et la titrisation de soldes de cartes de crédit durant l'exercice. La quote-part de 50 % des revenus nets de Solutions Moneris revenant à la Banque a été incluse dans les revenus autres que d'intérêt en 2001. La perte à la vente de valeurs mobilières a augmenté, car la Banque a aussi dévalué certains investissements. Les revenus tirés de la titrisation ont progressé en raison de la titrisation de soldes de cartes de crédit et de soldes hypothécaires effectuée durant l'exercice, et les commissions de crédit ont progressé en raison de l'augmentation des commissions tirées des acceptations de banque. Les revenus tirés des activités d'assurance, les commissions de gestion de placements et de services de garde, les revenus tirés des activités de négociation, et les frais bancaires sur les dépôts et les paiements ont tous augmenté, en raison en partie des acquisitions effectuées. Les commissions sur le marché financier et les revenus tirés des fonds communs de placement ont tous deux connu une modeste hausse de 3 %, qui reflète l'incidence du recul des marchés financiers en 2001. Bien que Fonds d'investissement Royal ait enregistré une croissance de l'actif de plus de 300 millions de dollars en 2001, les clients ont, au cours de l'exercice, délaissé les produits générant des rendements plus élevés en faveur de fonds du marché monétaire produisant des rendements moins élevés. Les revenus autres que d'intérêt ont connu une hausse importante, en grande partie grâce aux revenus tirés des acquisitions, qui ne sont pas inclus dans les autres catégories des revenus autres que d'intérêt, de même qu'aux revenus considérablement plus élevés de RBC Prism Mortgage au cours de l'exercice.

En excluant l'incidence des acquisitions, les frais bancaires sur les dépôts et les paiements, les revenus tirés des activités d'assurance, les commissions de gestion de placements et de services de garde, les commissions de crédit et les revenus tirés des fonds communs de placement ont tous progressé par rapport à l'exercice 2000, résultat qui reflète la croissance interne. Les revenus tirés de la titrisation ont également connu une hausse, qui traduit en grande partie les activités dont il est fait mention ci-dessus. Toutefois, en excluant l'incidence des acquisitions, les commissions sur le marché financier et les revenus tirés des activités de négociation ont reculé par rapport à 2000, en raison principalement du repli des marchés des capitaux.

Perspectives

La Banque vise une croissance des revenus de base de 7 % à 10 % à l'exercice 2002. La direction croit que l'ajout des revenus de RBC Centura pour 12 mois (par rapport à leur inclusion pour 5 mois à l'exercice 2001) et la reprise prévue de l'économie au deuxième semestre de 2002 lui permettront d'atteindre cet objectif.

TABEAU 7 Revenu net d'intérêt sur l'actif et le passif moyens

	Soldes moyens (1)			Intérêt (2)			Taux moyen		
	2001	2000	1999	2001	2000	1999	2001	2000	1999
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)									
Actif									
Dépôts à d'autres banques									
Au Canada	415 \$	528 \$	289 \$	18 \$	22 \$	12 \$	4,34 %	4,17 %	4,15 %
À l'étranger	17 101	14 740	15 596	813	802	714	4,75	5,44	4,58
	17 516	15 268	15 885	831	824	726	4,74	5,40	4,57
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	53 477	40 669	32 452	2 143	1 519	1 197	4,01	3,74	3,69
Titres destinés à la vente (3)	21 623	19 471	17 223	1 170	1 107	966	5,41	5,69	5,61
Titres détenus jusqu'à l'échéance	-	1 057	1 161	-	71	67	-	6,72	5,77
	75 100	61 197	50 836	3 313	2 697	2 230	4,41	4,41	4,39
Biens acquis en vertu de conventions de revente	29 591	21 729	21 769	1 163	1 078	893	3,93	4,96	4,10
Prêts (4)									
Au Canada									
Prêts hypothécaires résidentiels	62 449	59 860	57 979	4 087	3 891	3 784	6,54	6,50	6,53
Prêts aux particuliers	28 089	26 949	24 347	2 325	2 290	1 945	8,28	8,50	7,99
Prêts sur cartes de crédit	4 586	3 559	2 297	556	405	226	12,12	11,38	9,84
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	33 890	34 381	33 799	1 281	1 506	1 399	3,78	4,38	4,14
	129 014	124 749	118 422	8 249	8 092	7 354	6,39	6,49	6,21
À l'étranger	33 232	24 927	27 705	3 783	3 446	3 032	11,38	13,82	10,94
	162 246	149 676	146 127	12 032	11 538	10 386	7,42	7,71	7,11
Total de l'actif productif d'intérêt	284 453	247 870	234 617	17 339	16 137	14 235	6,10	6,51	6,07
Dépôts non productifs d'intérêt à d'autres banques	267	162	341						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 890	10 281	9 508						
Autres actifs	39 025	27 724	27 531						
Provision cumulative pour pertes sur créances	(2 035)	(1 937)	(1 997)						
Total de l'actif	331 600 \$	284 100 \$	270 000 \$	17 339 \$	16 137 \$	14 235 \$	5,23 %	5,68 %	5,27 %
Passif et capitaux propres									
Dépôts (5)									
Au Canada	110 228 \$	107 533 \$	104 919 \$	4 712 \$	5 060 \$	4 480 \$	4,27 %	4,71 %	4,27 %
À l'étranger	90 459	71 024	66 498	4 000	3 997	3 156	4,42	5,63	4,75
	200 687	178 557	171 417	8 712	9 057	7 636	4,34	5,07	4,45
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	16 358	14 195	15 015	654	656	554	4,00	4,62	3,69
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	19 892	11 873	12 169	894	653	532	4,49	5,50	4,37
Débitures subordonnées	6 890	5 129	4 499	405	344	286	5,88	6,71	6,36
Autres passifs portant intérêt	3 124	3 042	5 574	145	120	75	4,63	3,94	1,35
Total du passif portant intérêt	246 951	212 796	208 674	10 810	10 830	9 083	4,38	5,09	4,35
Dépôts ne portant pas intérêt	20 732	17 509	13 379						
Acceptations	9 890	10 281	9 508						
Autres passifs	38 092	30 811	25 958						
	315 665	271 397	257 519	10 810	10 830	9 083	3,42	3,99	3,53
Capitaux propres									
Actions privilégiées	2 036	1 978	2 213						
Actions ordinaires	13 899	10 725	10 268						
Total du passif et des capitaux propres	331 600 \$	284 100 \$	270 000 \$	10 810 \$	10 830 \$	9 083 \$	3,26 %	3,81 %	3,36 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif moyen	331 600 \$	284 100 \$	270 000 \$	6 529 \$	5 307 \$	5 152 \$	1,97 %	1,87 %	1,91 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif productif d'intérêt moyen									
Au Canada	186 468 \$	180 345 \$	169 167 \$	5 324 \$	4 796 \$	4 402 \$	2,86 %	2,66 %	2,60 %
À l'étranger	97 985	67 525	65 450	1 205	511	750	1,23	0,76	1,15
Total	284 453 \$	247 870 \$	234 617 \$	6 529 \$	5 307 \$	5 152 \$	2,30 %	2,14 %	2,20 %

(1) Calculé sur une base quotidienne.

(2) Le revenu d'intérêt comprend des commissions sur prêts de 328 millions de dollars en 2001 (274 millions en 2000; 250 millions en 1999). La majoration au montant imposable équivalent est basée sur le taux d'imposition canadien prévu par la loi de 41,5 % en 2001 (42,8 % en 2000; 43,0 % en 1999) et le taux d'imposition fédéral américain de 39,5 %.

(3) Les titres exonérés d'impôts avaient des soldes moyens de 6 752 millions de dollars (2 848 millions en 2000; 2 017 millions en 1999), des intérêts gagnés de 141 millions (63 millions en 2000; 83 millions en 1999), ainsi que des taux moyens de 2,09 % (2,21 % en 2000; 4,12 % en 1999), respectivement.

(4) Les soldes moyens comprennent les prêts à intérêts non comptabilisés.

(5) Les dépôts comprennent les dépôts d'épargne, lesquels avaient des soldes moyens de 38 milliards de dollars (34 milliards en 2000; 33 milliards en 1999), des frais d'intérêt de 0,6 milliard (0,7 milliard en 2000; 0,6 milliard en 1999), ainsi que des taux moyens de 1,58 % (2,06 % en 2000; 1,82 % en 1999), respectivement. Les dépôts comprennent également les dépôts à terme, lesquels avaient des soldes moyens de 44 milliards de dollars (38 milliards en 2000; 37 milliards en 1999), des frais d'intérêt de 2,0 milliards (2,0 milliards en 2000 et en 1999), ainsi que des taux moyens de 4,55 % (5,26 % en 2000; 5,41 % en 1999), respectivement.

TABLEAU 8 Variation du revenu net d'intérêt

	2001 sur 2000 Facteurs d'augmentation (de diminution)			2000 sur 1999 Facteurs d'augmentation (de diminution)		
	Volume moyen (1)	Taux moyen (1)	Variation nette	Volume moyen (1)	Taux moyen (1)	Variation nette
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)						
Actif						
Dépôts à d'autres banques						
Au Canada	(5)\$	1 \$	(4)\$	10 \$	- \$	10 \$
À l'étranger	119	(108)	11	(41)	129	88
Valeurs mobilières						
Titres du compte de négociation	507	117	624	307	15	322
Titres destinés à la vente	118	(55)	63	128	13	141
Titres détenus jusqu'à l'échéance	(71)	-	(71)	(6)	10	4
Biens acquis en vertu de conventions de revente	339	(254)	85	(2)	187	185
Prêts						
Au Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	169	27	196	122	(15)	107
Prêts aux particuliers	95	(60)	35	216	129	345
Prêts sur cartes de crédit	123	28	151	139	40	179
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(21)	(204)	(225)	24	83	107
À l'étranger	1 016	(679)	337	(326)	740	414
Total du revenu d'intérêt	2 389 \$	(1 187)\$	1 202 \$	571 \$	1 331 \$	1 902 \$
Passif						
Dépôts						
Au Canada	124 \$	(472)\$	(348)\$	114 \$	466 \$	580 \$
À l'étranger	962	(959)	3	226	615	841
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	93	(95)	(2)	(32)	134	102
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	377	(136)	241	(13)	134	121
Débentures subordonnées	107	(46)	61	42	16	58
Autres passifs portant intérêt	4	21	25	(47)	92	45
Total des frais d'intérêt	1 667	(1 687)	(20)	290	1 457	1 747
Revenu net d'intérêt	722 \$	500 \$	1 222 \$	281 \$	(126)\$	155 \$

(1) L'écart de volume ou de taux est attribué en fonction du pourcentage des variations de soldes et de taux par rapport au total de la variation nette du revenu net d'intérêt selon l'équivalent imposable.

TABLEAU 9 Revenus autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2001	2000	1999	2001 sur 2000 Augmentation (diminution)	
Commissions sur le marché financier	1 870 \$	1 810 \$	1 209 \$	60 \$	3 %
Revenus tirés des activités de négociation	1 820	1 540	1 106	280	18
Commissions de gestion de placements et de services de garde	895	684	547	211	31
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	887	756	688	131	17
Revenus tirés de fonds communs de placement	546	528	479	18	3
Revenus de change autres que de négociation	300	299	243	1	-
Revenus sur cartes	290	420	362	(130)	(31)
Revenus tirés des activités d'assurance	263	151	174	112	74
Commissions de crédit	237	212	189	25	12
Revenus tirés de la titrisation	125	104	220	21	20
Gain (perte) résultant de l'aliénation de locaux et de matériel	22	(16)	(5)	38	238
Gain (perte) à la vente de valeurs mobilières	(128)	(11)	18	(117)	n.s.
Autres	583	203	156	380	187
Total des revenus autres que d'intérêt de base	7 710	6 680	5 386	1 030	15
Éléments exceptionnels (1)	445	-	105	445	n.s.
Total	8 155 \$	6 680 \$	5 491 \$	1 475 \$	22 %

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au [tableau 4, à la page 20](#). Les éléments exceptionnels de 105 millions de dollars en 1999 comprenaient un gain de 95 millions à la vente de propriétés immobilières et un gain de 28 millions à la vente de valeurs mobilières, contrebalancés en partie par une réduction de valeur de 18 millions de certains placements.
n.s. non significatif

TABLEAU 10 Revenus tirés des activités de négociation

(en millions de dollars canadiens)	2001	2000	1999
Revenu net d'intérêt (1)	(68)\$	(365)\$	5 \$
Revenus autres que d'intérêt (2)	1 820	1 540	1 106
Total	1 752 \$	1 175 \$	1 111 \$
Par type de produit			
Titres de participation	684 \$	495 \$	325 \$
Titres à revenu fixe et instruments du marché monétaire (3)	726	378	492
Contrats de change (4)	340	301	290
Contrats sur marchandises et sur métaux précieux	2	1	4
Total	1 752 \$	1 175 \$	1 111 \$

- (1) Comprend l'intérêt gagné sur les titres de négociation et les autres instruments monétaires détenus dans les portefeuilles de titres de négociation, moins les coûts de financement associés aux produits dérivés de négociation et aux positions de négociation.
(2) Comprend principalement les gains et les pertes réalisés et non réalisés associés aux titres de négociation, aux produits dérivés et aux contrats de change.
(3) Comprend des titres du gouvernement canadien, des titres d'emprunt de sociétés, des swaps, des options sur taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt, des contrats de garantie de taux d'intérêt et des instruments monétaires connexes utilisés pour couvrir les portefeuilles de produits dérivés de négociation.
(4) Comprend les opérations de change au comptant, les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme standardisés et les options de change.

Revenus tirés des activités de négociation

Les revenus tirés des activités de négociation comprennent les gains et les pertes sur les valeurs mobilières et les produits dérivés que la Banque négocie activement, ou qu'elle prévoit détenir pour de brèves périodes, et qui sont évalués chaque jour à la valeur du marché. Les notes 1 et 2 du tableau 10 présenté ci-dessus décrivent les revenus tirés des activités de négociation compris dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt.

À l'exercice 2001, le total des revenus tirés des activités de négociation a augmenté de 577 millions de dollars, ou 49 %, hausse qui est partiellement attribuable aux acquisitions effectuées au cours de la dernière année. La Banque continue d'éviter de détenir d'importantes positions de négociation pour son propre compte et effectue la majorité de ses activités de négociation à la demande de clients dans les principales devises et sur les principaux marchés des pays du G7. Les revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt ont augmenté de 297 millions de dollars en 2001, des montants de 118 millions et de 28 millions, respectivement, étant attribuables au portefeuille de produits dérivés sur actions et aux acquisitions effectuées au cours de l'exercice. Ces

deux derniers facteurs ont compté pour (63) millions de dollars et 318 millions, respectivement, de l'augmentation de 280 millions des revenus tirés des activités de négociation incluses dans les revenus autres que d'intérêt. Comme il est mentionné à la [page 32](#), les coûts de financement découlant du portefeuille de dérivés internationaux sont inclus dans le revenu net d'intérêt, et les revenus sont constatés dans les revenus autres que d'intérêt.

En excluant les acquisitions, les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont reculé de 38 millions de dollars par rapport à l'exercice 2000, résultat qui reflète principalement le recul des marchés financiers en 2001.

Pour ce qui est des produits offerts, comme le montre le tableau 10 ci-dessus, les revenus tirés des contrats sur titres de participation ont progressé de 38 %, en raison principalement de la chute des coûts de financement liés aux produits dérivés sur actions. Les revenus tirés des titres de créance ont augmenté de 92 % en raison de l'aplatissement de la courbe de rendement des instruments à revenu fixe, et les revenus tirés des activités de négociation provenant des contrats de change ont progressé de 13 %.

Priorité financière : contrôle des coûts

Points saillants

- Frais autres que d'intérêt de base en hausse de 25 % par rapport à l'exercice 2000
- Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions, presque inchangés par rapport à l'exercice 2000

Rendement

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les frais autres que d'intérêt de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au [tableau 4](#), à la [page 20](#)) ont augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou 25 %, par rapport à l'exercice 2000.

Les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au [tableau 4](#), à la [page 20](#), les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et certains frais d'acquisitions tels que les frais de rémunération au titre de la rétention) ont progressé de 23 % en 2001, un montant de 176 millions de dollars en frais de rémunération au titre de la rétention étant attribuable à l'acquisition de Dain Rauscher, et les coûts liés aux droits à la plus-value des actions s'étant chiffrés à 23 millions, par rapport à 52 millions en 2000. Les droits à la plus-value des actions ont initialement été octroyés en vertu du régime d'options d'achat d'actions en novembre 1999, et leurs coûts sont déterminés trimestriellement en fonction de la variation du cours des actions de la Banque et du calendrier d'acquisition, qui s'étale dans le temps.

Les frais autres que d'intérêt liés aux acquisitions récentes (en incluant les coûts d'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels) se sont établis à 1 823 millions de dollars en 2001, en hausse par rapport à 63 millions en 2000. En excluant ces coûts, les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation sont pour ainsi dire demeurés inchangés par rapport à 2000.

En 2001, certains régimes de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi ont fait l'objet de révisions. Ces révisions ont donné lieu à des modifications des hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations futures et, par conséquent, des coûts supplémentaires de 87 millions de dollars au titre des avantages sociaux ont été comptabilisés.

Les secteurs Grande entreprise et marchés des capitaux et Gestion de patrimoine ont pour leur part intensifié les efforts de rationalisation de leurs activités liées aux marchés financiers en raison de la détérioration des conditions de ceux-ci, qui s'est aggravée par suite des attentats terroristes commis le 11 septembre aux États-Unis. Ces mesures ont entraîné des charges de 57 millions de dollars, qui reflètent principalement les coûts de licenciement de personnel.

Une moins-value de 38 millions de dollars de l'écart d'acquisition relatif à Connor Clark Limited a par ailleurs été inscrite et incluse dans le total de

l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels, dans le cadre des activités de restructuration de la Gestion privée globale dont il est fait mention à la [page 26](#). Connor Clark, une société qui offre des services de gestion privée aux particuliers ayant un avoir net élevé, a été acquise en 1999.

En excluant les coûts relatifs aux avantages sociaux, aux efforts de rationalisation et à la moins-value de l'écart d'acquisition, ainsi que les frais autres que d'intérêt comptabilisés au cours de l'exercice relativement aux acquisitions récentes, les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation rajustés auraient diminué de 167 millions de dollars, ou 2 %, comme il est indiqué dans le tableau ci-après. La Gestion de patrimoine aurait affiché une baisse de 139 millions de dollars ou 8 %, le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux, une baisse de 49 millions ou 3 %, et les Services aux particuliers et aux entreprises, une diminution de 16 millions ou 0,4 %, tandis que le Traitement des opérations aurait connu une hausse de 17 millions ou 4 %, et le secteur Assurance, une augmentation de 23 millions ou 14 %. Les hausses des frais des secteurs Traitement des opérations et Assurance reflètent la croissance des activités de ces secteurs. Les baisses relatives à la Gestion de patrimoine et au secteur Grande entreprise et marchés financiers reflètent principalement les mesures de contrôle des coûts et le moins grand nombre de régimes de rémunération variable offerts dans les marchés financiers affaiblis; la diminution des frais des Services aux particuliers et aux entreprises illustre le succès continu des mesures de contrôle des coûts mises en œuvre en 1999 et en 2000.

Sur la même base (c.-à-d. en excluant tous les coûts mentionnés ci-dessus), les coûts relatifs aux ressources humaines auraient chuté de 8 %, les frais d'occupation auraient progressé de 7 %, les honoraires versés à des professionnels auraient augmenté de 14 %, l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels aurait connu une hausse de 22 %, et les autres coûts auraient grimpé de 48 %. L'importante augmentation des autres coûts traduit principalement une modification de la participation dans Symcor (un fournisseur de services d'impartition), effectuée au début de 2001. Puisque Symcor est désormais comptabilisée comme une participation, un montant de 303 millions de dollars des charges liées à Symcor a été inclus en 2001 dans les frais autres que d'intérêt. En 2000, une tranche de 264 millions de dollars des charges liées à Symcor avait été inscrite dans diverses catégories de frais, principalement les postes Communications, Ressources humaines et Matériel.

Frais autres que d'intérêt rajustés

Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation rajustés, en excluant les acquisitions, en baisse de 2 % par rapport à l'exercice 2000 (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2001	2000	2001 sur 2000 Augmentation (diminution)	
Frais autres que d'intérêt	9 641 \$	7 628 \$	2 013 \$	26 %
Moins : Éléments exceptionnels (1)	(91)	-	(91)	
Frais autres que d'intérêt de base	9 550	7 628	1 922	25
Moins : Coûts liés aux droits à la plus-value des actions	(23)	(52)	29	
Frais de rémunération au titre de la rétention – RBC Dain Rauscher	(176)	-	(176)	
Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation	9 351	7 576	1 775	23
Moins : Frais autres que d'intérêt liés aux acquisitions récentes (2)	(1 823)	(63)	1 760	
Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions	7 528	7 513	15	-
Moins : Charges importantes constatées à l'exercice 2001 (3)	(182)	-	(182)	
Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation rajustés, en excluant les acquisitions	7 346 \$	7 513 \$	(167)\$	(2)%

(1) Présenté au [tableau 4](#), à la [page 20](#).

(2) Représente les frais autres que d'intérêt engagés par les sociétés acquises récemment (Centura, Liberty, Dain Rauscher et Prism Financial), et exclut les frais de rémunération au titre de la rétention et les charges au titre des mesures de réduction des coûts déjà déduits aux fins du calcul des frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation.

(3) Comprend 87 millions de dollars de coûts relatifs aux avantages sociaux, 57 millions de charges au titre des mesures de réduction des coûts, et une moins-value de 38 millions de l'écart d'acquisition, tous éléments qui sont décrits ci-dessus.

Perspectives

À l'exercice 2002, la Banque s'attend à ce que la croissance des charges d'exploitation soit inférieure à celle des revenus d'exploitation.

TABLEAU 11 Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2001	2000	1999	2001 sur 2000 Augmentation (diminution)	
Ressources humaines					
Salaires	3 060 \$	2 496 \$	2 594 \$	564 \$	23 %
Rémunération variable	1 897	1 662	927	235	14
Avantages sociaux	717	537	511	180	34
	5 674	4 695	4 032	979	21
Frais d'occupation					
Location des locaux, montant net	553	384	262	169	44
Réparations et entretien des locaux	55	68	88	(13)	(19)
Amortissement	91	81	92	10	12
Taxes foncières	6	15	41	(9)	(60)
Services publics	11	22	33	(11)	(50)
	716	570	516	146	26
Matériel					
Location et entretien du matériel informatique et de bureau	375	376	376	(1)	-
Amortissement	296	288	297	8	3
	671	664	673	7	1
Communications					
Télécommunications	283	225	225	58	26
Marketing et relations publiques	180	173	182	7	4
Affranchissement et messageries	108	170	157	(62)	(36)
Papeterie et impression	108	127	129	(19)	(15)
	679	695	693	(16)	(2)
Honoraires	390	267	274	123	46
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels	288	91	70	197	216
Autres					
Taxes d'affaires et taxes sur le capital	171	134	114	37	28
Assurance-dépôts	30	30	71	-	-
Déplacements et relocalisation	121	85	90	36	42
Formation des employés	43	38	48	5	13
Dons	35	26	29	9	35
Autres	732	333	361	399	120
	1 132	646	713	486	75
Total des frais autres que d'intérêt de base	9 550	7 628	6 971	1 922	25
Éléments exceptionnels (1)	91	-	170	91	n.s.
Total	9 641 \$	7 628 \$	7 141 \$	2 013 \$	26 %

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 4, à la page 20. Les éléments exceptionnels de 170 millions de dollars en 1999 comprennent des charges de 153 millions liées à la restructuration et d'autres charges totalisant 17 millions.

n.s. non significatif

Accent sur le contrôle des coûts

La Banque continue d'accorder la priorité au contrôle des coûts et maintiendra, en 2002 et en 2003, un certain nombre des mesures de réduction des coûts mises en œuvre dans chaque secteur d'exploitation en 2001.

Les Services aux particuliers et aux entreprises prévoient maintenir le niveau des frais autres que d'intérêt en compensant les charges liées à la hausse des volumes et aux nouvelles activités par la mise en place de mesures de réduction des coûts. Cette stratégie comporte quatre volets :

- Éliminer le chevauchement des processus et les autres pratiques inefficaces. Ainsi, en août 2001, les activités de cartes de crédit ont été intégrées aux produits et activités de vente des Services aux particuliers et aux entreprises.
- Consolider les capacités en matière de prestation de services par voie électronique et par d'autres moyens à faible coût.
- Optimiser le réseau de succursales traditionnelles. Depuis 1993, les Services aux particuliers et aux entreprises ont rationalisé leur réseau de succursales traditionnelles, et éliminé plus de 400 unités de service. Ils ont également mis en œuvre une stratégie visant l'établissement de succursales en milieu urbain, suburbain et rural, et ouvert des guichets automatiques dans certains magasins, ainsi que des succursales dans des réserves autochtones en vertu de contrats d'agence, de manière à répondre aux besoins des différents marchés.
- Poursuivre les activités d'impartition/de regroupement de ressources et de désinvestissement. Au premier trimestre de 2001, les Services aux particuliers et aux entreprises ont confié à NCR leurs activités de guichets automatiques, et ils ont également constitué Solutions Moneris, une coentreprise formée conjointement avec la Banque de Montréal, qui offre aux marchands des services de traitement d'opérations effectuées par cartes.

Par ailleurs, RBC Centura, une société acquise en 2001, prévoit poursuivre ses mesures de réduction des coûts à l'égard des services de détail aux États-Unis. RBC Centura vise, à moyen terme (de trois à cinq ans), une croissance des charges se situant entre 3 % et 4 %, soit un taux inférieur à la croissance des revenus projetée de 6 % à 8 %. La Banque prévoit réaliser des économies annuelles de 70 millions de dollars US en 2002 grâce au regroupement des activités des centres d'appel et des services de soutien de Security First Network Bank avec les activités de RBC Centura, effectué à la mi-août 2001, et grâce au pouvoir d'achat de la Banque et au regroupement dans un seul centre des unités fonctionnelles des ressources humaines, de la finance et du marketing de RBC Centura, de RBC Prism Mortgage et de RBC Builder Finance.

Le secteur Assurance concentre une bonne partie de ses efforts sur l'intégration des systèmes et des processus opérationnels au Canada et aux États-Unis. Les possibilités d'intégration touchent principalement la technologie. Le secteur utilise déjà les capacités de commerce électronique pour accroître ses revenus tout en réduisant ses coûts, en offrant en ligne de l'assurance-voyage ainsi que des services de tarification en matière d'assurances habitation et automobile et d'assurance individuelle contre les accidents à sa clientèle canadienne.

RBC Liberty Insurance, aux États-Unis, s'efforce de réduire ses charges et a mis sur pied des mesures visant à centraliser ses infrastructures en matière de technologies de l'information, à consolider ses logiciels d'application et à réduire ses coûts indirects.

Les mesures de compression des coûts de la Gestion de patrimoine, mises en œuvre en 2001 pour compenser la faiblesse du marché, se poursuivront à l'exercice 2002. En octobre 2001, le secteur a regroupé les activités de RBC Conseils privés, les services fiduciaires et services de gestion privée destinés aux particuliers au Canada et les activités de la Gestion privée globale afin d'offrir aux clients des services plus intéressants et d'assurer l'efficacité des opérations. Par ailleurs, les activités d'Actions en direct (services de courtage à escompte) ont été rajustées en fonction des conditions actuelles du marché. Le secteur vise maintenant à réduire ses coûts en matière de technologie, de marketing et d'opérations dans toutes les unités opérationnelles et il continue d'examiner d'autres moyens de réduire les frais autres que d'intérêt de façon permanente.

RBC Dain Rauscher, l'unité de gestion de patrimoine aux États-Unis, procède à l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro, dont l'acquisition a été finalisée le 31 octobre 2001. Des réductions de coûts annuelles de plus de 60 millions de dollars US sont projetées; plus de la moitié de ces réductions devraient se produire en 2002, et le reste, en 2003. Diverses

initiatives ont été mises de l'avant pour que ces réductions se concrétisent, notamment l'élimination des postes qui se chevauchent et l'exploitation des économies d'échelle qui existent déjà au sein des activités de RBC Dain Rauscher.

Le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux continue d'accorder la priorité au contrôle des coûts. Ainsi, son effectif est demeuré inchangé de 1998 à 2000, même si près de 120 personnes supplémentaires ont été affectées aux nouvelles activités. L'ajout de 413 personnes à l'effectif en 2001 reflète principalement les acquisitions. Au cours des deux derniers trimestres de 2001, le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a commencé à réduire les coûts, et il a accéléré ses efforts par suite des événements du 11 septembre. Ces mesures de réduction des coûts viseront tous les niveaux de l'organisation, mais elles permettront principalement de rationaliser les activités des Services des marchés des capitaux.

Le Traitement des opérations, dont les coûts fixes sont relativement élevés, est axé sur les économies d'échelle et il vise une amélioration continue de l'efficacité de l'exploitation. Pour ce faire, il compte notamment poursuivre les investissements en matière de technologie et accroître les revenus. Des volumes plus élevés devraient découler de la croissance des revenus interne et de la conclusion d'acquisitions choisies, qui devraient également générer une réduction des coûts grâce à l'intégration.

TABLEAU 12 Impôts et autres taxes

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2001	2000	1999
Charge d'impôts			
État consolidé des résultats	1 350 \$	1 412 \$	974 \$
Majoration au montant imposable équivalent	32	28	35
	1 382	1 440	1 009
Autres taxes			
Taxe sur les produits et services et taxes de vente	221	208	187
Cotisations sociales	237	188	176
Taxes provinciales sur le capital	146	108	98
Taxes foncières (1)	6	16	55
Taxes d'affaires	25	26	16
Taxes sur les primes d'assurance	21	11	6
	656	557	538
Total	2 038 \$	1 997 \$	1 547 \$
Taux d'imposition effectif sur les bénéfices (2)	34,7 %	38,8 %	36,0 %
Taux d'imposition effectif total (3)	44,5 %	47,3 %	47,2 %

(1) Comprend les montants portés en déduction des revenus autres que d'intérêt concernant les placements en biens immobiliers.

(2) Charge d'impôts présentée dans l'état consolidé des résultats en pourcentage du bénéfice net avant impôts sur les bénéfices.

(3) Le total de la charge d'impôts et des autres taxes est exprimé en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts et les autres taxes selon l'équivalent imposable.

Charge d'impôts et autres taxes

La charge d'impôts et les autres taxes présentées au tableau 12 ci-dessus ont totalisé 2,0 milliards de dollars à l'exercice 2001, soit 1 382 millions pour la charge d'impôts (y compris une majoration au montant imposable équivalent) et 656 millions pour les autres taxes. La charge d'impôts a chuté de 58 millions de dollars par rapport à 2000, en raison surtout de la baisse des taux d'imposition. Les autres taxes ont augmenté de 99 millions de dollars en raison de la hausse de la TPS, des taxes de vente, des cotisations sociales et des taxes provinciales sur le capital.

Comme il est indiqué ci-dessus, le taux d'imposition effectif sur les bénéfices a diminué, passant de 38,8 % en 2000 à 34,7 % en 2001. Ce résultat reflète une réduction des taux d'imposition fédéral et provinciaux au Canada ainsi qu'une baisse des taux d'imposition applicables aux éléments exceptionnels dont il est fait mention au [tableau 4](#), à la page 20.

En plus de la charge d'impôts et des autres taxes présentées dans l'état consolidé des résultats, la Banque a constaté une économie d'impôts de 451 millions de dollars à l'exercice 2001 (17 millions à l'exercice 2000) dans les capitaux propres, comme l'indique la note 10 des états financiers consolidés.

Priorité financière : gestion du bilan et du capital

Points saillants

- Forte croissance des prêts à la consommation, en hausse de 9 %
- Augmentation des dépôts de 14 %, attribuable en partie à l'acquisition de Centura Banks, Inc.
- Émission de 3,9 milliards de dollars d'actions ordinaires et rachat de 500 millions de dollars d'actions ordinaires
- Émission de 250 millions de dollars d'actions privilégiées et rachat de 300 millions de dollars d'actions privilégiées
- Émission de 1 milliard de dollars de débentures subordonnées et rachat de 350 millions de dollars US de débentures subordonnées
- Émission de 750 millions de dollars en capital innovateur de première catégorie (RBC TruCS^{MC})
- Capitaux autogénérés de 1,4 milliard de dollars

Le total de l'actif se chiffrait à 362 milliards de dollars au 31 octobre 2001, en hausse de 68 milliards, ou 23 %, par rapport au 31 octobre 2000; de cette hausse, 22 milliards sont attribuables à RBC Centura (acquise en juin 2001).

Le total des prêts (avant déduction de la provision cumulative pour pertes sur prêts) a progressé de 13,3 milliards de dollars, ou 8 %, comparativement au 31 octobre 2000, et le total des prêts à la consommation (prêts hypothécaires résidentiels, prêts aux particuliers et prêts sur cartes de crédit) a augmenté de 8,6 milliards, ou 9 %; de cette augmentation, 4,3 milliards sont attribuables à RBC Centura. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 4,5 milliards de dollars, ou 7 % (déduction faite d'un montant de 800 millions en prêts hypothécaires titrisés au cours de l'exercice), et les prêts aux particuliers ont connu une hausse de 4,5 milliards, ou 16 %. De ces augmentations, 1,2 milliard de dollars et 3,0 milliards, respectivement, sont attribuables à RBC Centura. Les soldes de cartes de crédit ont reculé de 380 millions de dollars, ou 8 %, car la titrisation de 1,0 milliard de soldes de cartes de crédit a largement contrebalancé la croissance de 620 millions, y compris les soldes de cartes de 130 millions de RBC Centura. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les acceptations ont progressé de 4,7 milliards de dollars, ou 7 %, mais ils ont diminué de 3,6 milliards, ou 5 %, en excluant RBC Centura, résultat qui reflète principalement la baisse des portefeuilles de prêts aux petites entreprises au Canada et de prêts aux entreprises aux États-Unis.

Le total des dépôts s'est élevé à 236 milliards de dollars, en hausse de 29,5 milliards, ou 14 %, par rapport au 31 octobre 2000; de cette hausse, 11,6 milliards sont attribuables à RBC Centura. Les dépôts productifs d'intérêt ont progressé de 27,5 milliards de dollars, et les dépôts non productifs d'intérêt, de 2,0 milliards (17,7 milliards et 180 millions, respectivement, en excluant RBC Centura). Les dépôts des particuliers ont augmenté de 11,7 milliards de dollars, ou 13 %, et les dépôts des entreprises et des gouvernements ont connu une hausse de 13,1 milliards, ou 14 % (3,5 milliards ou 4 %, et 9,7 milliards ou 10 %, respectivement, en excluant RBC Centura). De plus amples renseignements sur les dépôts sont fournis au [tableau 24](#), à la [page 55](#).

Fiducie de capital RBC, une fiducie à capital limité, a émis, pour un montant de 750 millions de dollars, une deuxième série de titres de fiducie transférables (RBC TruCS) en 2001, portant à 1,4 milliard la valeur totale des titres de fiducie en circulation. Les titres de fiducie RBC TruCS sont constatés au poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales figurant au bilan consolidé, et ils sont inclus au capital de première catégorie suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Le total du capital figurant au bilan, qui inclut les capitaux propres et les débentures subordonnées, se chiffrait à 24,9 milliards de dollars au 31 octobre 2001, en hausse de 5,7 milliards, ou 30 %, par rapport à l'an dernier. Cette augmentation par rapport à 2000 s'explique surtout par des apports en capitaux externes nets de 3,9 milliards de dollars et par les capitaux autogénérés de 1,4 milliard en 2001.

Gestion du capital

La gestion du capital exige l'établissement d'un équilibre entre la volonté de maintenir de solides ratios de capital, le désir de conserver des cotes de crédit élevées et la ferme détermination de fournir également des rendements concurrentiels aux actionnaires. Pour parvenir à cet équilibre, la Banque doit tenir compte des niveaux prévus de l'actif ajusté en fonction des risques et des actifs au bilan, des projets d'investissement futurs ainsi que des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles.

La Banque s'est engagée à maintenir d'excellents ratios de capital en continuant de générer des capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital, lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif ajusté en fonction des risques. Le tableau des activités importantes de gestion du capital présenté à la [page 40](#) expose en détail les activités de la Banque en matière de capital au cours de l'exercice. Ces activités ont été entreprises pour gérer la structure du capital de la Banque durant la mise en œuvre des stratégies.

Capital réglementaire

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux (BRI) et sur l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada.

Le capital réglementaire, qui diffère du capital figurant au bilan consolidé, est composé de deux catégories. Le capital de première catégorie comprend les éléments de capital plus permanents que ceux de deuxième catégorie. Les composantes des deux catégories sont présentées au [tableau 13](#), à la [page 41](#).

Les ratios de capital réglementaire sont calculés en divisant le capital de première catégorie et le capital total par l'actif ajusté en fonction des risques. L'actif ajusté en fonction des risques présenté au [tableau 14](#), à la [page 42](#), est déterminé en appliquant des coefficients de pondération des risques aux actifs figurant au bilan et aux instruments financiers hors bilan en fonction du risque de crédit relatif de la contrepartie. L'actif ajusté en fonction des risques comprend également un montant au titre du risque de marché lié au portefeuille de négociation de la Banque.

La Banque a pour politique de demeurer bien capitalisée afin de fournir un filet de sécurité pour les divers risques auxquels elle est exposée dans le cours de ses affaires. En 1999, le BSIF a établi des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. Cet objectif est d'au moins 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et d'au moins 10 % pour le ratio du capital total. Au 31 octobre 2001, les ratios du capital de première catégorie et du capital total de la Banque s'établissaient respectivement à 8,7 % et à 11,8 %. Ces ratios étaient de 8,6 % et de 12,0 % au 31 octobre 2000. Malgré les 7,0 milliards de dollars payés pour les acquisitions effectuées aux États-Unis à en 2001 (voir la note 2 des notes complémentaires, aux pages 65 et 66), la Banque a maintenu des ratios de capital conformes à ses objectifs à moyen terme (présentés à la page 6). Les ratios de capital de la Banque selon les règles américaines, calculés selon les lignes directrices transmises aux banques américaines par le Board of Governors of the Federal Reserve System et selon l'information financière établie en vertu des PCGR des États-Unis, sont présentés au [tableau 13](#), à la page 41.

Événements à venir

En 1999, la BRI a proposé un nouveau cadre de référence pour la suffisance du capital visant à remplacer l'ancien *Accord sur les fonds propres* de 1988 aux termes duquel la Banque est réglementée actuellement. La proposition de la BRI n'en est qu'à l'étape de la discussion, par suite de la publication d'un deuxième document de consultation en janvier 2001. Il est actuellement difficile d'évaluer l'incidence des modifications proposées sur les exigences réglementaires en matière de capital qui s'appliqueront à la Banque. Il est peu probable que la mise en œuvre des propositions finales ait lieu avant 2005.

Activités importantes de gestion du capital à l'exercice 2001 ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)

Activités sur les marchés des capitaux

Actions ordinaires

Décembre 2000 – émission d'actions ordinaires	576 \$
Juin 2001 – émission d'actions ordinaires en contrepartie de la totalité des actions en circulation de Centura Banks, Inc.	3 317
Juin 2001 – début du programme de rachat d'actions ordinaires ⁽²⁾	(509)

Actions privilégiées ⁽³⁾

Juin 2001 – émission d'actions privilégiées perpétuelles de premier rang de série S à dividende non cumulatif	250
Août 2001 – rachat de la totalité des actions privilégiées de premier rang de série H à dividende non cumulatif	(300)

Débetures subordonnées ⁽⁴⁾

Janvier 2001 – émission de débetures subordonnées	500
Février 2001 – émission de débetures subordonnées	125
Avril 2001 – émission de débetures subordonnées	400
Mai 2001 – rachat d'un montant de 350 millions de dollars US de débetures à taux variable	(538)

Capital innovateur de première catégorie (RBC TruCS)

Décembre 2000 – émission d'une deuxième série de titres de fiducie RBC TruCS	750
--	-----

4 571 \$

Autres activités

Capital-actions

Au deuxième trimestre, le plafond de la contrepartie globale des actions ordinaires pouvant être émises a été supprimé, et le plafond de la contrepartie globale des actions privilégiées de premier rang pouvant être émises est passé de 5 milliards de dollars à 10 milliards. Le plafond de la contrepartie globale des actions privilégiées de second rang pouvant être émises est toujours de 5 milliards de dollars.

(1) Montants bruts avant les frais d'émission.

(2) En vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, la Banque peut racheter jusqu'à 18 millions de ses actions ordinaires. Au 31 octobre 2001, la Banque avait racheté 10,9 millions d'actions ordinaires. Le programme, qui est entré en vigueur le 22 juin 2001, durera un an.

(3) Le 26 novembre 2001, la Banque a racheté pour un montant de 200 millions de dollars US d'actions privilégiées de premier rang de série I à dividende non cumulatif.

(4) Le 8 novembre 2001, la Banque a émis pour un montant de 400 millions de dollars US de débetures subordonnées dans le cadre de son programme européen de billets à moyen terme.

TABLEAU 13 Ratios de capital ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2001	2000	1999
Capital de première catégorie			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16 141 \$	11 504 \$	10 606 \$
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	2 024	2 037	2 009
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales			
RBC TruCS	1 400	650	–
Autres	28	23	22
Écart d'acquisition	(4 742)	(647)	(611)
	14 851	13 567	12 026
Capital de deuxième catégorie			
Débetures subordonnées permanentes	477	457	441
Autres débetures subordonnées (2)	5 935	5 138	4 040
Provision cumulative générale (3)	1 410	1 188	1 080
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	–	1	2
	7 822	6 784	5 563
Participations dans des filiales d'assurance	(2 107)	(960)	(672)
Autres participations importantes	(387)	(342)	(219)
Protection de premier niveau contre les pertes	(8)	(5)	–
Capital total	20 171 \$	19 044 \$	16 698 \$
Actif ajusté en fonction des risques	171 047 \$	158 364 \$	149 078 \$
Ratios de capital (4)			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	9,4 %	7,3 %	7,1 %
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	8,7 %	8,6 %	8,1 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	11,8 %	12,0 %	11,2 %
Coefficient actif-capital (5)	17,2	15,3	16,5
En vertu des règles des États-Unis (4), (6)			
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	8,1 %	7,8 %	7,6 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	11,2 %	11,3 %	10,7 %
Ratio capitaux propres-actif (7)	5,3 %	4,5 %	4,6 %
Ratio de levier-capital de première catégorie (8)	4,1 %	4,2 %	4,1 %

(1) Établi selon les lignes directrices fournies par le surintendant des institutions financières Canada et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada, sauf en ce qui concerne les éléments visés par la note 6 ci-dessous.

(2) Les débetures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans doivent être amorties selon la méthode linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses dans ce tableau à leur valeur non amortie.

(3) La provision cumulative générale pour pertes sur créances peut être incluse dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,875 % (0,75 % en 2000 et en 1999) de l'actif ajusté en fonction des risques. Le 27 octobre 2000, la Banque a conclu une entente de cinq ans avec un réassureur coté AAA. Aux termes de cette entente, le réassureur devra, si la provision cumulative générale pour pertes sur créances baisse en deçà d'un niveau déterminé, acheter jusqu'à 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours du marché du 27 octobre 2000. Si ces actions avaient été émises, elles auraient été admissibles à titre de capital de première catégorie.

(4) Le 26 novembre 2001, la Banque a racheté des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série I, pour un montant de 200 millions de dollars US; cette opération réduira du même montant le capital de première catégorie. Le 8 novembre 2001, la Banque a émis des débetures subordonnées d'un montant de 400 millions de dollars US; cette opération fait augmenter le capital total d'un montant équivalent. Si ces opérations avaient été effectuées en date du 31 octobre 2001, les ratios de capital pro forma auraient été les suivants : ratio du capital de première catégorie – 8,5 %; ratio du capital total – 12,0 %. Selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis, les ratios de capital pro forma calculés en vertu des règles des États-Unis auraient été les suivants : ratio du capital de première catégorie – 7,9 % et ratio du capital total – 11,4 %.

(5) Total de l'actif et des instruments financiers hors bilan désignés, conformément aux lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada, divisé par le capital total.

(6) Établi selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.

(7) Moyenne du total des capitaux propres divisée par la moyenne du total de l'actif.

(8) Capital de première catégorie divisé par l'actif moyen ajusté, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur créances (comprend les montants bruts se rapportant aux produits dérivés, l'écart d'acquisition et les actifs d'impôts reportés).

TABLEAU 14 Actif ajusté en fonction des risques (1)

	Montant au bilan	Taux de pondération des principaux risques (2)	Solde ajusté en fonction des risques			
			2001	2000		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)						
Actif au bilan						
Liquidités	17 535 \$	20 %	1 515 \$	2 763 \$		
Valeurs mobilières						
Émises ou garanties par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	25 559	0 %	-	28		
Autres	54 948	100 %	7 341	4 081		
Prêts hypothécaires résidentiels (3)						
Assurés	32 012	0 %	383	375		
Ordinaires	35 381	50 %	18 511	17 008		
Autres prêts et acceptations de banque (3)						
Émis ou garantis par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	14 134	0 %	1 810	1 221		
Autres	133 376	100 %	97 553	89 523		
Autres actifs	46 315	0 %	6 114	4 664		
	359 260 \$		133 227 \$	119 663 \$		
	Montant contractuel	Facteur de conversion de crédit	Équivalent- crédit			
Instruments financiers hors bilan						
Instruments de crédit						
Garanties et lettres de crédit de soutien						
Financières	10 548 \$	100 %	10 548 \$	100 %	8 629 \$	8 758 \$
Non financières	2 843	50 %	1 422	100 %	1 422	1 626
Lettres de crédit documentaire	750	20 %	150	100 %	148	86
Prêts de titres	21 377	100 %	21 377	0 %	393	417
Engagements de crédit						
Échéance initiale d'un an ou moins	44 179	0 %	-	0 %	-	-
Échéance initiale supérieure à un an	39 960	50 %	19 980	100 %	18 821	18 856
Montants non engagés	53 750	0 %	-	0 %	-	-
Facilités d'émission d'effets/Facilités de prise ferme renouvelables	132	50 %	66	100 %	66	77
	173 539 \$		53 543 \$		29 479 \$	29 820 \$
	Capital nominal	Coût de remplacement brut positif (4)	Équivalent- crédit (5)			
Produits dérivés (6)						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux	95 678 \$	108 \$	543 \$	20 %	114 \$	3 \$
Swaps	697 902	17 568	21 390	20 %	5 617	1 892
Options achetées	19 901	416	538	20 %	123	61
	813 481	18 092	22 471		5 854	1 956
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	546 436	6 839	12 977	20 %	3 881	4 741
Swaps	74 819	1 902	5 536	20 %	1 261	1 198
Options achetées	49 154	721	1 339	20 %	441	452
	670 409	9 462	19 852		5 583	6 391
Autres contrats (7)	37 071	1 227	3 264	50 %	986	772
Total des produits dérivés avant compensation	1 520 961 \$	28 781	45 587		12 423	9 119
Incidence des accords généraux de compensation		(18 832)	(24 450)		(6 339)	(3 713)
Total des produits dérivés après compensation		9 949 \$	21 137		6 084	5 406
Total des instruments financiers hors bilan			74 680 \$		35 563 \$	35 226 \$
Risque de marché général					2 257	3 475
Total de l'actif ajusté en fonction des risques					171 047 \$	158 364 \$

(1) Établi selon les lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada et l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.

(2) Représente le principal taux de pondération des risques de contrepartie pour cette catégorie.

(3) Les montants sont présentés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts.

(4) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain.

(5) Comprend i) le total de la valeur de remplacement positive de tous les contrats en cours et ii) un montant représentant une évaluation du risque de crédit éventuel.

(6) Les contrats à terme standardisés et certaines options achetées sont négociés sur des bourses et sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens. Ces instruments sont exclus du calcul de l'actif ajusté en fonction des risques, car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire.

(7) Comprend les produits dérivés de crédit et les contrats sur titres de participation, sur marchandises et sur métaux précieux.

Priorité financière : excellence de la qualité du crédit

Points saillants

- Prêts à intérêts non comptabilisés s'établissant à 2,5 milliards de dollars, en hausse de 47 %
- Prêts à intérêts non comptabilisés correspondant à 1,36 % du total des prêts, en hausse par rapport à 1,00 % en 2000
- Provision pour pertes sur créances correspondant à 1,1 milliard de dollars, en hausse de 62 %
- Ratio des provisions spécifiques attribuées de 0,61 %, en hausse par rapport à 0,36 %
- Ratio des radiations nettes de 0,55 %, comparativement à 0,42 % à l'exercice 2000
- Provision cumulative pour pertes sur créances de 2,4 milliards de dollars, en hausse de 417 millions, ou 21 %

Prêts à intérêts non comptabilisés

Les prêts sont généralement classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés, c'est-à-dire que les intérêts sur ces prêts cessent d'être comptabilisés, lorsque les conditions précisées à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 62, sont réunies.

Comme il est indiqué au tableau 15 ci-dessous, les prêts à intérêts non comptabilisés ont augmenté de 787 millions de dollars par rapport à 2000, pour s'établir à 2 465 millions au 31 octobre 2001. Cette augmentation traduit des ajouts nets de 1 912 millions de dollars, ainsi que des radiations et des ajustements totalisant 1 125 millions.

Comme l'illustre le tableau 20 à la page 49, les prêts à intérêts non comptabilisés aux États-Unis ont augmenté de 481 millions de dollars, dont une tranche de 442 millions est attribuable aux prêts aux entreprises et aux gouvernements. De ce dernier montant, 272 millions de dollars concernent des prêts accordés à six entreprises du secteur des télécommunications aux États-Unis. Le secteur immobilier commercial et celui des technologies de l'information aux États-Unis ont eux aussi subi une hausse des prêts à intérêts non comptabilisés compensée en partie par une baisse dans le secteur des produits industriels aux États-Unis. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements à intérêts non comptabilisés attribuables à RBC Centura se sont établis à 103 millions de dollars.

Comme l'illustre le tableau 16, à la page 45, les prêts à intérêts non comptabilisés au Canada ont progressé de 254 millions de dollars, soit une hausse de 234 millions des prêts aux entreprises et aux gouvernements (principalement aux entreprises du secteur du transport et de l'environnement et aux exploitations agricoles) et une augmentation de 20 millions des prêts à la consommation. Cette dernière traduit une hausse de 63 millions de dollars dans le portefeuille des prêts aux particuliers et une chute de 43 millions dans le portefeuille des prêts hypothécaires résidentiels.

Les prêts internationaux à intérêts non comptabilisés (en excluant les prêts consentis aux États-Unis dont il est fait mention ci-dessus) se sont établis à 216 millions de dollars, en hausse de 52 millions par rapport à l'an dernier. Cette hausse est principalement attribuable au secteur du transport et de l'environnement.

Exprimés en pourcentage des prêts connexes (avant déduction de la provision cumulative pour pertes sur prêts), les prêts à intérêts non comptabilisés se sont établis à 1,36 %, en hausse par rapport à 1,00 % à l'exercice 2000.

Perspectives

Nous nous attendons à ce que l'économie nord-américaine demeure faible au premier semestre de l'année civile 2002, mais à ce qu'elle commence à se rétablir au deuxième semestre. En nous basant sur cette prévision, nous prévoyons que le niveau des prêts à intérêts non comptabilisés n'augmentera pas de façon importante en 2002.

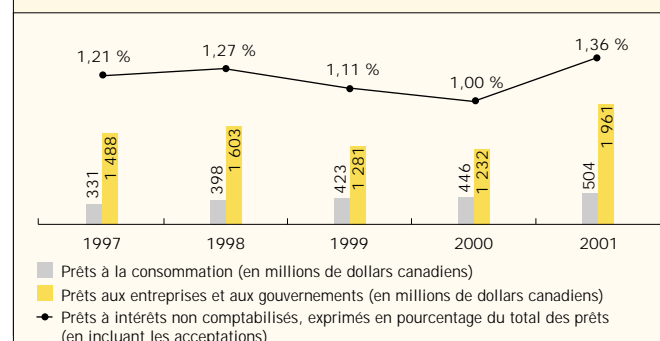
TABLEAU 15 Variation des prêts à intérêts non comptabilisés

(en millions de dollars canadiens)

	2001	2000	1999	1998	1997
Prêts à intérêts non comptabilisés au début	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$	1 819 \$	2 376 \$
Ajouts	2 067	1 146	990	1 271	705
Retraits	(155)	(333)	(247)	(643)	(624)
	1 912	813	743	628	81
Radiations et autres ajustements	(1 125)	(839)	(1 040)	(446)	(638)
Prêts à intérêts non comptabilisés à la fin	2 465 \$	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$	1 819 \$

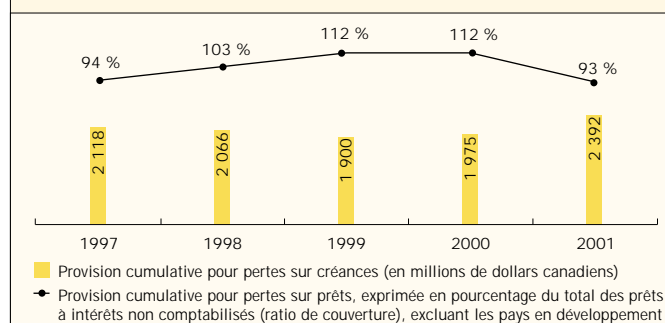
Prêts à intérêts non comptabilisés

La croissance des prêts à intérêts non comptabilisés est principalement attribuable aux prêts aux entreprises et aux gouvernements.



Provision cumulative pour pertes sur créances

Ratio de couverture près du ratio de 1997.



Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances imputée aux résultats représente le montant qui est nécessaire pour porter la provision cumulative pour pertes sur créances à un niveau jugé approprié par la direction, comme il est expliqué à la rubrique Provision cumulative pour pertes sur créances, présentée ci-dessous.

La provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 1 119 millions de dollars à l'exercice 2001, en hausse de 428 millions, ou 62 %, par rapport à l'exercice 2000, comme l'indique le [tableau 17, à la page 46](#).

Comme l'indique le [tableau 20, à la page 49](#), les provisions spécifiques attribuées aux États-Unis ont augmenté de 278 millions de dollars, bien plus de 90 % de cette augmentation étant attribuable au portefeuille des prêts aux entreprises et aux gouvernements et touchant six entreprises du secteur des télécommunications aux États-Unis. Le secteur immobilier commercial aux États-Unis a lui aussi connu une hausse, et les secteurs du transport et de l'environnement et des produits industriels aux États-Unis ont enregistré des baisses.

Comme l'indique le [tableau 17, à la page 46](#), les provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances au Canada ont progressé de 163 millions de dollars. Une hausse de 168 millions de dollars des provisions attribuables aux prêts aux entreprises et aux gouvernements découle des hausses enregistrées dans les secteurs des petites entreprises, de l'industrie forestière, de l'énergie et des biens immobiliers commerciaux, qui ont largement compensé le repli du secteur du transport et de l'environnement. Une baisse nette de 5 millions de dollars des provisions au titre des prêts à la consommation est attribuable à une diminution des provisions au titre des prêts aux particuliers, compensée en partie par de légères hausses des provisions au titre des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit.

Les provisions spécifiques attribuées se sont chiffrées à 0,52 % de la moyenne des prêts (y compris les acceptations de banque et les conventions de revente), en hausse par rapport à 0,31 % à l'exercice 2000. En vertu des PCGR du Canada, le ratio de la provision spécifique pour pertes sur créances s'établissait à 0,53 %, en hausse par rapport à 0,32 % à l'exercice 2000, et comparativement à l'objectif visé pour 2001, soit entre 0,30 % et 0,40 %.

Perspectives

En raison de la faiblesse de l'économie prévue au premier semestre de l'année civile 2002, la Banque prévoit que le ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts (y compris les conventions de revente) et des acceptations de banque se situera entre 0,45 % et 0,55 % (selon les PCGR du Canada) à l'exercice 2002.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances est maintenue à un niveau suffisant pour absorber les pertes probables des portefeuilles de prêts et d'opérations hors bilan. Les composantes individuelles ainsi que la provision cumulative globale sont évaluées trimestriellement en fonction des évaluations continues des comptes problèmes, des pertes subies récemment et de l'évolution d'autres facteurs, dont la composition et la qualité du portefeuille, la conjoncture économique et les exigences de la réglementation. La provision cumulative est augmentée de la provision pour pertes sur créances, qui est imputée aux résultats, et réduite du montant des radiations, déduction faite des recouvrements.

Le calcul de la provision cumulative pour pertes sur créances est basé sur des estimations fondées sur une analyse historique et ajustées en fonction de l'estimation faite par la direction à l'égard des hypothèses actuelles. Par conséquent, la provision cumulative pour pertes sur créances différera nécessairement des pertes réelles subies dans l'avenir. Afin de réduire ces écarts, la direction évalue régulièrement la méthodologie et toutes les hypothèses importantes.

Comme l'indique le [tableau 18, à la page 47](#), la provision cumulative pour pertes sur créances a augmenté de 417 millions de dollars entre 2000 et 2001.

Les radiations nettes ont augmenté de 263 millions de dollars, pour s'établir à 940 millions à l'exercice 2001. Cette hausse est attribuable aux augmentations de 88 millions de dollars et de 175 millions, respectivement, enregistrées au Canada et à l'étranger. Ces augmentations résultent principalement des radiations effectuées dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements au Canada et à l'étranger.

La provision cumulative pour pertes sur créances comporte quatre composantes – les provisions cumulatives spécifiques attribuées, les provisions cumulatives attribuées à l'égard des risques-pays, la provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative non attribuée, qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 63.

Provisions cumulatives spécifiques attribuées

Les provisions cumulatives spécifiques attribuées sont établies afin d'absorber les pertes les plus probables sur les prêts qui sont devenus des prêts à intérêts non comptabilisés. Les provisions spécifiques attribuées pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements sont établies par emprunteur. Les provisions spécifiques attribuées pour les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts aux particuliers et les prêts aux petites entreprises sont calculées sur une base de portefeuille d'après les pertes historiques liées aux prêts à intérêts non comptabilisés. Aucune provision spécifique attribuée n'est comptabilisée pour les cartes de crédit, puisque ces soldes sont radiés lorsqu'ils sont en souffrance depuis plus de 180 jours.

Provisions cumulatives attribuées à l'égard des risques-pays

Des provisions cumulatives attribuées à l'égard des risques-pays sont maintenues à l'égard de risques ayant trait à certains pays en développement d'après une évaluation générale du risque en cours et de la conjoncture économique dans ces pays.

Provision cumulative générale attribuée

La provision cumulative générale attribuée exprime la meilleure estimation possible des pertes probables dans la tranche du portefeuille qui n'a pas encore été désignée précisément comme celle des prêts à intérêts non comptabilisés. Le calcul de cette provision se fonde sur l'application de facteurs statistiques de pertes prévues aux facilités impayées et inutilisées. Les facteurs de pertes prévues sont calculés au moyen de l'évaluation de l'évolution statistique des pertes ajustées de façon à exprimer l'estimation faite par la direction quant aux éléments qui influent sur la qualité du portefeuille.

Provision cumulative non attribuée

La provision cumulative générale non attribuée est déterminée par l'évaluation faite par la direction des pertes probables dans le portefeuille mais qui ne sont pas prises en compte adéquatement dans le calcul des provisions cumulatives spécifiques attribuées, des provisions cumulatives attribuées à l'égard des risques-pays et de la provision cumulative générale attribuée. Cette évaluation tient compte de la conjoncture économique et commerciale courante et des exigences de la réglementation touchant les principales activités de crédit. Elle exprime également la reconnaissance par la direction des éléments imprécis et subjectifs que comporte la modélisation des risques de crédit.

Outre les provisions cumulatives dont il est fait mention ci-dessus, la Banque a conclu en octobre 2000 une entente quinquennale avec un réassureur coté AAA, aux termes de laquelle des capitaux seront fournis à la Banque si cette dernière subit des pertes exceptionnelles dans son portefeuille de prêts. Selon l'entente, le réassureur sera tenu d'acheter jusqu'à concurrence de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours en vigueur au 27 octobre 2000, si la provision cumulative générale pour pertes sur créances (provision cumulative générale attribuée et provision cumulative non attribuée) recule sous un seuil donné. D'après la direction, si ces actions avaient été émises maintenant, elles seraient considérées comme du capital de première catégorie selon les lignes directrices actuelles en matière de réglementation. La vente de titres réduirait l'incidence des pertes sur prêts sur le capital de base de la Banque en reconstituant le capital.

TABLEAU 16	Prêts à intérêts non comptabilisés				
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2001	2000	1999	1998	1997
Au Canada					
Provinces de l'Atlantique	124 \$	115 \$	77 \$	60 \$	64 \$
Québec	282	198	259	261	378
Ontario	621	572	438	543	583
Provinces des Prairies	143	129	198	161	369
Colombie-Britannique	453	355	415	485	83
Total au Canada	1 623	1 369	1 387	1 510	1 477
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	142	185	173	166	166
Prêts aux particuliers	310	247	236	217	153
	452	432	409	383	319
Entreprises et gouvernements					
Petites et moyennes entreprises (1)	261	248	232	130	144
Exploitations agricoles (1)	111	53	62	47	46
Services publics	27	-	38	6	2
Services financiers	7	20	16	121	8
Prêts hypothécaires commerciaux	22	16	25	22	43
Biens de consommation	11	37	43	55	43
Secteur immobilier commercial	95	90	186	182	348
Produits industriels	45	28	19	25	68
Transport et environnement	274	185	21	13	287
Médias et câblodistribution	43	36	42	29	6
Industrie forestière	195	184	233	383	79
Industrie automobile	18	5	1	1	-
Télécommunications	-	-	2	1	-
Technologies de l'information	11	8	13	13	12
Autres	51	27	45	99	72
	1 171	937	978	1 127	1 158
Total au Canada	1 623	1 369	1 387	1 510	1 477
A l'étranger					
États-Unis	626	145	41	18	42
Europe	79	46	58	59	43
Antilles	55	48	47	62	71
Amérique latine	14	9	10	4	20
Asie	37	33	127	308	132
	811	281	283	451	308
Pays en développement	31	28	34	40	34
Total à l'étranger	842	309	317	491	342
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	37	14	14	15	12
Prêts aux particuliers	15	-	-	-	-
	52	14	14	15	12
Entreprises et gouvernements					
Services publics	3	14	23	31	14
Services financiers	83	41	89	90	46
Biens de consommation	19	2	18	119	115
Secteur immobilier commercial	81	4	5	12	31
Produits industriels	10	83	38	76	30
Transport et environnement	91	56	-	1	3
Industrie automobile	33	-	5	43	4
Télécommunications	272	-	-	-	-
Technologies de l'information	76	-	-	-	-
Autres	122	95	125	104	87
	790	295	303	476	330
Total à l'étranger	842	309	317	491	342
Total (2), (3)	2 465 \$	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$	1 819 \$
Prêts à intérêts non comptabilisés, en pourcentage des prêts s'y rapportant (y compris les acceptations) (4)					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,22 %	0,30 %	0,30 %	0,30 %	0,31 %
Prêts aux particuliers	1,14	0,91	0,97	0,99	0,76
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations	2,75	1,97	2,24	2,52	2,72
	1,18	0,97	1,07	1,21	1,25
À l'étranger	1,95	1,15	1,28	1,49	1,07
Total	1,36 %	1,00 %	1,11 %	1,27 %	1,21 %

(1) Comprend la tranche des prêts à intérêts non comptabilisés qui est garantie par les gouvernements; cette tranche s'élève à 95 millions de dollars pour 2001 (101 millions en 2000; 79 millions en 1999) pour ce qui est des petites et moyennes entreprises et à 6 millions (6 millions en 2000; 5 millions en 1999) pour les exploitations agricoles. Au cours des exercices précédents, seule la tranche non garantie était incluse dans les prêts à intérêts non comptabilisés.

(2) Les prêts à intérêts non comptabilisés comprennent des biens saisis de 37 millions de dollars en 2001 (20 millions en 2000; 26 millions en 1999; 28 millions en 1998; 45 millions en 1997).

(3) Des prêts en souffrance de 245 millions de dollars pour 2001 ne sont pas inclus dans les prêts à intérêts non comptabilisés.

(4) Les prêts au Canada comprennent tous les prêts comptabilisés au Canada, peu importe la devise dans laquelle ils sont libellés ou le lieu de résidence de l'emprunteur.

TABEAU 17	Provision pour pertes sur créances				
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2001	2000	1999	1998	1997
Au Canada					
Provinces de l'Atlantique	63 \$	58 \$	32 \$	35 \$	37 \$
Québec	43	22	71	63	149
Ontario	398	342	52	144	13
Provinces des Prairies	81	64	95	53	29
Colombie-Britannique	104	40	192	132	37
Total au Canada	689	526	442	427	265
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	8	-	4	9	12
Prêts aux particuliers	265	301	172	171	114
Prêts sur cartes de crédit	125	102	55	28	65
	398	403	231	208	191
Entreprises et gouvernements					
Petites et moyennes entreprises	164	105	113	48	51
Exploitations agricoles	20	4	2	4	1
Services publics	17	(8)	12	1	(1)
Services financiers	(9)	-	5	113	1
Prêts hypothécaires commerciaux	7	2	8	6	18
Biens de consommation	2	7	11	23	(29)
Secteur immobilier commercial	15	(17)	9	(30)	(78)
Produits industriels	14	2	(10)	(6)	12
Transport et environnement	13	56	7	(27)	(9)
Médias et câblodistribution	13	12	8	4	4
Industrie forestière	7	(36)	81	76	86
Industrie automobile	17	-	-	-	-
Télécommunications	-	(1)	(32)	(29)	-
Technologies de l'information	3	8	8	5	1
Autres	8	(11)	(11)	31	17
	291	123	211	219	74
Total au Canada	689	526	442	427	265
À l'étranger					
États-Unis	377	99	45	(7)	(8)
Europe	(1)	(9)	21	10	(24)
Antilles	(6)	3	-	3	7
Amérique latine	5	2	2	(2)	7
Asie	(19)	(50)	20	124	83
Australie et Nouvelle-Zélande	4	-	-	-	-
Total à l'étranger	360	45	88	128	65
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	-	-	1	1	-
Prêts aux particuliers	5	-	-	-	-
Prêts sur cartes de crédit	2	-	-	-	-
	7	-	1	1	-
Entreprises et gouvernements					
Services publics	(8)	(2)	-	21	4
Services financiers	(3)	(21)	2	36	(2)
Biens de consommation	-	(7)	(10)	(5)	46
Secteur immobilier commercial	65	1	2	(2)	(1)
Produits industriels	3	34	31	9	5
Transport et environnement	8	42	-	(1)	1
Médias et câblodistribution	3	-	-	-	-
Industrie automobile	7	(8)	(2)	29	-
Télécommunications	272	-	-	-	-
Technologies de l'information	7	-	3	-	-
Autres	(1)	6	61	40	12
	353	45	87	127	65
Total à l'étranger	360	45	88	128	65
Provisions spécifiques attribuées	1 049	571	530	555	330
Provision attribuée à l'égard des risques-pays	-	-	-	(80)	-
Provision générale attribuée (1)	205	73	s.o.	s.o.	s.o.
Total de la provision attribuée (1)	1 254	644	s.o.	s.o.	s.o.
Provision non attribuée (1)	(135)	47	s.o.	s.o.	s.o.
Total	1 119 \$	691 \$	760 \$	575 \$	380 \$
Exprimé en pourcentage de la moyenne des prêts s'y rapportant (y compris les acceptations)					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,01 %	- %	0,01 %	0,02 %	0,02 %
Prêts aux particuliers	0,94	1,12	0,71	0,76	0,59
Prêts sur cartes de crédit	2,73	2,87	2,39	1,39	1,84
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations	0,67	0,28	0,49	0,51	0,19
	0,50	0,39	0,35	0,35	0,24
À l'étranger	1,08	0,18	0,31	0,37	0,22
Total des provisions spécifiques attribuées	0,61 %	0,36 %	0,34 %	0,36 %	0,23 %
Total de la provision pour pertes sur créances	0,65 %	0,43 %	0,49 %	0,37 %	0,27 %
Exprimé en pourcentage de la moyenne des prêts (y compris les acceptations) et des conventions de revente					
Total des provisions spécifiques attribuées	0,52 %	0,31 %	0,30 %	0,31 %	0,21 %
Total de la provision pour pertes sur créances	0,55 %	0,38 %	0,43 %	0,32 %	0,24 %

(1) La provision générale attribuée et la provision non attribuée totalisaient 230 millions de dollars en 1999, 100 millions en 1998 et 50 millions en 1997. Elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes.

TABEAU 18 Provison cumulative pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2001	2000	1999	1998	1997
Provison cumulative au début	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$	2 118 \$	2 235 \$
Provison pour pertes sur créances	1 119	691	760	575	380
Radiations					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	(15)	(11)	(14)	(17)	(34)
Prêts aux particuliers	(394)	(372)	(236)	(163)	(138)
Prêts sur cartes de crédit	(169)	(150)	(65)	(52)	(98)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(296)	(225)	(524)	(250)	(361)
	(874)	(758)	(839)	(482)	(631)
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts hypothécaires résidentiels	(9)	-	-	-	-
Prêts aux particuliers	(7)	-	-	-	-
Prêts sur cartes de crédit	(2)	-	-	-	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(233)	(81)	(229)	(29)	(28)
Risques à l'égard des pays en développement	-	-	(4)	(325)	(10)
	(251)	(81)	(233)	(354)	(38)
	(1 125)	(839)	(1 072)	(836)	(669)
Recouvrements					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	-	-	2	6	9
Prêts aux particuliers	66	44	31	26	21
Prêts sur cartes de crédit	44	48	10	24	32
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	58	48	66	80	62
	168	140	109	136	124
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts aux particuliers	1	-	-	-	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	16	22	5	8	17
	17	22	5	8	17
	185	162	114	144	141
Radiations nettes	(940)	(677)	(958)	(692)	(528)
Acquisition de Centura Banks, Inc.	157				
Ajustements	81	61	32	65	31
Provison cumulative à la fin	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$	2 118 \$
Radiations nettes (excluant les pays en développement), en pourcentage de la moyenne des prêts	0,55 %	0,42 %	0,61 %	0,24 %	0,36 %
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts	0,55 %	0,42 %	0,62 %	0,45 %	0,37 %
Attribution de la provision cumulative (1)					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	45 \$	46 \$	53 \$	50 \$	52 \$
Prêts aux particuliers	447	403	344	156	92
Prêts sur cartes de crédit	147	88	60	-	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	791	664	748	604	562
	1 430	1 201	1 205	810	706
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts hypothécaires résidentiels	4	11	9	7	6
Prêts aux particuliers	33	-	-	-	-
Prêts sur cartes de crédit	5	-	-	-	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	581	322	380	359	307
	623	333	389	366	313
Provison cumulative attribuée pour pertes sur prêts (2)	2 053	1 534	1 594	s.o.	s.o.
Provison cumulative non attribuée pour pertes sur prêts (2)	225	337	290	s.o.	s.o.
Total de la provision cumulative pour pertes sur prêts	2 278	1 871	1 884	2 026	1 769
Provison cumulative pour engagements hors bilan et autres (3)	109	98	-	-	-
Provison cumulative pour titres exonérés d'impôts	5	6	16	40	30
Provison cumulative à l'égard des risques-pays (titres)	-	-	-	-	319
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$	2 118 \$
Répartition de la provision cumulative					
Provisions cumulatives spécifiques attribuées	951 \$	747 \$	786 \$	1 176 \$	932 \$
Provison cumulative attribuée à l'égard des risques-pays	31	28	34	40	436
Provison cumulative générale attribuée (2), (4)	1 185	863	790	s.o.	s.o.
Total de la provision cumulative attribuée pour pertes sur créances (2)	2 167	1 638	1 610	s.o.	s.o.
Provison cumulative non attribuée pour pertes sur créances (2)	225	337	290	s.o.	s.o.
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$	2 118 \$
Pourcentage des prêts par rapport au total des prêts					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	35 %	37 %	38 %	36 %	35 %
Prêts aux particuliers	15	16	16	14	14
Prêts sur cartes de crédit	2	3	2	1	2
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	24	28	28	28	28
	76	84	84	79	79
À l'étranger	24	16	16	21	21
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Provison cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du total des prêts (y compris les acceptations de banque)	1,3 %	1,1 %	1,2 %	1,3 %	1,2 %
Provison cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du total des prêts (y compris les acceptations de banque) et des conventions de revente	1,0 %	1,0 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %
Provison cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés (ratio de couverture), excluant les pays en développement	93 %	112 %	112 %	103 %	94 %

(1) En raison d'un changement de méthode adopté en 1999, la provision cumulative pour pertes sur prêts en 2001, en 2000 et en 1999 comprend les montants de la provision cumulative générale attribuée, qui ont été répartis entre les catégories de prêts. Ces montants totalisent 1 076 millions de dollars (765 millions en 2000; 790 millions en 1999) et ont été répartis comme suit : au Canada – prêts hypothécaires résidentiels, 21 millions de dollars (18 millions en 2000; 11 millions en 1999); prêts aux particuliers, 266 millions (207 millions en 2000; 174 millions en 1999); prêts sur cartes de crédit, 147 millions (88 millions en 2000; 60 millions en 1999); prêts aux entreprises et aux gouvernements, 385 millions (321 millions en 2000; 370 millions en 1999); à l'étranger – prêts hypothécaires résidentiels, 2 millions de dollars (néant en 2000 et en 1999); prêts aux particuliers, 26 millions (néant en 2000 et en 1999); prêts sur cartes de crédit, 5 millions (néant en 2000 et en 1999); prêts aux entreprises et aux gouvernements, 224 millions (131 millions en 2000; 175 millions en 1999). Les montants antérieurs à 1999 ne comprennent pas la provision cumulative générale attribuée.

(2) Avant le 31 octobre 1999, la provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative non attribuée totalisaient 850 millions de dollars en 1998 et 750 millions en 1997; elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes.

(3) Depuis l'exercice 2000, la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres est constatée au poste Autres passifs. Au cours des exercices précédents, ce montant était inclus dans la provision cumulative pour pertes sur prêts.

(4) Comprend la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres.

TABLEAU 19		Prêts (1)						
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		2001	2000	1999	1998	1997	2001	1997
Au Canada								
Provinces de l'Atlantique	9 654 \$	9 690 \$	8 840 \$	8 052 \$	7 714 \$	5,3 %	5,2 %	
Québec	13 863	16 191	14 936	14 066	14 758	7,7	9,8	
Ontario	70 164	60 999	54 724	51 977	48 717	38,8	32,5	
Provinces des Prairies	25 192	29 402	25 521	23 288	22 150	13,9	14,8	
Colombie-Britannique	22 696	25 118	23 141	22 295	21 646	12,5	14,4	
Total au Canada	141 569	141 400	127 162	119 678	114 985	78,2	76,7	
À l'étranger								
États-Unis	25 944	13 415	13 060	13 717	12 725	14,3	8,5	
Europe, Moyen-Orient et Afrique	7 918	6 544	6 617	13 174	11 763	4,4	7,8	
Antilles	1 856	2 059	1 502	1 573	1 274	1,0	0,9	
Amérique latine	1 680	1 842	2 309	3 875	3 493	0,9	2,3	
Asie	1 328	1 781	2 417	4 550	5 372	0,7	3,6	
Australie et Nouvelle-Zélande	805	771	983	825	343	0,5	0,2	
Total à l'étranger	39 531	26 412	26 888	37 714	34 970	21,8	23,3	
Total des prêts	181 100	167 812	154 050	157 392	149 955	100,0 %	100,0 %	
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 278)	(1 871)	(1 884)	(2 026)	(1 769)			
Total	178 822 \$	165 941 \$	152 166 \$	155 366 \$	148 186 \$			
Au Canada								
Particuliers								
Prêts hypothécaires résidentiels	64 066 \$	61 444 \$	58 524 \$	55 836 \$	52 835 \$	35,4 %	35,2 %	
Prêts aux particuliers	27 202	27 207	24 353	21 814	20 214	15,0	13,5	
Prêts sur cartes de crédit	4 110	4 666	2 666	1 945	2 324	2,3	1,6	
	95 378	93 317	85 543	79 595	75 373	52,7	50,3	
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations								
Petites et moyennes entreprises (2)	9 788	11 701	10 334	8 452	7 325	5,4	4,9	
Exploitations agricoles	4 758	4 931	4 217	3 851	3 479	2,6	2,3	
Services publics	4 293	3 754	3 350	3 442	3 845	2,4	2,6	
Services financiers	3 010	2 218	1 567	1 718	1 976	1,7	1,2	
Prêts hypothécaires commerciaux	2 635	2 961	2 635	2 434	2 392	1,4	1,6	
Biens de consommation	2 447	2 874	2 086	2 802	2 787	1,3	1,9	
Secteur immobilier commercial	2 325	2 594	2 400	2 523	2 872	1,3	1,9	
Produits industriels	2 174	2 470	2 301	2 241	2 137	1,2	1,4	
Transport et environnement	2 138	1 519	1 562	1 392	1 481	1,2	1,0	
Gouvernements	1 597	1 385	2 105	1 951	1 575	0,9	1,1	
Médias et cablodistribution (3)	1 510	1 120	1 135	959	–	0,8	–	
Industrie forestière	1 275	1 362	1 151	1 728	1 976	0,7	1,3	
Industrie automobile	864	673	611	698	787	0,5	0,5	
Télécommunications	677	1 008	525	361	–	0,4	–	
Technologies de l'information	203	210	191	204	1 340	0,1	0,9	
Autres	6 497	7 303	5 449	5 327	5 640	3,6	3,8	
	46 191	48 083	41 619	40 083	39 612	25,5	26,4	
Total au Canada	141 569	141 400	127 162	119 678	114 985	78,2	76,7	
À l'étranger								
Particuliers								
Prêts hypothécaires résidentiels	3 378	1 540	718	632	534	1,9	0,4	
Prêts aux particuliers	5 309	812	902	947	650	2,9	0,4	
Prêts sur cartes de crédit	173	–	–	–	–	0,1	–	
	8 860	2 352	1 620	1 579	1 184	4,9	0,8	
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations								
Services publics	2 994	3 051	3 887	4 702	3 877	1,7	2,6	
Services financiers	9 347	7 912	6 937	10 896	11 359	5,2	7,6	
Biens de consommation	1 699	1 111	1 411	2 756	2 365	0,9	1,6	
Secteur immobilier commercial	4 082	271	464	862	926	2,2	0,6	
Produits industriels	2 116	1 749	1 325	1 881	2 589	1,2	1,7	
Transport et environnement	1 571	1 487	1 975	2 296	1 762	0,8	1,2	
Gouvernements	128	167	773	492	622	0,1	0,4	
Médias et cablodistribution (3)	1 380	2 033	1 909	2 270	–	0,8	–	
Industrie forestière	385	468	549	609	609	0,2	0,4	
Industrie automobile	527	513	878	2 264	1 771	0,3	1,2	
Télécommunications	1 558	2 244	1 206	1 756	–	0,9	–	
Technologies de l'information	396	433	709	1 212	4 722	0,2	3,1	
Autres	4 488	2 621	3 245	4 139	3 184	2,4	2,1	
	30 671	24 060	25 268	36 135	33 786	16,9	22,5	
Total à l'étranger	39 531	26 412	26 888	37 714	34 970	21,8	23,3	
Total des prêts	181 100	167 812	154 050	157 392	149 955	100,0 %	100,0 %	
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 278)	(1 871)	(1 884)	(2 026)	(1 769)			
Total	178 822 \$	165 941 \$	152 166 \$	155 366 \$	148 186 \$			

(1) La répartition est fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les prêts aux petites et moyennes entreprises en 2001 se rapportent aux secteurs d'activité suivants : prêts de 1 788 millions de dollars liés au secteur immobilier commercial; prêts de 1 665 millions liés au secteur des biens de consommation; prêts de 916 millions liés au secteur des produits industriels; prêts de 605 millions liés aux secteurs du transport et de l'environnement; prêts de 434 millions liés au secteur de l'industrie automobile; prêts de 296 millions liés au secteur de l'industrie forestière; prêts de 157 millions liés au secteur des services publics; prêts de 133 millions liés au secteur des technologies de l'information; prêts de 96 millions liés au secteur des services financiers; prêts de 84 millions liés aux secteurs des médias et de la cablodistribution; prêts de 45 millions liés au secteur des télécommunications; prêts de 3 569 millions liés aux autres secteurs.

(3) Comprend des prêts liés au secteur de la cablodistribution de 330 millions de dollars au Canada en 2001 (262 millions en 2000; 169 millions en 1999; 164 millions en 1998; néant en 1997), et de 625 millions de dollars à l'étranger en 2001 (1 321 millions en 2000; 850 millions en 1999; 1 221 millions en 1998; néant en 1997).

TABLEAU 20 Prêts aux États-Unis et données relatives à la qualité de ces prêts (1)

(en millions de dollars canadiens)	Solde des prêts		Prêts à intérêts non comptabilisés		Provision pour pertes sur créances	
	2001	2000	2001	2000	2001	2000
Particuliers						
Prêts hypothécaires résidentiels	2 666 \$	845 \$	24 \$	- \$	8 \$	- \$
Prêts aux particuliers	4 621	78	15	-	5	-
Prêts sur cartes de crédit	128	-	-	-	2	-
	7 415	923	39	-	15	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations						
Services publics	1 613	1 582	-	-	-	-
Services financiers	4 104	4 521	30	-	7	-
Biens de consommation	1 172	435	9	-	2	-
Secteur immobilier commercial	3 773	44	81	4	66	2
Produits industriels	1 513	1 107	8	68	3	40
Transport et environnement	788	469	48	56	(4)	42
Gouvernements	23	-	-	-	-	-
Médias et câblodistribution (2)	1 038	1 782	-	-	3	-
Industrie forestière	98	181	-	-	-	-
Industrie automobile	408	221	33	-	6	-
Télécommunications	835	1 131	272	-	272	-
Technologies de l'information	299	374	76	-	7	-
Autres	2 865	645	30	17	-	15
	18 529	12 492	587	145	362	99
	25 944 \$	13 415 \$	626 \$	145 \$	377 \$	99 \$

(1) En fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comprend des prêts de 455 millions de dollars liés au secteur de la câblodistribution (1 162 millions en 2000).

TABLEAU 21 Encours à l'étranger (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2001		2000		1999	
		Pourcentage de l'actif total		Pourcentage de l'actif total		Pourcentage de l'actif total
États-Unis – Banques	7 186 \$		5 462 \$		4 208 \$	
Gouvernement	3 834		889		486	
Autres	49 172		30 034		23 865	
	60 192	16,61 %	36 385	12,38 %	28 559	10,45 %
Europe de l'Ouest						
Royaume-Uni – Banques	6 275		4 347		4 960	
Gouvernement	153		26		79	
Autres	5 256		5 791		4 308	
	11 684	3,22	10 164	3,46	9 347	3,42
France – Banques	2 378		2 379		2 082	
Gouvernement	68		45		57	
Autres	1 176		1 552		784	
	3 622	1,00	3 976	1,35	2 923	1,07
Allemagne – Banques	5 952		5 471		5 608	
Gouvernement	173		1		291	
Autres	559		643		268	
	6 684	1,84	6 115	2,08	6 167	2,26
Pays-Bas	2 218	0,61	1 300	0,44	2 060	0,75
Suisse	1 362	0,38	1 687	0,57	2 044	0,75
Autres	5 244	1,45	4 305	1,47	4 309	1,57
	30 814	8,50	27 547	9,37	26 850	9,82
Europe centrale, Europe de l'Est, Moyen-Orient et Afrique	469	0,13	645	0,22	769	0,28
Amérique latine						
Argentine	193	0,06	324	0,11	437	0,16
Bésil	71	0,02	75	0,02	160	0,06
Chili	836	0,23	751	0,26	640	0,24
Mexique	696	0,19	343	0,12	665	0,24
Autres	174	0,05	212	0,07	272	0,10
	1 970	0,55	1 705	0,58	2 174	0,80
Antilles						
Bahamas	1 520	0,42	1 549	0,53	1 674	0,61
Autres	1 902	0,52	1 952	0,66	1 236	0,45
	3 422	0,94	3 501	1,19	2 910	1,06
Asie						
Japon – Banques	53		634		390	
Gouvernement	1 663		1 599		625	
Autres	988		1 000		1 256	
	2 704	0,75	3 233	1,10	2 271	0,83
Singapour	217	0,06	336	0,11	411	0,15
République de Corée	449	0,12	338	0,11	462	0,17
Autres	145	0,04	188	0,07	755	0,28
	3 515	0,97	4 095	1,39	3 899	1,43
Australie et Nouvelle-Zélande	2 335	0,64	1 775	0,60	2 444	0,89
Provision cumulative pour pertes sur prêts (2)	(728)	(0,20)	(441)	(0,15)	(389)	(0,14)
Total	101 989 \$	28,14 %	75 212 \$	25,58 %	67 216 \$	24,59 %

(1) Comprend les actifs suivants, liés à des clients situés dans un pays étranger : les prêts, les intérêts courus, les acceptations, les dépôts productifs d'intérêt à d'autres banques, les valeurs mobilières, les autres placements productifs d'intérêt et les autres actifs monétaires, y compris les gains nets de réévaluation sur les contrats de change et les produits dérivés. Les encours libellés en monnaie locale, qu'ils soient ou non couverts ou financés par des emprunts libellés en monnaie locale, sont compris dans les encours du pays en question. Les encours à l'étranger sont présentés en fonction de la région de risque ultime.

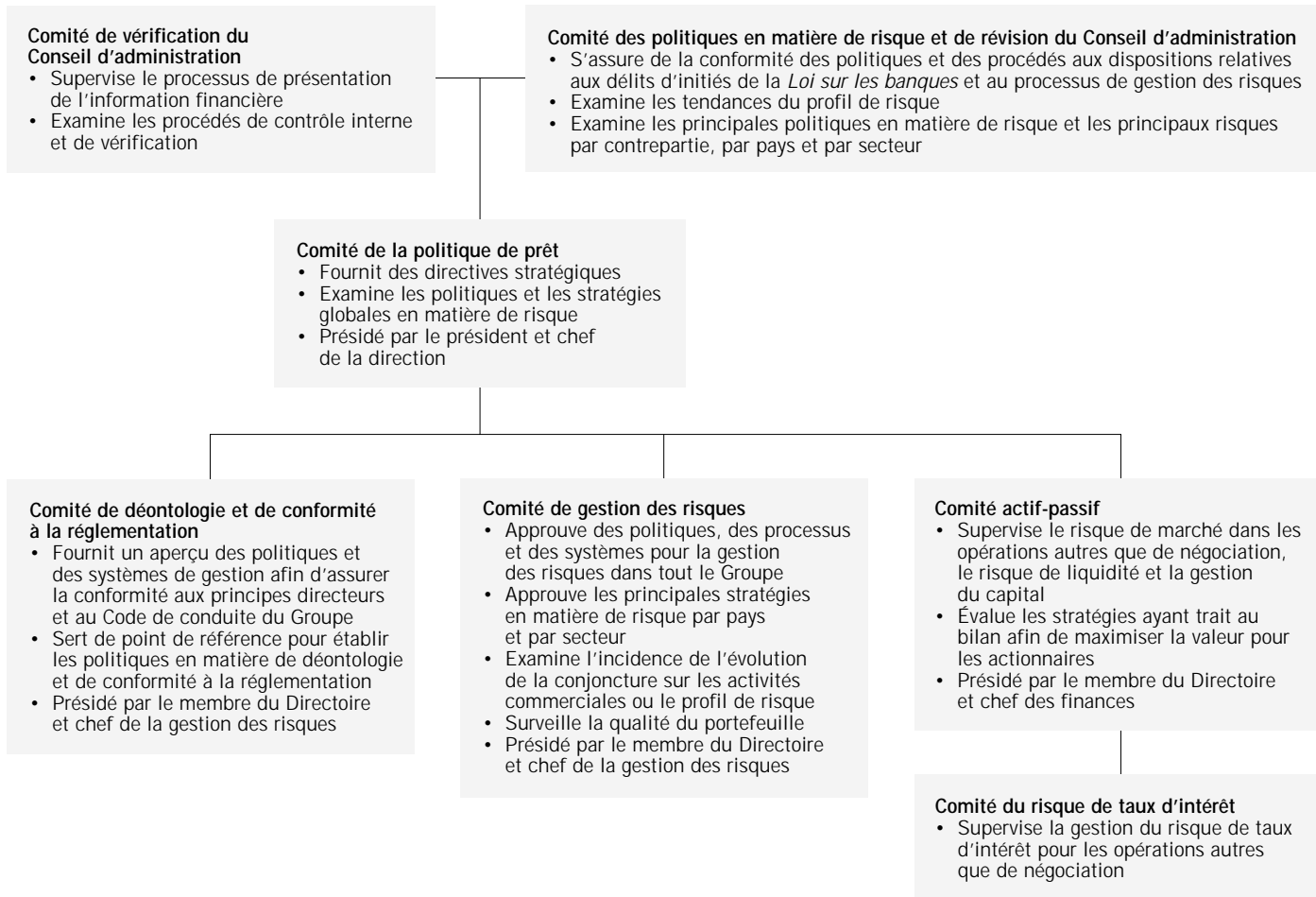
(2) La provision cumulative pour pertes sur prêts comprend la provision cumulative attribuée à l'égard des risques-pays et la tranche relative à l'étranger des provisions cumulatives spécifiques attribuées, de la provision cumulative générale attribuée et de la provision cumulative non attribuée.

Gestion des risques

Vue générale

La Banque gère le risque stratégiquement afin d'accroître la valeur pour les actionnaires. La pierre angulaire d'une gestion des risques efficace à la Banque consiste en une solide culture de gestion des risques, qui est étayée par de nombreux processus d'élaboration de stratégies et de politiques, dirigés conjointement par les spécialistes de la gestion des risques et par les unités. Ce partenariat vise à garantir que la Banque demeure axée stratégiquement sur les questions touchant les activités, les risques et les ressources.

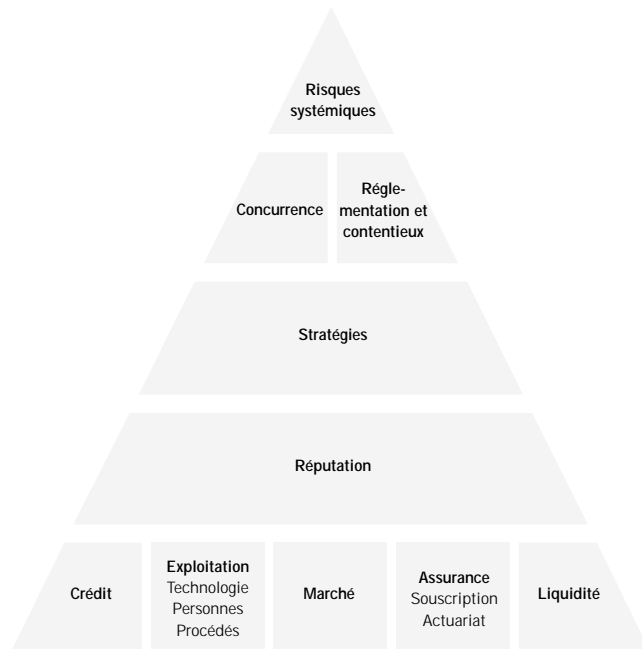
Bien que le partenariat soit important, l'indépendance de la Gestion des risques du Groupe est essentielle. Le membre du Directoire et chef de la gestion des risques, qui relève directement du président et chef de la direction, dirige une fonction globale structurée de façon à tenir compte des besoins changeants et des initiatives stratégiques de l'organisation. Le processus de gestion des risques bénéficie de la supervision des comités de direction et du Conseil. En 2001, les responsabilités du chef de la conformité à la réglementation ont été étendues, et le Comité de déontologie et de conformité à la réglementation a été ajouté à la structure des comités de gestion des risques :



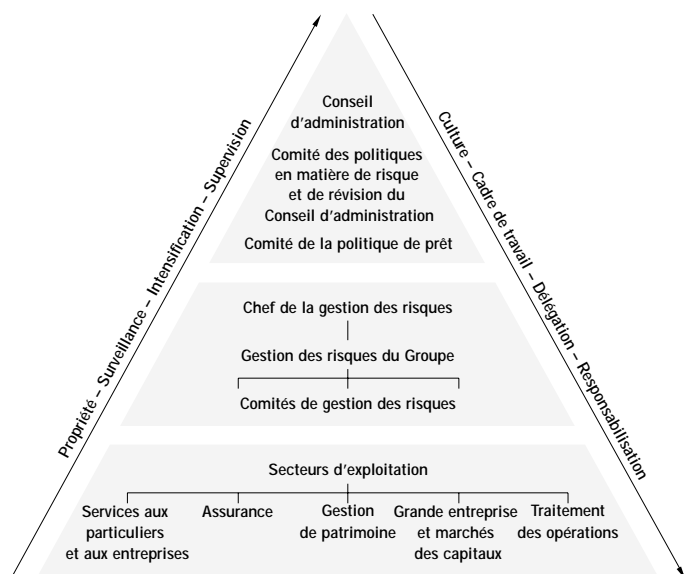
La pyramide de risque est le principal outil d'évaluation des risques au sein de la Banque. Elle donne à l'organisation une langue commune qui lui permet d'évaluer les risques liés aux examens d'entreprises, aux nouvelles activités, aux nouveaux produits, aux nouvelles initiatives, aux acquisitions ou aux alliances. La pyramide sert également à fournir une optique organisationnelle des rôles et des responsabilités assumés par le Conseil et la direction afin d'assurer une gestion des risques efficace au sein de la Banque. Elle a initialement été élaborée comme un outil de communication et elle continue d'être utilisée à cette fin.

Les spécialistes de la Gestion des risques travaillent en collaboration avec les unités opérationnelles et fonctionnelles à la détection des risques, puis à leur évaluation, à leur surveillance et à leur gestion. Suivant une méthode de gestion de portefeuille appliquée à l'échelle du Groupe, ils utilisent des techniques d'analyse de portefeuille afin d'optimiser le rapport risque-rendement et de garantir une répartition efficiente du capital au sein de la Banque.

Pyramide de risque



Pyramide de risque : optique organisationnelle



Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit correspond habituellement au risque de perte causée par l'incapacité ou le refus d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. La distinction par rapport au risque de marché n'est cependant pas évidente, car le risque de crédit peut également être attribuable à la diminution de la valeur marchande causée par la détérioration de la situation financière d'une contrepartie. Un processus de gestion disciplinée du risque de crédit préserve l'indépendance et l'intégrité dans l'évaluation des risques, tout en étant intégré aux processus de gestion des activités. Des politiques et des procédés, qui sont communiqués à toute l'organisation, guident la gestion quotidienne du risque de crédit et constituent une partie essentielle de la culture de l'entreprise.

Sous réserve du principe absolu de la diversification du portefeuille, la Banque met l'accent sur :

- des relations stratégiques et profitables avec les clients, autant actuelles qu'éventuelles;
- des secteurs d'activité dans lesquels les sociétés canadiennes jouissent d'un avantage concurrentiel particulier ou dans lesquels la Banque a acquis des compétences spéciales;
- des secteurs axés sur les activités qui génèrent un rendement attrayant compte tenu du risque (petites entreprises, secteur public, exploitations agricoles).

Au Canada, la Banque offre une gamme complète de services à des clients de tous les secteurs d'activité. À l'échelle internationale, elle poursuit ses activités dans les secteurs où elle a acquis de l'expertise (exploration minière, énergie, télécommunications et médias, et services financiers). Elle met de plus en plus l'accent sur le rapport risque-rendement des opérations individuelles et sur l'incidence de ces opérations sur la diversification du portefeuille, et elle prête une attention particulière à l'équilibre approprié entre la « nouvelle économie » et « l'économie traditionnelle ». Lorsque l'économie a commencé à ralentir au début de l'été, la Banque a évalué de façon proactive le risque lié aux secteurs cycliques tels que ceux des biens de consommation, du commerce de détail et de la fabrication d'automobiles. Elle a par ailleurs continué de suivre de près le secteur des produits forestiers. En 2001, le portefeuille de prêts consentis aux entreprises de ce secteur a chuté de 170 millions de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 1,7 milliard, en baisse par rapport à 2,6 milliards au 31 octobre 1997.

Au 31 octobre 2001, les prêts consentis aux entreprises des secteurs des télécommunications et de la câblodistribution s'élevaient à 3,2 milliards de dollars (4,8 milliards au 31 octobre 2000), et 47 % de ces prêts étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée. Les prêts dans le secteur des télécommunications s'élevaient à 2,2 milliards de dollars, dont 41 % étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée.

Au 31 octobre 2001, les prêts consentis aux entreprises du secteur du transport et de l'environnement s'élevaient à 3,7 milliards de dollars (3,0 milliards au 31 octobre 2000), et 62 % de ces prêts étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée. En 2001, le secteur de l'aviation commerciale, en particulier, a été touché par un ralentissement cyclique et par l'incidence des attentats terroristes perpétrés le 11 septembre aux États-Unis. Au 31 octobre 2001, les prêts consentis aux transporteurs aériens s'élevaient à 0,9 milliard de dollars, et 67 % de ces prêts étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée.

L'acquisition de RBC Centura a permis à la Banque d'élargir son portefeuille de prêts aux entreprises du secteur immobilier, mais la séparation géographique du portefeuille de RBC Centura et des marchés canadiens traditionnels de la Banque est considérée comme un facteur atténuant. Nonobstant cette diversification, la Banque prévoit, au cours des deux prochaines années, réduire de 1 milliard de dollars environ le total de son encours relatif aux entreprises du secteur immobilier, qui se chiffrait à 6,4 milliards à la fin de l'exercice.

La Banque a maintenu le cap de la réduction du risque lié aux marchés naissants. Elle a continué de réduire son risque de crédit lié aux marchés naissants de l'Asie, de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et de l'Afrique, mais le rythme de cette réduction accuse maintenant un ralentissement. Son risque dans ces marchés concerne principalement des filiales de multinationales et de banques étrangères, et des sociétés qui exercent d'importantes activités en Amérique du Nord et offrent des possibilités de services tarifés dans leur marché intérieur. C'est particulièrement le cas en Amérique latine, où le risque est principalement lié au secteur privé et concerne surtout le financement de projets donnés, le risque lié directement au gouvernement étant négligeable.

Parmi les produits qui composent le portefeuille, les prêts traditionnels occupent de moins en moins de place, surtout en ce qui concerne les activités bancaires internationales. L'accent est davantage mis sur des activités de négociation, par exemple les opérations de change, les swaps, les options, les produits dérivés sur actions et les produits à revenu fixe. Les opérations sont effectuées par des équipes spécialisées à Toronto, New York, Londres et Sydney. Des services administratifs indépendants sur place veillent à ce que les lignes directrices en matière de risque soient respectées. La Gestion des risques à Toronto doit approuver les nouveaux produits ou les nouvelles structures après avoir fait une analyse des risques et une évaluation des facteurs de stress. Il y a deux niveaux de contrôle du risque des produits de négociation. Premièrement, les marges de crédit individuelles doivent être approuvées pour chaque contrepartie. Deuxièmement, le niveau global des marges approuvées est limité par groupe de produits, par emplacement de la contrepartie ou par secteur. Ces limites sont particulièrement importantes dans le secteur financier, les banques représentant environ 35 % et les institutions financières autres que les banques représentant 15 % de toutes les autorisations de crédit commercial de la Banque.

Services aux particuliers et aux entreprises

Une gestion des risques spécialisée à l'égard de toutes les activités des Services aux particuliers et aux entreprises demeure un objectif clé pour 2002. Pour ce qui est des marchés des consommateurs et des petites entreprises, la Gestion des risques et les Services aux particuliers et aux entreprises ont uni leurs efforts afin d'améliorer notre système d'évaluation du crédit par score et nos stratégies relatives aux activités de montage, d'examen des comptes et de perception. Les avantages de ce projet devraient commencer à se matérialiser en 2002. Par ailleurs, la Gestion des risques, en collaboration avec les Marchés commerciaux, continue d'acquiescer de l'expertise dans le secteur et d'accroître ses capacités de gestion de portefeuille. Dans le marché milieu de gamme, la mise en œuvre du logiciel Conseiller financier de Moody (un logiciel conçu par les Services de gestion des risques de Moody et utilisé pour effectuer une analyse financière de l'information financière des clients aux fins du processus d'ouverture de crédit pour les clients du secteur privé et les entreprises) en 2002 aidera les directeurs de comptes à effectuer une analyse du crédit et à comprendre les besoins financiers de leurs entreprises clientes.

La Gestion des risques améliore continuellement les systèmes d'information de gestion afin d'accroître les capacités de gestion de portefeuille et d'améliorer les processus liés au crédit.

Grande entreprise et marchés des capitaux

En ce qui concerne les grandes entreprises clientes, la Banque aborde la gestion des risques selon une approche stratégique. Cette approche intègre des techniques exhaustives de gestion de portefeuille et des limites stratégiques prévisionnelles pour des secteurs et sous-secteurs, des pays et des clients fondées sur l'analyse des risques, les occasions d'affaires et le degré de risque que la Banque désire assumer. Le portefeuille d'actifs est géré d'une façon continue au moyen d'examen officiels – périodiques et liés aux événements – du rapport risque-rendement de la clientèle actuelle et des occasions potentielles, ainsi que d'un processus exhaustif de modélisation de portefeuille, qui rééquilibre les risques de la Banque ayant trait aux secteurs internationaux et aux divers pays. Au cours de l'exercice, nous avons augmenté la fréquence et la profondeur de l'analyse des cotes de crédit de nos emprunteurs et de nos contreparties.

Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation correspond au risque de subir une perte directe ou indirecte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, de la technologie, de facteurs humains ou de faits externes. L'incidence peut être une perte financière, une atteinte à la réputation, la perte d'une position concurrentielle ou une réprobation d'ordre réglementaire.

Bien qu'il soit impossible d'éliminer totalement le risque d'exploitation, la Banque s'efforce de le réduire au minimum en s'assurant que l'infrastructure, les contrôles, les systèmes et le personnel formé et compétent appropriés sont en place pour tout le Groupe. Des spécialistes chevronnés sont chargés de repérer et de mettre en œuvre les meilleures pratiques, selon la Banque, de l'industrie dans le domaine de la gestion du risque d'exploitation.

La Banque élabore et met en œuvre de façon proactive de nouvelles méthodes pour la détection, l'évaluation et la gestion du risque d'exploitation. En 2001, un grand nombre d'autoévaluations approfondies du risque d'exploitation ont été effectuées dans tous les secteurs, et ces derniers ont adopté des plans d'action afin de gérer leurs risques de façon proactive. Du capital ayant égard au risque d'exploitation a été réparti dans toutes les principales unités opérationnelles, en fonction d'une évaluation du risque de chacune.

En 2002, la Banque mettra en place des outils et des processus d'autoévaluation du risque d'exploitation dans toute l'organisation, et elle continuera d'élaborer des méthodes de quantification du risque d'exploitation et d'adopter les meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Risque lié aux affaires électroniques

Les affaires électroniques regroupent différentes cultures, pratiques commerciales et chaînes de valeurs complexes, ainsi que différents processus et talents. Innovation, réinvention et regroupement sont le propre des affaires électroniques, et la Banque se tient au courant des faits nouveaux et de la rapidité avec laquelle les affaires électroniques évoluent. Nous accordons une importance primordiale à la communication des meilleures pratiques en matière de gestion des risques liés aux affaires électroniques, et désirons mettre en place des outils de gestion des risques et de diligence raisonnable dans toute l'organisation.

La sécurité, la confidentialité et la gestion de la technologie sont les risques le plus souvent mentionnés en matière d'affaires électroniques, et les tendances à cet égard au sein de la Banque font l'objet d'une surveillance et d'une gestion attentives. Parmi les risques uniques et susceptibles d'être élevés sur lesquels nous nous concentrons, on compte la planification stratégique/commerciale, la continuité des affaires, la gestion du changement, le recrutement et la rétention de ressources humaines ayant des compétences spécialisées, et la gestion du savoir. En établissant un centre d'expertise en matière de risque lié aux affaires électroniques, la Banque est devenue un chef de file et un modèle en matière de gestion du risque lié aux affaires électroniques.

Gestion du risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises entraînent des pertes.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond à l'incidence défavorable potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur les résultats et la valeur économique de la Banque. Les principales sources du risque de taux d'intérêt auquel la Banque est exposée sont le risque de décalage dans la modification des taux, le risque d'écart de taux, le risque de base et le risque lié aux options. Le risque de décalage dans la modification des taux survient lorsqu'il y a des décalages ou des écarts dans les montants des actifs et des passifs et des instruments hors bilan dont les échéances ou les dates de modification des taux d'intérêt surviennent au cours d'une période donnée. Ces décalages découlent principalement des préférences des clients en matière d'échéance. Le risque d'écart de taux survient lorsque l'écart de taux est modifié en raison de l'évolution de la perception par le marché de la qualité et de la liquidité du crédit, qu'elles soient générales ou spécifiques. Le risque de base survient lorsque les différentiels de prix entre les divers indices en fonction desquels la Banque établit le prix de ses produits changent. Le risque lié aux options découle de l'incidence des mouvements des taux d'intérêt et du degré de volatilité sur la valeur marchande des options détenues dans les portefeuilles de la Banque.

Risque de change

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations des cours du change sur les résultats et la valeur économique de la Banque. La Banque est exposée au risque de change à la fois sur le marché des opérations de change au comptant et sur celui des contrats de change à terme ainsi que sur le marché des options. Le risque de change sur le marché au comptant survient lorsque la valeur actualisée totale de l'actif dans une devise donnée n'est pas égale à la valeur actualisée totale du passif dans cette même devise. Le risque découlant des contrats de change à terme survient lorsque, pour une devise donnée, le profil des échéances des contrats de change achetés diffère de celui des contrats de change vendus. Le risque lié aux options découle de l'incidence des mouvements des taux d'intérêt et de change ainsi que du taux de volatilité sur la valeur marchande des options faisant partie des portefeuilles de la Banque.

Risque sur actions

Le risque sur actions correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations des cours de certaines actions ou de l'évolution générale de la valeur du marché boursier sur les résultats de la Banque. La Banque est exposée au risque sur actions en raison de ses opérations d'achat et de vente d'actions à titre de contrepartiste dans ses activités de courtage. Le risque sur actions découle également des activités de négociation de la Banque, y compris la conclusion d'opérations de bourse sur mesure concernant les produits dérivés sur actions pour ses clients, les opérations d'arbitrage et la négociation pour son propre compte.

Risque sur marchandises

Le risque sur marchandises correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations des prix des marchandises sur les résultats et la valeur économique de la Banque. Le risque sur marchandises de la Banque touche principalement le portefeuille de négociation de la Banque et découle de son exposition aux variations des cours des métaux précieux. Toutefois, le risque sur marchandises auquel est exposé le portefeuille de négociation de la Banque est minime, car la Banque n'a habituellement pas de positions non couvertes pour ce portefeuille.

Le niveau du risque de marché auquel la Banque est exposée varie constamment, selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition des portefeuilles de négociation et autres que de négociation de la Banque. La Banque établit, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels elle surveille et limite l'exposition au risque de marché découlant de ses activités de négociation et de gestion de l'actif et du passif.

Activités de négociation

Le risque de marché associé aux activités de négociation découle des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des devises, des taux d'intérêt, des actions et des marchandises. Le groupe des opérations sur titres de la Banque joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de ses clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. La Banque agit également à titre de contrepartiste et adopte des positions exclusives de risque de marché en respectant les autorisations accordées par le Conseil. Ce risque est géré principalement au moyen d'une méthodologie de la valeur à risque (VAR).

La VAR est un concept de mesure du risque généralement reconnu qui utilise des modèles statistiques et des informations sur les prix du marché historiques pour calculer, selon un niveau de confiance donné, la perte maximale de valeur marchande que la Banque subirait dans ses portefeuilles de négociation par suite de mouvements défavorables des taux et des cours du marché pendant une journée. La VAR de la Banque est fondée sur un niveau de confiance de 99 % et représente une estimation de la perte maximale que pourrait subir la Banque dans ses portefeuilles de négociation 99 jours sur 100. La Banque utilise une simulation historique des scénarios des 500 jours de négociation précédents pour calculer la VAR de son portefeuille de négociation. Le graphique de la [page 53](#) illustre le rapprochement des revenus de négociation nets quotidiens et des montants de la VAR globale de négociation pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001. Le revenu de négociation net correspond à la somme des ajustements à la valeur du marché comptabilisée pour les positions de négociation et du revenu net d'intérêt accumulé attribuable aux actifs de négociation. Au cours de l'exercice 2001, la Banque a enregistré seulement deux jours où des pertes de négociation se sont produites, et elle n'a pas enregistré un seul jour où les pertes de négociation ont dépassé l'estimation de la VAR pour cette journée.

TABLEAU 22 Évaluation des risques de marché – activités de négociation (1)

(en millions de dollars canadiens)	2001				2000			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
VAR globale par catégorie de risque important								
Titres de participation	8 \$	16 \$	10 \$	6 \$	14 \$	22 \$	13 \$	6 \$
Change et marchandises	2	6	3	1	4	11	5	2
Taux d'intérêt	3	9	4	2	7	9	5	3
VAR globale (2)	8 \$	18 \$	11 \$	6 \$	18 \$	24 \$	16 \$	10 \$

(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.

(2) La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories de risque important et la diversification.

Au cours de l'exercice, la Banque a élargi sa gamme de produits sur taux d'intérêt afin d'y inclure les produits dérivés de crédit. Ces produits permettent de négocier le risque de crédit indépendamment d'un instrument sous-jacent. Par exemple, le risque de crédit d'une société peut être acquis ou désinvesti au moyen d'un produit dérivé de crédit, sans qu'il soit nécessaire de détenir un prêt ou une obligation de la société. Les produits dérivés de crédit sont l'un des produits de négociation hors cote à la croissance la plus rapide. Ces produits sont offerts aux entreprises clientes et aux clients institutionnels, et ils sont également utilisés par la Banque aux fins de la gestion de son portefeuille de prêts.

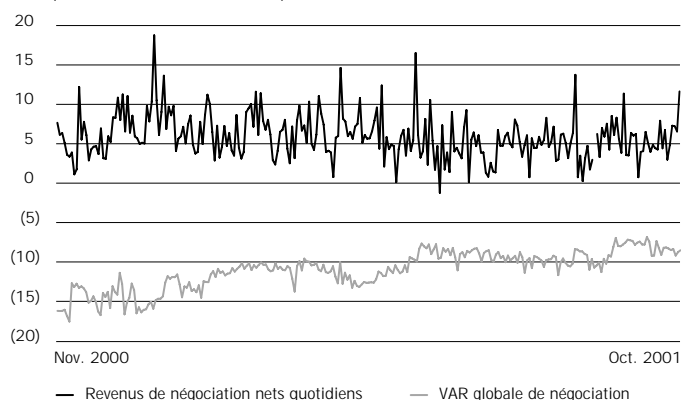
Le tableau 22 ci-dessus indique la VAR par catégorie de risque important à la fin de l'exercice (haut, moyenne et bas) pour les activités de négociation regroupées de la Banque pour les exercices terminés les 31 octobre 2001 et 2000. Le tableau indique également la VAR globale de la Banque, qui intègre l'incidence de la corrélation dans les mouvements des taux d'intérêt, des cours du change, des cours des actions et des cours des marchandises et les avantages résultant de la diversification au sein du portefeuille de négociation de la Banque. Comme l'indique le tableau, la VAR moyenne de la Banque a chuté en 2001 pour s'établir à 11 millions de dollars, par rapport à 16 millions en 2000. Ce résultat traduit une baisse du risque auquel est exposé le portefeuille de négociation d'actions.

La Banque effectue également une analyse des pertes de négociation potentielles causées par des événements engendrant un stress à titre de contrôle supplémentaire de son risque de marché. À cette fin, elle applique des scénarios historiques et élaborés à l'interne aux positions de négociation quotidiennes afin de surveiller l'incidence de mouvements extrêmes du marché sur la valeur de son portefeuille.

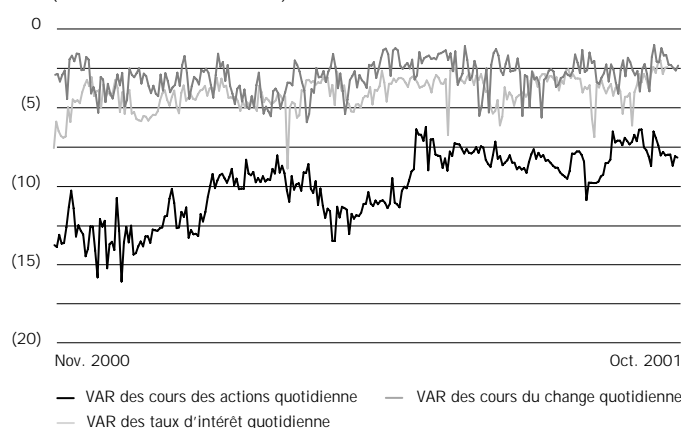
L'unité fonctionnelle de Gestion des risques du Groupe, qui est indépendante des activités de négociation, est responsable de la surveillance quotidienne du risque de négociation global. L'unité fonctionnelle utilise la méthodologie VAR de la Banque pour comparer les risques réels aux limites établies, évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement et signaler à la haute direction les tendances ou les positions défavorables. L'unité fonctionnelle établit également et met en œuvre des politiques de mesure du risque et des plafonds détaillés qui s'appliquent aux activités de négociation.

La direction reconnaît que la VAR ne constitue pas une mesure absolue du risque de marché et que son usage est restreint, car elle se base sur de l'information historique uniquement. La direction établit donc d'autres plafonds pour contrôler les risques de liquidité du marché, l'écart de la position nette, l'échéance et le volume pour tous les produits. Ce cadre de référence global pour la gestion du risque de marché est conçu de manière à assurer une diversification appropriée des risques grâce à l'adoption de politiques globales.

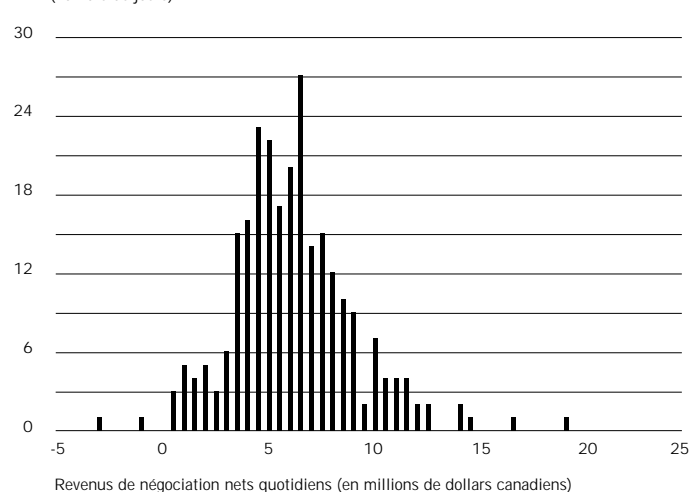
REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS PAR RAPPORT
À LA VAR GLOBALE DE NÉGOCIATION
(en millions de dollars canadiens)



VAR GLOBALE PAR CATÉGORIE DE RISQUE IMPORTANT
(en millions de dollars canadiens)



HISTOGRAMME – REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS
(nombre de jours)



Activités de gestion de l'actif et du passif – portefeuille autre que de négociation de la Banque

Les activités bancaires de base, telles que l'acceptation de dépôts et le crédit, exposent la Banque au risque de marché, surtout sous la forme du risque de taux d'intérêt. Le risque est géré en fonction des plafonds relatifs au risque sur actions lié à la valeur économique et au risque lié au revenu net d'intérêt approuvés par le Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration. Les plafonds de risque sont fondés sur un mouvement parallèle immédiat et soutenu de 200 points de base des taux pour toutes les échéances. Le risque lié à la valeur économique mesure l'incidence défavorable nette sur la valeur actualisée de l'actif et du passif et des instruments financiers hors bilan. Le plafond établi pour le risque sur actions lié à la valeur économique est de 1,5 milliard de dollars, soit environ 10 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque. Ce résultat, qui traduit une hausse du plafond de 400 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, est attribuable à l'émission d'un montant net de 3,4 milliards de dollars d'actions ordinaires. Le risque lié au revenu net d'intérêt mesure l'incidence défavorable sur le revenu net d'intérêt au cours des douze mois suivants. Le plafond établi pour le risque lié au revenu net d'intérêt est de 300 millions de dollars.

L'unité de Trésorerie générale surveille et gère activement les portefeuilles autres que de négociation canadien et américain. En outre, elle supervise un nombre limité d'unités autorisées qui gèrent leur risque de taux d'intérêt à un niveau décentralisé, conformément aux plafonds établis pour ce qui est du risque.

L'objectif de la gestion des portefeuilles autres que de négociation canadien et américain consiste à réaliser un équilibre entre l'accroissement du revenu net d'intérêt et la réduction de l'incidence des mouvements défavorables des taux d'intérêt. Afin d'atteindre cet objectif, on ajuste le profil de risque du portefeuille au moyen de produits dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, en tenant compte de la forme de la courbe de rendement, des variations prévues du niveau des taux d'intérêt et du niveau actuel de risque assumé. S'il y a lieu, la Banque achète également des options afin de couvrir certaines des options intégrées inhérentes à certains produits bancaires de dépôt et de prêt. Les options intégrées permettent aux clients de la Banque de modifier le profil des échéances de leurs dépôts ou de leurs prêts. Les options intégrées les plus courantes sont les clauses de rachat anticipé de certains produits de dépôt à terme et les options de remboursement anticipé de certains produits de prêt.

La principale technique analytique utilisée par la Banque pour mesurer le risque sur actions lié à la valeur économique et le risque lié au revenu net d'intérêt et pour gérer le risque de taux d'intérêt applicable au portefeuille autre que de négociation est l'analyse au moyen de scénarios et l'analyse de la position de départ. L'analyse au moyen de scénarios est prospective et permet à la Banque de prévoir le revenu net d'intérêt et d'analyser l'incidence suivant de nombreux scénarios portant sur l'économie et les taux d'intérêt. Elle englobe des hypothèses touchant les stratégies en matière d'établissement des taux, le volume et la composition des nouvelles activités, l'évolution

prévue du niveau des taux d'intérêt, celle de la courbe de rendement et d'autres facteurs, tels que l'incidence des options intégrées. L'analyse de la position de départ fournit le cadre de référence pour la mesure du risque lié à la valeur économique et du risque lié au revenu net d'intérêt en fonction de plafonds à un moment dans le temps. Les résultats de l'analyse au moyen de scénarios et de l'analyse de la position de départ aident à déterminer les compromis risque-rendement des stratégies potentielles en matière de couverture et d'optimisation. Cela permet à la Banque de réaliser un équilibre entre l'accroissement du revenu net d'intérêt et l'atténuation du risque de diminution du bénéfice par suite de mouvements défavorables des taux d'intérêt.

Le tableau 23 ci-dessous présente l'incidence potentielle d'une augmentation et d'une diminution de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt touchant le portefeuille autre que de négociation sur la valeur économique et les résultats actuels de la Banque. Ces mesures sont fondées sur la position de la Banque en matière de sensibilité aux taux d'intérêt au 31 octobre 2001, y compris toutes les hypothèses relatives à la modification des taux. Ces mesures présument qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée et que les taux de tous les actifs et passifs sont modifiés selon les montants définis. La Banque définit un bilan indifférent au risque comme un bilan dans lequel le montant net des actifs résiduels qui représentent des actions est investi uniformément sur une période de cinq ans. Par conséquent, le profil de risque des taux d'intérêt de la Banque est légèrement sensible à l'actif, quoique la durée des investissements liés aux actions soit de 2,5 ans environ. Cette caractéristique est propre à une banque utilisant une « zone de sécurité » à l'égard des taux d'intérêt, en fonction de laquelle les mesures du risque lié à la valeur économique et du risque lié au revenu net d'intérêt se déplacent en sens opposés lorsqu'un mouvement parallèle de la courbe de rendement se produit. Dans la zone de sécurité, le revenu net d'intérêt diminue et la valeur économique augmente lorsqu'il y a une baisse des taux d'intérêt, et l'inverse se produit lorsque les taux d'intérêt augmentent.

La position en matière de sensibilité aux taux d'intérêt au 31 octobre 2001, compte tenu de toutes les hypothèses relatives à la modification des taux, exprime un point de vue sur les mouvements futurs des taux d'intérêt par rapport à la courbe de rendement actuelle. L'écart a été et est actuellement géré activement de façon à refléter les faibles taux d'intérêt que l'on constate depuis le milieu de septembre. La Banque est d'avis que bien qu'une nouvelle baisse des taux d'intérêt à court terme soit possible, les taux d'intérêt à moyen et à long terme se maintiendront aux niveaux actuels jusqu'à ce qu'une reprise économique soit évidente. Bien qu'une certaine volatilité à très court terme soit possible, la Banque prévoit des taux d'intérêt relativement stables jusqu'au début de l'année civile 2002.

Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt décrites dans la présente section sont fondées sur les risques de taux d'intérêt de la Banque à un moment précis. L'exposition aux risques fluctue continuellement suivant les activités commerciales courantes de la Banque et ses initiatives en matière de gestion du risque.

TABLEAU 23 Évaluation des risques de marché – activités autres que de négociation

	2001		2000	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres (1)	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres (1)	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
(en millions de dollars canadiens)				
Augmentation de 100 p.b.	(390) \$	96 \$	(306)\$	71 \$
Diminution de 100 p.b.	256	(108)	241	(84)
Augmentation de 200 p.b.	(842) \$	179 \$	(628)\$	129 \$
Diminution de 200 p.b.	466	(294)	473	(170)

(1) Les montants sont présentés avant impôts au 31 octobre.

Risque de liquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que la Banque peut obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à ses obligations. La gestion des liquidités est essentielle pour protéger le capital de la Banque, maintenir la confiance du marché et garantir que la Banque peut profiter des possibilités d'expansion rentables.

Le cadre de gestion des liquidités de la Banque comprend des politiques à l'égard de plusieurs éléments clés, comme le niveau minimal d'actifs liquides devant être maintenu en tout temps. La Banque a recours à des actifs liquides et à des conventions de rachat et de revente pour gérer ses liquidités à court terme. Les actifs liquides et les actifs achetés en vertu de conventions de revente (avant la remise en gage – voir le paragraphe suivant) totalisaient 136,9 milliards de dollars ou 38 % du total de l'actif au 31 octobre 2001, comparativement à 100,7 milliards ou 34 % du total de l'actif au 31 octobre 2000. Les actifs liquides en dollars canadiens sont principalement composés de valeurs mobilières négociables, et une grande partie des actifs liquides en devises de la Banque sont confiés à des banques étrangères très bien cotées.

La Banque a également adopté des politiques visant à garantir qu'elle est en mesure de satisfaire aux exigences de remise en gage qui peuvent survenir. Au 31 octobre 2001, des actifs d'une valeur de 9,5 milliards de dollars avaient été remis en gage à titre de garantie, en plus d'engagements de 20,9 milliards et de 16,0 milliards, respectivement, afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et à des titres vendus à découvert. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la note 15 des états financiers consolidés.

Un autre élément clé du cadre de gestion des liquidités est la gestion des flux de trésorerie. Ce cadre comprend des limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes données, surtout pour certaines périodes à court terme importantes. Une analyse au moyen de scénarios est effectuée périodiquement, simulant le comportement présumé des flux de trésorerie en fonction de différentes conditions, afin d'évaluer les besoins de financement, et elle est mise à jour pour tenir compte de l'évolution de la conjoncture, le cas échéant.

Le cadre de référence de la Banque comporte également l'établissement d'un plan d'urgence afin d'évaluer la nature et la volatilité des sources de financement et de déterminer des solutions de rechange à ces sources en cas de problème. Ce plan d'urgence serait appliqué afin de s'assurer que la Banque est en mesure de respecter ses engagements de financement en cas de perturbation générale du marché ou de conditions économiques défavorables. Le plan est revu et actualisé au moins une fois par an.

De solides ratios du capital et un vigoureux bénéfice de base, ainsi qu'une excellente qualité du crédit, sont nécessaires au maintien de cotes de crédit élevées et, par le fait même, à un accès avantageux au financement. Ces facteurs, de même que d'autres indicateurs, font l'objet d'une surveillance continue dans le cadre du processus de gestion du risque de liquidité.

La diversification du financement est un autre élément clé de la gestion des liquidités. Elle consiste à varier de façon stratégique le type et le pays d'origine des déposants, les emplacements géographiques et les entités juridiques, les échéances, les marchés et les instruments. Les dépôts de base, qui proviennent principalement de consommateurs, et le capital sont des sources de première importance de diversification. Des informations sur la gestion du capital sont fournies aux pages 39 à 42. Les autres sources incluent les fonds du marché monétaire, le financement à terme et la titrisation d'actifs.

Comme il est indiqué au tableau 24 ci-dessous, les dépôts des consommateurs constituent toujours 43 % du total des dépôts, et ils ont connu une hausse de 11,7 milliards de dollars, ou 13 %, par rapport au 31 octobre 2000, qui inclut un montant de 8,2 milliards attribuable à RBC Centura. Les dépôts des entreprises et des gouvernements exprimés en pourcentage du total des dépôts sont demeurés inchangés à 46 %. Les dépôts des entreprises et des gouvernements ont augmenté de 13,1 milliards de dollars, ou 14 %, sur douze mois, dont un montant de 3,4 milliards attribuable à RBC Centura. Les dépôts des consommateurs représentent la principale source de dépôts en dollars canadiens, tandis que les dépôts en devises sont principalement effectués par de grandes sociétés et des banques étrangères, y compris des banques centrales.

En 2001, la Banque a continué d'accroître sa capacité de financement à terme, en émettant, dans diverses devises et sur divers marchés, des billets de dépôts de premier rang totalisant 2,1 milliards de dollars. Elle a également émis des débentures subordonnées totalisant 1,0 milliard de dollars, du capital innovateur de première catégorie totalisant 750 millions de dollars et des actions privilégiées totalisant 250 millions de dollars, comme il est expliqué à la page 40. La titrisation de créances sur cartes de crédit financées par des billets à moyen terme a généré un financement de 1,0 milliard de dollars durant l'exercice.

En octobre, la Banque a procédé au placement de billets subordonnés totalisant 400 millions de dollars US. Le placement s'est terminé le 8 novembre 2001. L'émission a été libellée en dollars US et effectuée sur le marché européen afin que la Banque puisse mieux aligner la composition en devises de son capital sur celle de ses actifs, et diversifier davantage sa clientèle d'investisseurs pour ce type de titres.

La Banque a également diversifié son financement en participant au nouveau programme d'obligations hypothécaires du Canada de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Au cours de l'exercice, la Banque a titrisé 800 millions de dollars de prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement et elle a initialement vendu 723 millions de dollars de ces titres.

Ces activités diverses ont renforcé la présence de la Banque au Canada et à l'étranger. Leur utilisation future et l'utilisation de nouvelles sources de financement continueront d'être évaluées à la lumière de leur incidence sur les sources de financement traditionnelles et avantages connexes.

TABLEAU 24		Dépôts					
					2001	2000	1999
(en millions de dollars canadiens)		Dépôts à vue	Dépôts à préavis	Dépôts à terme fixe	Total	Total	Total
Particuliers		10 835 \$	28 945 \$	61 601 \$	101 381 \$	89 632 \$	87 359 \$
Entreprises et gouvernements		28 754	12 122	66 609	107 485	94 379	86 223
Banques		3 966	411	22 444	26 821	22 226	14 315
		43 555 \$	41 478 \$	150 654 \$	235 687 \$	206 237 \$	187 897 \$
Dépôts non productifs d'intérêt							
Canada					22 397 \$	22 011 \$	16 876 \$
États-Unis					1 918	151	-
Autres pays					543	712	666
Dépôts productifs d'intérêt							
Canada					118 161	116 113	112 430
États-Unis					25 169	11 608	9 451
Autres pays					67 499	55 642	48 474
					235 687 \$	206 237 \$	187 897 \$

Comparaison des exercices 2000 et 1999

Le texte qui suit constitue une comparaison des résultats d'exploitation de la Banque pour les exercices terminés les 31 octobre 2000 et 1999. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires des pages 57 à 84. Cette partie de l'Analyse par la direction porte sur les résultats déclarés dans les états financiers consolidés et elle n'exclut pas les éléments exceptionnels.

Résultats par secteur d'exploitation

Le bénéfice net des Services aux particuliers et aux entreprises a progressé de 35 %, pour s'établir à 1 115 millions de dollars en 2000, par rapport à 827 millions en 1999. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a augmenté de 270 points de base, pour s'établir à 20,5 %. Le ratio d'efficience a progressé de 640 points de base pour correspondre à 58,7 % en 2000, en raison d'un programme très efficace de réduction des coûts.

Le bénéfice net du secteur Assurance a reculé de 5 %, pour s'établir à 103 millions de dollars en 2000. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a chuté, passant de 56,0 % à 38,6 %.

Le bénéfice net de la Gestion de patrimoine a grimpé de 52 % par rapport à 1999, pour s'établir à 413 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a diminué de 990 points de base, s'établissant à 47,8 %, en raison de la hausse des capitaux affectés pour couvrir les risques opérationnels et autres risques.

Le bénéfice net du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a progressé de 67 %, pour s'établir à 502 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est fixé à 20,8 %, soit une amélioration de 550 points de base.

Le bénéfice net du Traitement des opérations a augmenté de 25 %, pour s'établir à 134 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 450 points de base, pour se fixer à 32,2 %.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 3 % pour s'établir à 5,3 milliards de dollars en 2000, par rapport à 5,1 milliards en 1999. Cette augmentation est partiellement attribuable aux volumes plus élevés d'actifs productifs d'intérêt, en particulier les prêts aux entreprises du secteur de détail.

Revenus autres que d'intérêt

Les revenus autres que d'intérêt ont progressé de 22 % en 2000, pour s'établir à 6,7 milliards de dollars, et ils ont représenté 56 % du total des revenus.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 7 % pour se chiffrer à 7,6 milliards de dollars.

Charge d'impôts

La charge d'impôts de la Banque pour 2000 s'est élevée à 1,4 milliard de dollars, soit un taux d'imposition effectif de 38,8 %. La charge d'impôts pour 1999 s'était élevée à 1,0 milliard de dollars tandis que le taux d'imposition effectif s'était établi à 36,0 %.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances a fléchi de 9 % et est passée de 760 millions de dollars en 1999 à 691 millions en 2000. Le total de la provision cumulative pour pertes sur prêts s'est établi à 1,9 milliard de dollars ou 1,1 % du total des prêts (y compris les acceptations), contre 1,2 % en 1999.

Information financière trimestrielle

Un sommaire des résultats des huit plus récents trimestres complets est présenté à la page 90.